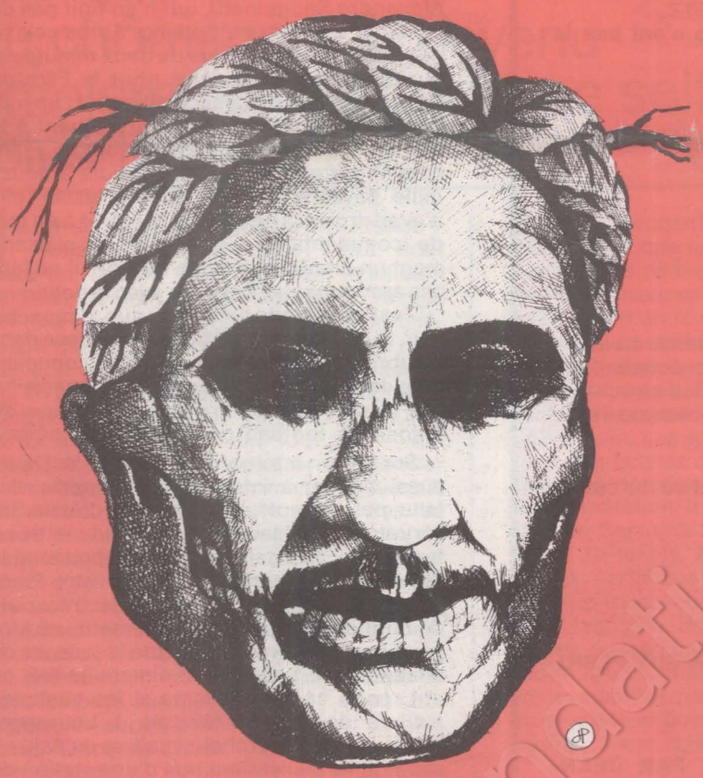
l'unité

N° 123 4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 13 au 19 Septembre 1974



CHILI L'ANNEE PINOCHET

CHOMAGE LES FAILLITES DE GISCARD

"L'INFORMATION" DES FRANÇAIS

Les Français sont bien informés. Ils n'auront rien ignoré cette semaine de la façon dont les membres du gouvernement se sont rendus à Lyon, de ce qu'ils ont fait avant et après ce Conseil des ministres provincial, de ce qu'en pense — si tant est qu'il en pense quelque chose — le Lyonnais moyen, complaisamment interviewé devant les micros de l'O.r.t.f. qu'on n'avait jamais vus en si grand nombre entre Saône et Rhône.

La préparation de cet événement historique explique sans doute que, dans les jours qui ont précédé, ce même O.r.t.f., qui vit ses dernières semaines d'existence, ait quelque peu négligé l'information des Français sur quelques sujets qui n'étaient pourtant pas tout à fait négligeables.

(Suite en page 2) →

Cdt. Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 **CHOMAGE : PLUS TOLERE, PAR MICHELE BACKMANN**
Ce qui est nouveau ce n'est pas que le chômage soit devenu intolérable, mais qu'il ne soit plus toléré.

4 **LES FAILLITES DE GISCARD**

6 **LA FLAMBEE DES PRIX**

8 **O.R.T.F. : LES BUTTES A L'ENCAN, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS**

9 **LES REQUINS ONT DE LA MEMOIRE, PAR DOMINIQUE METZ**
Les anciens combattants du Sdece et de la chnouff réunis n'ont pas la mémoire courte mais la rancune tenace.

11 **SAVOIE : LE FROMAGE FOND..., PAR JOSETTE BARBIERI**
De tous les anciens ministres en mal de réélection Fontanet est le plus menacé. Et c'est un socialiste qui peut le battre...

13 **PRESSE : FAUX D'ARTIFICE, PAR SERGE RICHARD**

14 **CAPITALISME : LE PETROLE-ALIBI, PAR YANN FITT**
La focalisation sur le pétrole permet d'éviter d'analyser sérieusement les causes réelles de l'inflation : domination de la puissance économique américaine, jeu perturbateur des sociétés multinationales, les structures des sociétés capitalistes avec la mauvaise répartition des richesses.

16 **CHILI : L'ANNEE PINOCHET, PAR MAURICE FABIEN**
« Sauvé » par l'Armée le Chili sera bientôt un nouveau Sahel où les catastrophes n'ont rien de naturel.

18 **MOZAMBIQUE : O.A.S. OU C.I.A. ?, PAR MAURICE FABIEN**

20 **GRECE : DE LA « NORMALISATION » A L'EPURATION, PAR GUY PERRIMOND**

21 **GRANDE-BRETAGNE : UN REFLEXE D'AUTODEFENSE, PAR JEAN-CLAUDE RIEU.**
Le dernier congrès du T.u.c. a montré que le mouvement ouvrier britannique devait resserrer les rangs pour affronter la crise et la droite.

22 **EUROPE : UNE GRANDE MALADE, PAR CLAUDE FUZIER**

24 **LIVRES : CHER VIEUX PAYS, PAR GEORGES FRAMERIES**

25 **CINEMA : DANSONS LA CARMAGNOLE**

26 **ENSEIGNEMENT : LE BROUILLON DE M. HABY, PAR JEAN-PIERRE MOULINS**
La rentrée des classes va avoir lieu tant bien que mal, mais les devoirs de vacances de M. Haby et le brouillon de réforme qu'il en a tiré ont de quoi inquiéter tous les hommes de progrès.

32 **DANS UN MOIS, LES ASSISES, PAR ANTOINE VIOLET**

DESSINS ET PHOTOS

Adja (page 4). A.f.p. (pages 7, 20). Barrigues (page 31). Gérald Bloncourt (page 11). Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 3, 17, 23, 29). Fotolib (page 17). Lacroux (pages 25, 26). Pascal Lebrun (page 11). Sabadel (page 8). Solo (page 21).

Coll. Fondation Jean-Jaurès

→

Le dernier week-end, par exemple, a été fertile en événements de toutes sortes, en France et dans le reste du monde. Quel écho en a-t-on trouvé dans les journaux télévisés de dimanche soir ? D'abord une longue explication de Jean-Pierre Fourcade sur la réunion tenue par lui avec ses collègues européens pour tenter d'harmoniser les politiques économiques et financières et la lutte contre l'inflation. Au ministre des Finances succéda sur l'écran le Premier ministre Jacques Chirac, qui avait consacré une partie de son dimanche à une opération charme auprès des secrétaires fédéraux de l'U.d.r. Réunion évidemment capitale, puisqu'elle valait encore aux téléspectateurs, sur les deux chaînes, une déclaration de l'ineffable Alexandre Sanguinetti, qui n'en finit pas de se rallier à Giscard d'Estaing. Après cela, il ne restait qu'un peu plus de deux minutes et quelques images banales pour la Fête de « l'Humanité », qui a accueilli près d'un million de visiteurs en deux jours. Quant à la fête du Parti socialiste à Lannion, où François Mitterrand a parlé devant dix à douze mille paysans bretons enthousiastes, elle n'avait droit ni à une image ni même à un mot de commentaire. Comme disait plaisamment un ancien patron de l'O.r.t.f., il ne faut pas assommer les Français avec la politique.

C'est sans doute pour cela, que, dimanche soir, le défilé des ministres s'est achevé dans la rubrique sportive avec un docte commentaire de Michel Poniatowski sur la précision des passes qui ont permis à l'équipe de France de football de battre la Pologne...

Sur le plan international, l'O.r.t.f. est toute aussi vigilant à informer les Français. Il a fallu, par exemple, l'intervention d'Alain Savary auprès de Marceau Long pour mettre en lumière le scandale qu'aurait représenté la diffusion d'une interview du sinistre Pinochet le jour anniversaire du putsch fasciste de Santiago. Quant aux événements du Mozambique, France-Inter, toute la journée de dimanche et la télévision dimanche soir en ont rendu compte comme si les quelques milliers de Blancs révoltés à Lourenço-Marqués s'étaient rendus maîtres du pays — alors qu'ils ne l'étaient que d'une station de radio — et que l'existence même du nouveau régime portugais, né du mouvement du 25 avril, était sérieusement menacée. Il a fallu, lundi soir, le reportage d'un journaliste honnête pour ramener à sa dimension réelle une révolte qui a, dès le lendemain, achevé de se dégonfler.

A ces quelques exemples significatifs, on pourrait ajouter les reportages incessants sur la situation « catastrophique » de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, alors qu'en France, à en croire l'O.r.t.f., chacun applaudit à la baisse de 5 % lancée tapageusement par le ministre des Finances sur des produits qui avaient augmenté de 10 à 20% depuis le début de l'année.

Faut-il s'étonner après cela, comme le constatent les sondages, que les Français soient sceptiques sur les changements mis en œuvre depuis l'élection du nouveau président de la République ? Ils ont, en tout cas, quelques raisons de douter que la fameuse « libéralisation » dont on leur rebat les oreilles ait atteint le domaine de l'information. Jamais ils n'ont vu tant de ministres venir exprimer devant eux autant d'autosatisfaction, tandis que l'opposition, qui représente plus de 49 % des Français, est réduite à l'O.r.t.f., comme d'ailleurs sur les postes périphériques, à la portion congrue. Si, dans ce domaine, quelque chose a changé, ce serait plutôt en pire.

CLAUDE ESTIER

Chômage

PLUS TOLÉRÉ

Ce qui est nouveau ce n'est pas que le chômage soit devenu intolérable mais qu'il ne soit plus toléré.

La situation de l'emploi en France ? Elle est bonne, sans l'être, tout en l'étant, tout va bien, d'ailleurs le gouvernement s'occupe de ce qui va mal, on fera n'importe quoi pour éviter un chômage qui ne menace absolument pas : les déclarations patronales et gouvernementales en ce début de septembre font régner la plus parfaite perplexité. Un jour, Yvon Chotard, vice-président du C.n.p.f. — qui s'était déjà illustré en prédisant en janvier dernier, qu'il n'y aurait sûrement pas 800.000 chômeurs en 1974 — affirme : « Pas de grave problème d'emploi d'ici à la fin de l'année ». Quelques jours plus tard, les records d'optimisme sont battus par le patron des patrons, François Ceyrac, qui déclare, en substance, sur les ondes de France-Inter : la situation de l'emploi est bonne, le niveau de chômage en France est le plus faible de tous les pays européens, et s'il y a des chômeurs, ce sont les mieux payés d'Europe. Hélas ! Jacques Chirac n'est pas d'accord : bien sûr, dit-il, l'activité restera soutenue... mais « nous devrons faire face à un certain nombre de difficultés sectorielles ou locales » (voir dans les pages suivantes quelques exemples de ce « certain nombre de difficultés »...)

Toutes ces belles déclarations ne changent rien aux faits : la rentrée sociale débute avec plus de 500.000 chômeurs officiels (453.000 demandes d'emploi non satisfaites, 50.000 bénéficiaires de la garantie de ressources, 10 400 bénéficiaires du Fonds national de l'emploi, total : 514 300). Sans compter les travailleurs intérimaires, etc. Sans oublier tout ce qui permet de camoufler un chômage grandissant : mises à la retraite anticipées, arrêt de l'immigration, arrêt de l'embauche (dans l'automobile, en particulier), non renouvellement des contrats en fin de chantier dans le bâtiment... Bref, tout ce qui fait que le chômage est difficile à chiffrer avec précision.

L'Etat donne l'exemple

Certains signes, pourtant, ne trompent pas. Ainsi, le chiffre des entreprises procédant à des liquidations de biens ou à des règlements judiciaires s'est accru, de façon affolante, pendant les six premiers mois de 1974. Alors que la moyenne mensuelle des liquidations de biens tournait autour de 600 en 1973, l'Insee en a recensé 1 368 en janvier 1974, 1 033 en février, 926 en mars, 770 en avril, 732 en mai, 702 en juin. Même chose pour les règlements judiciaires qui, d'une moyenne mensuelle de 240 en 1973, montent à 593 en janvier 1974, à 447 en mars et à 362 en juin. Les spécialistes estiment que le taux des faillites a augmenté de 23 % pendant le premier semestre 1974 et que l'augmentation a approché 40 % à la fin d'août. Secteurs les plus touchés : le bâtiment, le textile, l'habillement, les cuirs et peaux, certains secteurs de la métallurgie.

Et les travailleurs qui voient autour d'eux, dans leur ville, dans leur région, des entreprises fermer leurs portes s'inquiètent. A juste titre... « Nous sommes à un point jamais atteint depuis que l'on fait des statistiques sur le chômage, c'est-à-dire depuis au moins 15 ans, estime Michel Rolant, secrétaire national de la C.f.d.t. D'autant plus que tout ce qu'on connaît de la situation à la rentrée ne peut qu'aggraver les choses. 300 000 jeunes au moins vont arriver sur le marché du travail. Le ralentissement conjoncturel lié à la crise de l'énergie va se poursuivre, en particulier dans l'automobile, où le phénomène se voit encore mal, car il concerne d'abord les travailleurs immigrés. Enfin, la politique de crédit du gouverne-

→

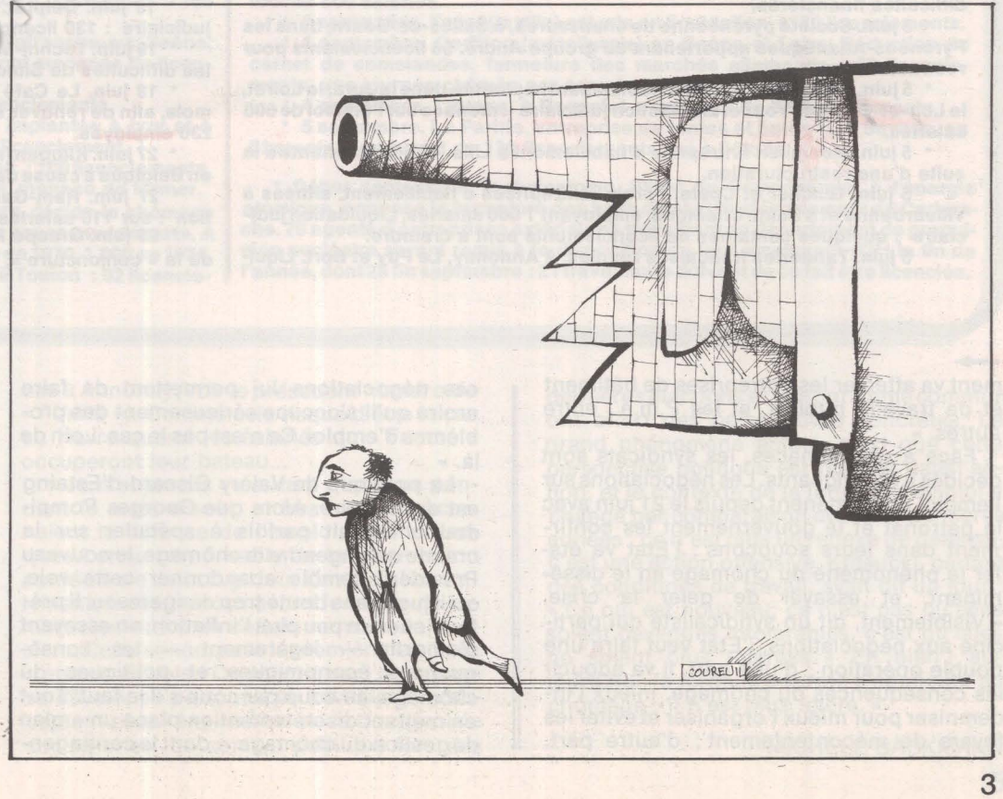
POUR EVITER L'AUGMENTATION

ABONNEZ-VOUS A L'UNITE

avant le 30 septembre

Vous bénéficierez ainsi d'une réduction de 50% par rapport au prix de 50 numéros.

(Bulletin d'abonnement en page 30)









LES FAILLITES DE GISCARD

Comptabilisés depuis la date exacte de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, voici les licenciements de ces derniers mois. Ce recensement des faillites, liquidations de biens, règlements judiciaires, mauvaises gestions et restructurations ne prétend pas être complet : il est très difficile de centraliser toutes ces informations. Nous n'avons pas non plus tenu compte des actions menées par les travailleurs qui, dans certains cas, ont pu faire rapporter ou ajourner des licenciements. Nous avons seulement voulu, avec l'aide de documents de la C.f.d.t., brosser un tableau de la France de Giscard : en 102 jours (entre le 25 mai et le 4 septembre) près d'une centaine d'entreprises ont licencié, ou tenté de licencier, du personnel. A notre connaissance.

*** 25 mai. Misle-Massot-Didier. Entreprise de bâtiment, possédant huit agences en France, mise en liquidation judiciaire : 850 travailleurs menacés.**

*** 29 mai. Blin et Blin (textile) à Elbeuf. Pour cause de difficultés financières, 70 salariés sur 800 risquent de perdre leur emploi.**

*** 29 mai. Tachon, entreprise de chaussures à Bordeaux. Sur 350 salariés, 109 sont licenciés pour difficultés financières.**

*** 30 mai. Simca-Chrysler à Poissy : 684 licenciements. Motif : baisse des commandes.**

*** 31 mai. Signalisation du Sud-Ouest (métallurgie) en Gironde. Liquidation judiciaire : 170 salariés touchés.**

*** 31 mai. Etablissements Brion (alimentation) à Pantin. 200 licenciements. Motif invoqué : la concentration dans la branche.**

*** 1er juin. Donval. Entreprise de chaussures à Rosporden (Finistère). 67 licenciements pour difficultés financières.**

*** 1er juin. Le Toro (habillement) à Nîmes et à Sommières, dans le Gard. Dépôt de bilan : 280 licenciements.**

*** 2 juin. Union agricole de l'Est. Coopérative agricole située dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle employant 280 salariés. Pour difficultés financières, 100 à 200 licenciements sont annoncés.**

*** 2 juin. Cartonneries mécaniques du Nord. Entreprise de papier-carton dans le Nord. 650 licenciements.**

*** 2 juin. Compagnie française d'entreprise (travaux publics) dont le siège est à Boulogne-Billancourt. 1 296 licenciements sur 2 100 employés. Motif : difficultés financières.**

*** 5 juin. Société pyrénéenne de chaussures, à Salies-de-Béarn, dans les Pyrénées-Atlantiques appartenant au groupe André. 56 licenciements pour restructuration.**

*** 5 juin. Inosaf. Entreprise d'habillement implantée dans le Jura, le Loiret, le Loir-et-Cher et l'Yonne. Liquidation judiciaire : menace sur l'emploi de 600 salariés.**

*** 5 juin. Maniglier. Entreprise d'habillement à Lille. 47 licenciements à la suite d'une restructuration.**

*** 5 juin. Guicher et Coste, Forely. Entreprises d'habillement, situées à Villeurbanne et à Saint-Chamond, employant 1 000 salariés. Liquidation judiciaire : quelques centaines de licenciements sont à craindre.**

*** 5 juin. Tanneries françaises réunies, à Annonay, Le Puy et Bort. Liquidation judiciaire : 2 000 emplois sont menacés. Le 26 juin, 775 licenciements sont annoncés.**

*** 7 juin. Guy Laroche. Le couturier parisien procède à 50 licenciements.**

*** 7 juin. Titan-Coder (métallurgie). Entreprise qui fabrique à Marseille des remorques et des citernes. 78 emplois supprimés : l'effectif est ramené à 1 100 personnes.**

*** 8 juin. H.K. Porter-France (métallurgie) : des ateliers ferment près de Maubeuge, en raison de pertes financières. Sur 1 000 salariés, 500 sont licenciés.**

*** 9 juin. Gringoire, entreprise alimentaire à Mantes-la-Jolie. La fermeture de l'usine entraîne l'annonce de 246 licenciements.**

*** 9 juin. Zenith-Aviation (métallurgie) à Roche-la-Molière, dans la Loire. Pour difficultés financières, l'entreprise licencie 20 travailleurs sur 270 : l'inspecteur du travail refuse cette mesure.**

*** 11 juin. Bourguet. Entreprise de textile dans le Tarn, à Labastide-Rouhiroux. Liquidation judiciaire : 280 salariés menacés de licenciement.**

*** 12 juin. Bendix. Entreprise d'accessoires automobiles à Drancy. Sur 1 614 salariés, 106 sont licenciés.**

*** 12 juin. C.m.c.b. Saint-Paul (textile). L'entreprise, située à Saint-Denis-de-la-Réunion, ferme : 20 licenciements.**

*** 13 juin. Renault. A Sandouville et Orléans, le chômage technique est décidé pour les 17 et 18 juin, en raison du contexte économique.**

*** 13 juin. Richier (métallurgie). 500 emplois supprimés. Motif : « mesures d'austérité ».**

*** 14 juin. Sogec (habillement) à Tournon et à Nevers. Liquidations judiciaires : 300 emplois menacés.**

*** 14 juin. Imprimerie Moderne, à Saint-Brieuc. Fermeture pour difficultés financières : 20 licenciements.**

*** 15 juin. Citroën à Rennes décide deux jours de chômage technique pour les 17 et 18 juin. Motif : il faut écouler les stocks.**

*** 15 juin. Faye, entreprise d'agriculture à Vence, fait faillite. 126 salariés sont menacés de licenciement.**

*** 17 juin. Electro-Kicker (métallurgie) à Baumes-les-Dames, dans le Doubs, dépose son bilan : 250 salariés sont menacés de licenciement.**

*** 18 juin. Delprat. Entreprise de bâtiment dans la Somme. Règlement judiciaire : 130 licenciements.**

*** 19 juin. Techni-Moule (métallurgie) à Tours, 4 licenciements causés par les difficultés de Simca-Chrysler.**

*** 19 juin. Le Café de la Paix, à Paris, ferme ses portes pour plusieurs mois, afin de rénover ses locaux : aucun reclassement n'est prévu pour ses 230 employés.**

*** 27 juin. Klippan (métallurgie), à Gourmay-en-Bray, transfère les travaux en Belgique à cause de la crise de l'automobile, et annonce 60 licenciements.**

*** 27 juin. Ram-Gamex, compagnie d'assurances à Paris. Restructuration : sur 110 salariés, 80 sont licenciés.**

*** 28 juin. Groupe Prêt à Bail, établissement financier à Paris. En raison de la « conjoncture », 120 salariés sur 500 risquent d'être mutés.**

→

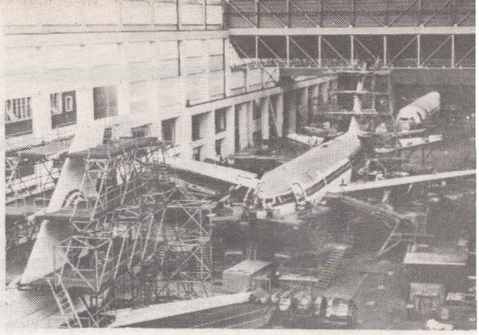
ment va affecter les entreprises de bâtiment et de travaux publics, et les P.m.e., entre autres. »

Face à ces menaces, les syndicats sont décidés à être vigilants. Les négociations sur l'emploi qu'ils mènent depuis le 21 juin avec le patronat et le gouvernement les confirment dans leurs soupçons : l'Etat va étaler le phénomène du chômage en le disséminant, et essayer de geler la crise. « Visiblement, dit un syndicaliste qui participe aux négociations, l'Etat veut faire une double opération : d'une part, il va adoucir les conséquences du chômage, mieux l'indemniser pour mieux l'organiser et éviter les foyers de mécontentement ; d'autre part, ces négociations lui permettent de faire croire qu'il s'occupe sérieusement des problèmes d'emploi. Ce n'est pas le cas. Loin de là. »

La politique de Valéry Giscard d'Estaing est donc claire. Alors que Georges Pompidou cherchait parfois à spéculer sur la crainte qu'engendre le chômage, le nouveau Président semble abandonner cette voie, qu'il juge sans doute trop dangereuse. Il préfère jouer un peu plus l'inflation, en essayant d'amortir — légèrement — les conséquences économiques et politiques du chômage, au coup par coup s'il le faut. Tout en mettant discrètement en place un « plan de gestion du chômage », dont le contingentement de l'immigration n'est qu'un des aspects. Les autres étant, par exemple, la réduction des heures ou la multiplication des congés exceptionnels. Ce qui n'évitera pas fermetures et licenciements. D'ailleurs, l'Etat lui-même donne l'exemple : 7 000 emplois ont été supprimés dans les P.t.t. (2 000 à Lyon, 4 000 dans la région parisienne, 1 000 à Lille), des milliers de maîtres auxiliaires du second degré n'ont pas retrouvé leur travail à la rentrée (550 à Lille, 500 à Lyon, 300 à Rouen, 200 à Strasbourg, 750 à Orléans, 200 à Tours et 200 à Limoges n'ont pas vu leur contrat renouvelé). Combien demain à l'O.r.t.f. *(voir p. 8 de ce numéro)* ?







* 28 juin. Renard (bâtiment) à Saint-Etienne. Jugement en liquidation : les 105 employés de l'entreprise ignorent leur sort.

* 28 juin . Knock-Out (métallurgie) à Massey, décide de licencier plusieurs dizaines de personnes en raison d'une mauvaise situation financière.

* 29 juin. Imprimerie Mazarine (livre) à Cachan. L'entreprise, menacée de liquidation (elle a des problèmes de gestion) ne peut garantir l'emploi de ses 60 salariés.

* 29 Juin. Pantz et Laon, entreprise de charpente métallique à Pierrefitte et Villers-Cotterets. Menaces de fermeture.

* 3 juillet. Camuset-Coq sportif, entreprise de bonneterie à Romilly-sur-Seine qui connaît des difficultés financières : menace de licenciements.

* 4 juillet. Volkswagen licencie 50 personnes sur les 500 employées aux activités commerciales.

* 5 juillet. Alsatia, entreprise de confiserie à Bischeim, dans le Bas-Rhin. Règlement judiciaire : 20 salariés sur 120 sont licenciés.

* 6 juillet. Les chaussures André ferment leur usine de Nancy, pour restructuration : 250 salariés menacés.

* 6 juillet. Emo-Matra (métallurgie) près de Compiègne : à cause du désengagement de Matra, 680 salariés sont menacés de licenciement.

* 7 juillet. L'Hôtel Saint-James à Paris entreprend des travaux de rénovation : 87 licenciements.

* 9 juillet. Impôts : 900 auxiliaires des impôts sont licenciés dans l'ensemble de la France.

* 10 juillet. Benjamin Constant, entreprise de confection à Nancy, ferme : 36 licenciements.

* 12 juillet. Sicopal. Entreprise de plastique à Saint-Léonard, dans les Vosges. Fermeture : 40 licenciements.

* 12 juillet. T.b.a. (textile). L'entreprise, située à Bourg-de-Thizy, connaît des difficultés d'approvisionnement et souffre de l'absence de marché nouveaux : 64 licenciements.

* 15 juillet. Arnault, entreprise de papier-carton à Grillon, dans le Vaucluse, dépose son bilan : 130 emplois sont menacés.

* 15 juillet. Inquiétude dans les bureaux d'études où les compressions budgétaires sont à l'ordre du jour : menaces de fermeture du C.n.i.p.e., menaces de licenciements chez Credoc et Cepre-Map...

* 17 juillet. Everwear (textile) à Saint-Quentin. Menaces de licenciements pour 320 salariés.

* 17 juillet. Dassault, à Argenteuil, licencie 230 intérimaires de la Société Atesma, après une grève des intérimaires.

* 18 juillet. Mazeco (électro-ménager) à Saint-Laurent-du-Var : 103 licenciements.

* 20 juillet. Ecrim, entreprise de plastique à Montaraire, dans l'Oise. 50 licenciements. Menaces de fermeture totale qui toucherait 240 salariés.

* 23 juillet. Maragnon, fabrique de meubles à Corraze-Nay, dans les Pyrénées Atlantiques. Règlement judiciaire : 120 licenciements.

* 24 juillet. Teyssier (métallurgie) à Pont-de-Claix, dans l'Isère. Liquidation de biens : 158 licenciements.

* 28 juillet. Cokerie de la Sillardière, dans la Loire. Fermeture : 160 licenciements.

* 31 juillet. Titan-Coder (Marseille, Maubeuge, Villefranche-sur-Saône, Blanc-Mesnil) dépose son bilan : 2 700 travailleurs sont menacés de licenciement.

* 31 juillet. Hexa-Limbourg, à Ivry, ferme : 66 licenciements.

* 1er août. Gap-Unico, entreprise d'alimentation implantée à Ivry et à Thiais, dépose son bilan : 100 salariés menacés de licenciement.

* 2 août. Mokarex (alimentation) à Epinay-sur-Seine : 100 licenciements.

* 2 août. France-Boissons (alimentation), à Douai, menace de fermer.

* 3 août. General Motors(automobile), à Strasbourg, décide le chômage technique pour une semaine. Par ailleurs, la direction pousse aux départs. A noter : l'usine de Strasbourg employait 1 700 salariés en 1970, 1 000 en 1974.

* 6 août. Vincent Buda, entreprises de confection à Toulon : 62 licenciements en raison des baisses de commandes et des restrictions de crédit.

* 6 août. Bussy-Pontneuf à Sedan : 30 licenciements sont annoncés pour le 4 octobre en raison des restrictions de crédit.

* 9 août. Café Excella, à Luydes : annonce de 95 licenciements (l'entreprise emploie 160 salariés).

* 11 août. Mercier, entreprise de bâtiment et de travaux publics à Verson, près de Caen, dépose son bilan, ferme et licencie 235 personnes.

* 13 août. Orega (métallurgie), entreprise qui fabrique à Lons-le-Saunier des composants électro-mécaniques, ferme : 320 licenciements sont annoncés pour la fin du mois.

* 13 août. Les Tanneries Roux, à Romans, déposent leur bilan : 154 salariés craignent pour leur emploi.

* 15 août. Morel et Gaté, à Fougère, dépose son bilan : 270 salariés concernés.

* 18 août. La société Astre (bâtiment et travaux publics), à Béziers, dépose son bilan : 1 500 salariés concernés.

* 21 août. L'imprimerie Chaix-Defossés à Paris prévoit 650 licenciements en raison d'une restructuration.

* 21 août. Chalos, entreprise de bâtiment à Saint-Brieuc, connaît un ralentissement de ses activités d'importation et parle de licencier 1 100 travailleurs. L'action de ceux-ci ramène cette décision à 25 mises à pied.

* 23 août. Donval (cuirs et chaussures) à Rosporden, dépose son bilan : après les 67 licenciés de juin, 300 salariés risquent de perdre leur emploi.

* 23 août. Manu-Est, entreprise d'ameublement, à Chatenoy, dans les Vosges, connaît des problèmes de gestion : 600 salariés concernés.

* 27 août. Babeau, entreprise de pavillons individuels, à Torcy-le-Grand, dans l'Aube : un plan de redressement est envisagé, 1 500 salariés sont concernés.

* 27 août. Clinique du Parisis, dans le Val-d'Oise : 35 licenciements en raison du resserrement du crédit.

* 27 août. Bongard, entreprise fabriquant des fours de boulangerie à Hoftzheim, dans le Bas-Rhin, limite ses activités en raison du resserrement du crédit : 300 salariés ne travaillent plus que 27 heures 30 par semaine.

* 27 août. Gringoire (alimentation) à Mantes : 200 salariés menacés.

* 27 août. Société de production industrielle du bâtiment Prodicog, à Dammarie-les-Lys. 150 licenciements annoncés, sur 750 salariés. Motif : difficultés financières.

* 27 août. A la Snias de Toulouse, on parle de muter les travailleurs à Marignane, ce que refuserait la direction à Marignane.

* 29 août. Le journal « Combat » cesse de paraître : près de 60 personnes se retrouvent sans travail.

* 31 août. Atlantic-Construction (bâtiment), à Saint-Nazaire, dépose son bilan : 26 salariés touchés.

* 31 août. O.r.t.f. - Paris : 130 licenciements.

* 1er septembre. Colroy S.a. (textile) à Senones, dans les Vosges. En raison de l'encadrement du crédit, 300 travailleurs sur 820 sont licenciés.

* 2 septembre. Blanc et fils, à Toulouse. Cessation de paiement qui touche 600 salariés.

* 4 septembre. Vapal (textile) est mis en liquidation : 170 licenciements.

* 4 septembre. Cadillon (métallurgie) en Saône-et-Loire. Réduction du carnet de commandes, fermeture des marchés allemands : 47 licenciements, une journée chômée par semaine.

* 4 septembre. Lutrana, à Bagnolet : annonce de 58 licenciements.

* 5 septembre. La Parirle, entreprise de tentes et bateaux, à Soyaux, en Charente : un projet de 130 licenciements est à l'étude.

* Début septembre. Technicatome, filiale du Commissariat à l'énergie atomique, annonce la fermeture des halls d'essai du département de Cadarache. 70 agents d'entreprises extérieures travaillant au département de propulsion nucléaire seront remis à la disposition de leur employeur d'ici la fin de l'année, dont 28 fin septembre : 21 travailleurs doivent de ce fait être licenciés.

La nouvelle stratégie du patronat, pour subtile qu'elle soit, n'a qu'un défaut : elle ne tient pas compte de la combativité des travailleurs, et du changement profond qui s'est produit en un an. Les syndicats, qui ont connu des difficultés pour mener sur l'emploi des luttes d'envergure, disent tous que cette période est aujourd'hui révolue. On compte, à l'heure actuelle, plus de 50 entreprises occupées par des travailleurs défendant leur emploi. Ce ne sont pas seulement des entreprises où les syndicats sont forts : les non-syndiqués, menacés, réagissent aussi. Et, souvent, le combat ne se mène pas seulement dans l'usine, mais également dans la ville ou la région, comme cela a été le cas à Annonay *(voir le précédent numéro de « l'Unité »)*. Comme cela risque d'être le cas au Havre quand les salariés du « France » occuperont leur bateau...

« Je n'ai jamais vu autant d'actions pendant le mois d'août, et beaucoup concernaient la défense de l'emploi, estime Jacques Leroy, responsable de la commission confédérale de la C.g.t. sur l'emploi. Normalement, en août, nous avons le temps de remettre en ordre un certain nombre de dossiers. Cette année, pour la première fois, cela a été impossible ! On est pris par l'action qui se développe partout. Les travailleurs n'acceptent plus l'explication de la bourgeoisie sur sa crise. Le combat politique lors des dernières élections et le programme commun ont offert des perspectives concrètes. Le grand phénomène actuel, c'est que cette perspective politique est intégrée dans l'action, et le contexte de la lutte sur l'emploi a changé par comparaison avec ces dernières années : ce n'est plus un réflexe de défense, c'est une action offensive. Krasucki, parlant des conditions de travail, avait dit un jour : « Ce qui est nouveau, ce n'est pas qu'elles soient devenues intolérables, c'est qu'elles ne soient plus tolérées. » Eh bien ! aujourd'hui, la formule pourrait s'appliquer au chômage : il n'est plus toléré. »

MICHELE BACKMANN

LA FLAMBEE DES PRIX

Devinette : que se passerait-il si le gouvernement consacrait à combattre la hausse des prix l'énergie et l'imagination qu'il déploie à convaincre les consommateurs de la baisse ? Flashs tonitruants à la radio, interventions « bien senties » de nos ministres à la télévision, étiquettes « fracassantes », flèches rouges, caisses spéciales-remboursement 5 % : la campagne semblait bien orchestrée. Et pourtant, la morosité des consommateurs demeure. L'engouement du ministre des Finances pas plus que les conseils de Françoise Giroud ou le déferlement verbal de Jacques Chirac n'y changeront rien.

Car l'heure des comptes venue, tous les Français font la même constatation : en septembre 1974, il faut 3 ou 4 billets de 10 F supplémentaires pour arriver à faire le même marché qu'un an auparavant.

Avec l'aide de la Fédération C.g.t. du personnel du commerce, de la distribution et des services, avec celle de la Confédération nationale des associations populaires et d'un groupe de lecteurs toulousains « l'Unité » a recensé un certain nombre de produits de consommation courante et comparer leur prix de septembre 1973 avec leur prix de cette année.

Les chiffres sont éloquents.

Produit	sept. 1973	sept. 1974	Hausse %
VETEMENTS ENFANT			
Blouse enfant 4 - 6 - 8 ans	30 F	35 F	16,67
Blouse enfant 10 - 12 - 14 ans	35 F	40 F	14,29
Tee-shirt 10 - 12 ans	6,35 F	8,50 F	33,8
Mi-bas shetland	5,50 F	6,50 F	18,18
Mi-bas orlon	6,50 F	7 F	7,6
Blue-jean Sanfor 6 - 8 ans	29 F	37 F	27,59
Blue-jean Sanfor 14 - 16 ans	35 F	42,50 F	21,43
Jupe	35 F	40 F	14,3
Pull « chaussette » 10 - 12 ans	12,50 F	17,50 F	40
Anorak nylon 10 - 12 ans	25 F	37 F	48
Pyjama « judo »	28,50 F	35 F	22
Pantoufles semelle caoutchouc	5 F	6,15 F	23
Chemise polyester tergal uni	43,90 F	55 F	25,28
FOURNITURES SCOLAIRES			
Sacoche à dos	17,50 F	25 F	42,85
Porte-document	11 F	17,50 F	59,09
Ardoise	1,25 F	1,50 F	20
Boîte 10 craies	1,25 F	1,50 F	20
Copies doubles 600 pages	3 F	5,80 F	93,33
Cahier de texte	3 F	3,60 F	20
Cahier 96 pages	1,75 F	2,35 F	34,2
Bloc sténo 150 pages	0,75 F	1,50 F	100
Sachet 4 Bic	1,20 F	1,40 F	16,67
12 crayons couleurs	1,20 F	1,40 F	16,67
Trousses de toile à glissière	20 F	25 F	25
Petit Larousse illustré	49,50 F	57,60 F	16,3
ALIMENTATION			
Café moulu Beaumont	3,60 F	4,10 F	13,89
Régilait poudre 300 gr	3,05 F	3,40 F	11,40
Chocolat Suchard à croquer (200 gr)	1,49 F	2,25 F	51
Chocolat Crunch Nestlé	1,30 F	1,95 F	50
Petit déjeuner Benco	3 F	3,40 F	13,33
Biscottes Prior	3,25 F	4,05 F	24,61
Sel La Baleine 500 gr	0,35 F	0,45 F	28,57
Haricots fins coupés 1 kg	1,53 F	2,10 F	37,25
Petits pois très fins 1 kg	1,80 F	2,35 F	30,55
Beurre Charentes 1 kg	14 F	14,50 F	3,57
Margarine Astra	1,75 F	2,25 F	28,57
Huile Lesieur 1 litre	3,85 F	7,60 F	97,40
Huile Huilor 1 litre	3,87 F	7,75 F	100,25
Huile Salador 1 litre	3,69 F	5,90 F	59,80
Roquefort Société	24 F	28,50 F	18,75
Fromage Caprice des Dieux	2,95 F	3,75 F	27,11
Saucisse pur porc	8,90 F	17,80 F	100
Biscuits Petit Brun	0,91 F	1,15 F	26,37
Pâtes Panzani 500 gr.	1,20 F	1,80 F	50
Pâtes Rivoire et Carré 500 g.	1,24 F	1,49 F	20,16
Vin ordinaire Nicolas 10°	1,67 F	2,25 F	34,70
EQUIPEMENT ET DIVERS			
Assiette plate faïence	2,80 F	4,50 F	60,71
Torchons métis	41,50 F	50 F	20,48
Drap housse coton	38,40 F	45,90 F	19,53
Serviette éponge coton	4,38F	6,20 F	41,55
Clé à sardines	0,50 F	0,85 F	70
Cocotte Seb 8 litres	90 F	110 F	22,22
Sac-poubelle	2,80 F	4,50 F	60
Anneau rideau	0,80 F	1,60 F	100
Ampoule standard 40 W.	1,25 F	1,85 F	40
Couteau électrique	42,90 F	46,50 F	8,39
PRODUITS D'ENTRETIEN			
Persil	18,60 F	25,90 F	34,40
Gamma	23,70 F	25,60 F	8,01
Cire Lakéone 1 kg	11,50 F	17,50 F	52,17
Palmolive (les 2 savons)	3,70 F	5,80 F	56,76
Cadum (savonnette)	0,90 F	1 F	11,11
Cadum (savon)	1,20 F	1,70 F	41,67

Fondation Jean-Jaurès

changer la vie sociale et économique

BRETAGNE : ENCORE DU CHOMAGE

Encore du chômage en prévision à la société Donval de Rosporden (Finistère). Déjà, en mai dernier, les 320 employés qui fabriquent des chaussures pour femmes avaient eu à subir les répercussions de la difficile situation du marché : la direction avait alors procédé à 67 licenciements.

De nouveau, au milieu du mois d'août, le resserrement du crédit amenait cette entreprise à déposer son bilan. Les 320 salariés ont alors estimé qu'une décision ministérielle pouvait être le moyen de les sauver. Le gouvernement, soucieux de préserver l'emploi, va-t-il accorder des facilités de paiement à cette firme pour lui permettre la poursuite de son activité ? Une réunion à ce sujet s'est tenue au ministère des Finances la semaine passée, mais les travailleurs attendent toujours d'en connaître le résultat.

De ce qui a filtré, il apparaît que le gouvernement ne veut pas autoriser les banques à escompter les effets tirés par la société Donval. Mais les représentants des travailleurs comptent bien faire connaître leur point de vue lors de la table ronde qui doit se tenir sous peu à Quimper.

CHIRAC ET LA C.F.T.

L'offensive contre les syndicats continue. Le 5 septembre, à l'inauguration de la Foire européenne de Strasbourg, le Premier ministre Jacques Chirac disait à propos de la C.f.t. : « Si, au plan national, elle n'est pas représentative, voire non reconnue, dans certaines régions elle l'est, et donc reconnue ». Peut-être veut-il parler de la région lyonnaise, où les agissements de la C.f.t. sont jugés en ce moment sur plainte de la C.g.t. et de la C.f.d.t. ?

COKE : CONFLIT DURCI

Trois mois d'action, une baisse de production de 2 000 tonnes de coke par jour, une grève de la faim des trois délégués syndicaux C.g.t., C.f.d.t. et F.o., ce n'était pas encore assez. La direction des Houillères de Lorraine refusait toujours de prendre en considération les revendications des 1 200 ouvriers-cokiers.

Face à cette obstination, les syndicats ont décidé de durcir leur action. Aux cokeries de Carling et de Marienau, depuis le 6 septembre, la production est complètement arrêtée. Pour le moment, seules quelques équipes se relaient pour empêcher les fours de refroidir en-dessous du seuil de détérioration.

Leur revendication ? Obtenir la révision du protocole spécifique aux ouvriers sur feu continu, notamment en ce qui concerne les classifications, les possibilités de promotion et les primes de travail posté. Rien d'extravagant, somme toute, si l'on considère la dureté des conditions de travail. D'ailleurs, en ce moment, on enregistre divers mouvements de protestation dans la plupart des cokeries de France, notamment aux cokeries d'Aquitaine.

Par peur d'avoir à négocier sur le plan national, la direction des Houillères de Lorraine a fait savoir qu'elle acceptait de discuter des revendications à un niveau régional. La première réunion avec les représentants des travailleurs a eu lieu lundi. Tant qu'une solution acceptable ne sera pas proposée aux cokiers, la production ne reprendra pas.



ENCORE TROP !

Cette année, grâce à la T.v.a., la hausse des prix va rapporter 25 milliards de francs supplémentaires à l'Etat, soit 24 % d'augmentation sur l'an passé.

A Georges Séguy qui lui en faisait la remarque sur les ondes de France-Inter, Jean-Pierre Fourcade a cependant répondu qu'il serait illogique d'opérer une baisse de cet impôt indirect. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit, en fait, de résorber « un surplus de pouvoir d'achat ». En clair, pour le ministre de l'Economie, le pouvoir d'achat des travailleurs est encore trop important. Il faut le diminuer.

A l'heure où chaque ménagère a de plus en plus de mal à remplir son panier, jamais cynisme gouvernemental ne s'est étalé avec autant de tranquillité. Par ces temps de vie chère, ce système fiscal injuste et antidémocratique devient l'une des cibles prioritaires des organisations syndicales et partis de gauche.

BATIMENT : INQUIETUDES

A Béziers (Hérault), vives inquiétudes pour les 1 500 employés de l'entreprise de bâtiment Astre, qui connaît de grosses difficultés de trésorerie. S'ils ont touché leur dernier salaire, c'est grâce à une intervention auprès du sous-préfet. Et rien, dans l'avenir, ne permet de croire aux démentis rassurants de la direction. Des rumeurs font même état d'une éventuelle absorption de l'entreprise par la société des Grands travaux de Marseille. Une solution guère réjouissante qui entraînerait automatiquement des licenciements et un grand marasme pour les 4 500 employés des 80 entreprises sous-traitantes de la société Astre.

CHANTAGE « AU NOIR »

Augmentation des salaires et respect des libertés syndicales, telles sont les revendications des travailleurs de l'entreprise Carbonatto et Régie travaux publics dans les Alpes-Maritimes. Il leur avait déjà fallu faire trois jours de grève pour obtenir la réunion de la commission paritaire. En fait de discussion, une fois autour de la table, les délégués du personnel ont dû se contenter des affirmations du représentant de la direction : certes, le carnet de commandes est bien garni, mais il n'est pas possible d'augmenter les salaires. Peut-être même le temps de travail sera-t-il réduit grâce à la contribution de sociétés de sous-traitance qui emploient beaucoup de main-d'œuvre « au noir ».

Un moyen de pression comme un autre pour obliger les ouvriers à reprendre le travail sur les chantiers. Face à ce mépris, les travailleurs ont décidé de poursuivre leur grève jusqu'à ce que de véritables négociations s'ensuivent.

O.r.t.f.

LES BUTTES A L'ENCAN

« A l'O.r.t.f., il y a 175 corps de métiers différents. C'est ici qu'ils sont presque tous représentés, du réalisateur au peintre, du comédien au plombier, en passant par le machiniste, le cordonnier, le couturier, etc. » « Ici, » c'est les Buttes-Chaumont. Le technicien du son qui parle ainsi s'y sent chez lui. Ici sont réunis tous les matériaux et personnels de la production. Depuis des années, c'est dans les studios des Buttes-Chaumont que sont enregistrées la plupart des émissions littéraires ou de variétés, tournées de nombreuses scènes de films dramatiques. Et c'est encore des bureaux des Buttes-Chaumont que sont guidés les « tournages » en extérieur de telle autre série ou de tel feuilleton. Une ruche de la création télévisée. Dans le studio 17, on construit les décors de la prochaine émission des Carpentier. Un camion de vidéo mobile revient de province où se tournait une dramatique de Jacques Krier. Il repart dans deux heures rejoindre en banlieue nord l'équipe de Marcel Bluwal qui l'attendait depuis deux jours. Quelque part dans les Buttes, Serge Moatti est « au montage » de sa dernière œuvre. Des comédiens cherchent l'endroit où se fait leur « synchro » avec Untel. Entre deux ascenseurs, un assistant apostrophe « son » réalisateur du moment : « J'ai bossé toute la nuit. Mais je crois qu'on va y arriver. J'ai fait ton plan de travail. Je te le montre tout à l'heure, comme convenu ». Un décorateur hurle que son « panneau est rose » et que « sur la fiche de l'ordinateur il était vert »... Ailleurs, calmement, un cordonnier recolle le talon d'une chaussure et les couturières réajustent le costume d'un courtisan : on tourne un nouvel épisode du « Procès de Louis XVI ». Ce vacarme, cette agitation, c'est cela les Buttes-Chaumont.

Ou plutôt, c'était cela. Car rien ne se passe plus ainsi. Car les Buttes vont mourir. Les trois unités de production (film, vidéo-mobile et vidéo-fixe) vont éclater. La loi scélérate que Giscard d'Estaing a hâtivement fait voter au début de l'été, la loi qui entraîne le démantèlement de l'O.r.t.f., cette loi fait des Buttes-Chaumont une « société anonyme de production ». Ce mot barbare inquiète. Les regards sont tristes. La démolition a commencé. Des gens qui travaillaient en équipe depuis des années vont s'éparpiller. Certains seront affectés sur une des chaînes. D'autres vont rester là. D'autres encore seront licenciés. Des bruits courent : on parle de 4 000 licenciements ; dans les couloirs, on se demande : « Combien pour les Buttes ? ». Car là est l'explication de la torpeur ambiante : la loi prévoit explicitement des mises à pied. Exceptés les 497 agents demeurés fonctionnaires, personne ne sait s'il sera réembauché et dans quelles conditions.

N'importe quoi

« Défendre l'emploi », dit l'Intersyndicale. Ce n'est pas un vain mot. Les personnels non statutaires, les occasionnels, ceux qui sont payés au cachet ou à la pige, seront les premiers à être passés par-dessus bord. Marceau Long l'a clairement dit aux représentants de l'Intersyndicale qu'il recevait le 5 août dernier. Les stagiaires qui devaient être titularisés à partir du 1er août ont vu leur stage bizarrement prolongé jusqu'au 30 novembre : voilà une catégorie qui pourra aisément être licenciée sans préavis ni indemnités. Quant aux personnels statutaires de plus de 60 ans, l'article 30 de la loi précise qu'ils seront « mis en disposition de retraite anticipée au 31 décembre 1974 ». Environ 400 personnes sont touchées par cette mesure.

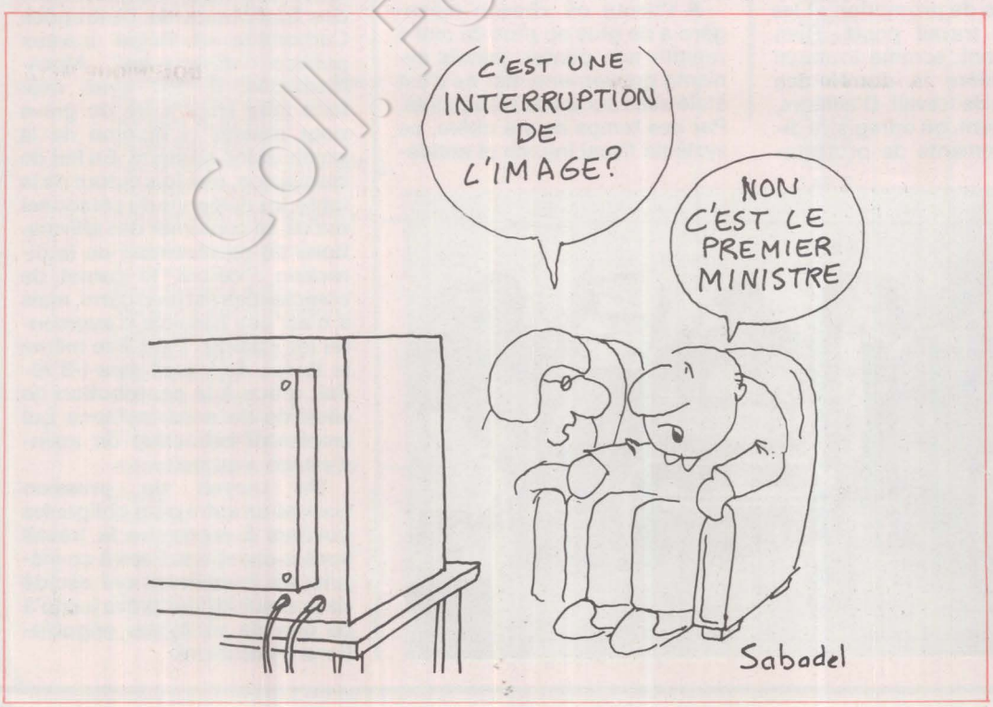
Il y aura aussi des problèmes de reconversion. Les anciens fonctionnaires qui étaient devenus statutaires à l'O.r.t.f. vont devoir réintégrer leur corps d'origine ; ils sont inquiets : « Allons-nous retrouver des responsabilités et des traitements équivalents à ceux que nous avons ici ? Nous risquons de devoir accepter n'importe quoi pour ne pas être au chômage. » Bien des interrogations demeurent également pour la majorité — c'est-à-dire pour ceux qui, n'étant pas stagiaires ou occasionnels, n'étant pas fonctionnaires ou n'ayant pas 60 ans, sont tout simplement statutaires ; par voie autoritaire, ils vont être répartis dans les nouveaux établissements créés par la loi.

Autant dire qu'à l'heure actuelle, tout travailleur des Buttes-Chaumont, quels que soient son grade, sa fonction et son corps de métier, ne sait pas où il sera le 1er janvier 1975 ! « Je ne suis pas, dit un monteur, de la charrette des occasionnels, je ne suis pas de la charrette des retraités, pas non plus de celle des stagiaires ; mais je pourrais bien être de celle des licenciés ou des exilés. Car certains d'entre nous risquent d'être expédiés en province avec enfants, femme et bagages. »

"Pas de ma compétence"

« Notre fameuse société anonyme de production, c'est un piège, dit un assistant-réalisateur. Giscard prétend que la réforme a pour but d'améliorer la gestion. En fait, c'est les problèmes de fric qui vont régner. Les critères de rentabilité seront de bonnes excuses pour écarter un projet d'émission gênant. Mais tout ça n'est qu'hypocrisie, parce que les trois années à venir vont servir à « démontrer » que rien n'est viable en dehors du privé. D'ailleurs, ici nous n'avons que trois ans d'assurés grâce à la redevance. Ensuite, il faudra se débrouiller, s'autofinancer et entrer en concurrence avec les maisons privées sur des critères commerciaux. La qualité aussi va s'en ressentir : actuellement on nous demande de tourner 8 minutes d'émission par jour ; les nouveaux patrons vont nous demander 12 minutes ; ça donnera des scènes bâclées de baratin ou d'amour à grands coups de champ-contre-champ. Et le télespectateur devra s'en contenter. »

Ces tristes échéances approchent. Les Buttes sont amorphes. Comme mises sous l'éteignoir. Habituellement, en septembre, la maison bouillonne : les projets affluent et les



Les requins ont de la mémoire

Les anciens combattants du Sdece et de la chnouff réunis n'ont pas la mémoire courte... mais la rancune tenace.

Discrètement, au cœur de l'été, une exploitation agricole de Pennsylvanie, dépendant du département américain de la Justice, a perdu un technicien de valeur : Roger Delouette était remis en liberté avant d'avoir purgé les cinq ans (peine minimale) infligés pour trafic de drogue par le tribunal du New-Jersey. Il n'a pas l'intention de revenir goûter le climat français et prépare un livre, en collaboration avec un autre ancien agent du Sdece — le service d'espionnage et de contre-espionnage français — passé à la C.i.a., Thyraud de Vosjoly. On attend avec intérêt... Et qu'un autre livre évoquant ce personnage, rédigé cette fois par le colonel Barberot, soit bientôt dans les rayons des librairies, c'est une autre paire de manches. Il risque — et c'est pourquoi nous nous sommes débrouillés pour en avoir connaissance — de jaunir dans les tiroirs des éditeurs.

C'est que l'affaire — Delouette arrêté le 5 avril 1971 alors qu'il prenait livraison d'une camionnette farcie de 44 kg d'héroïne — gêne beaucoup de gens. A l'époque, certes, l'épisode ne fit pas de bruit. Ce fut lorsque Delouette accusa le colonel Paul Fournier, alias Paul Ferrer du Sdece, que les Français eurent l'honneur d'être informés. Ferrer, disait-il, lui avait confié une mission de contrebande d'héroïne vers les Etats-Unis, le 15 décembre 1970, et lui avait fourni un « contact » au café Le Paris, qui devait lui remettre 5 500 dollars pour son expédition. Ce contact s'appelait Dominique Mariani, cousin d'un fonctionnaire civil du Sdece, Marchiani. Le juge américain Stern inculpa alors Fournier-Ferrer, qui ne fut jamais confronté avec Delouette.

On prononça souvent le nom du colonel Barberot, alors à la tête du Bureau de développement de la production agricole (B.d.p.a.), officine où navigua quelque temps Delouette. Il épousa d'ailleurs la propre secrétaire de Barberot. On rencontre ce dernier dans l'affaire du Cadir (Comité pour l'aménagement de l'île de Ré) qui causera la chute du ministre Philippe Dechartre, gaulliste « de gauche ». Barberot était directeur général de la société d'Etat chargée de l'étude préliminaire de l'aménagement de l'île. Un nommé Gilbert Beaujolin, gaulliste « de gauche », était le trésorier de ce qu'une décision de justice fera apparaître comme un juteux rackett gaulliste, barbouzard et immobilier. On retrouve aussi Beaujolin à Cuba où le B.d.p.a. envoie Delouette s'occuper de riziculture, en compagnie d'un capitaine Sentenac. Du Sdece, of course ! Cela fait déjà beaucoup de coïncidences.

Barberot a déjà écrit ses impérissables souvenirs de guerre, intitulés « A bras le cœur ». Il avait l'intention de récidiver, avec un manuscrit qu'il voulait intituler, juste après la mort de Pompidou : « Je ne verserai pas une larme... » Il en avait « gros sur la patate » ! Bien sûr, il y défend son honneur et le B.d.p.a., ainsi que son ami Dechartre. Il n'y a pas plus intègre que cet homme-là ! Par contre, c'est à peine s'il connaît Delouette, qui a travaillé sous ses ordres. Mais il lui consacre un chapitre entier.

D'abord, il nous apprend à nous méfier : « Alexandre Sanguinetti, qui connaît bien son monde, a bien raison de demander d'avance la liste des invités là où il va. Sage précaution si l'on veut éviter qu'une photo vous prenne au piège de prétendues relations. » Piquant, non ?

Mais cet homme si pur, ce loyal serviteur de l'agriculture française se confie, parfois. Ainsi, c'est Jacques Foccart qui lui proposa de l'appuyer pour lui faire donner le poste de directeur général du B.d.p.a., en 1967. Beau parrainage ! Foccart, ça sent la barbouzière et le safari africain avec armes légères... Barberot n'a-t-il pas été notre ambassadeur en République centrafricaine ? Pourtant, écrit-il, « je n'avais jamais fait partie des services secrets et je n'avais jamais eu la moindre relation avec eux. » Bien que, « sur l'affaire Delouette, je n'avais à me reprocher que d'avoir accepté d'aider les services de renseignements en le mettant à leur disposition. » Quinze lignes plus bas il précise que David Dacko, président de la République centrafricaine, lui avait demandé d'intervenir à Paris pour maintenir en place un capitaine du Sdece, afin de surveiller une délégation chinoise ! Les contradictions ne le gênent pas.

Pourquoi Delouette est-il « tombé » ? Règlement de comptes entre le clan des anciens du Sdece, du temps du colonel Beaumont — violemment attaqué avant son éviction par Barberot, qui s'excusera ensuite — et celui des « nouveaux » mis en selle par le pompidoliste Alexandre de Marenches ? A un certain moment, Delouette se trouve au chômage : le directeur de la Coopération, Jean Herly (écrit Barberot), rencontre Paul Fournier pour trouver un job à Delouette, en l'occurrence un poste de conseiller technique agricole (sic) en... République centrafricaine ! Mais, entre-temps, Delouette a pris contact avec la firme Ascot (Assistance et coopération technique) qui « travaille », évidemment, dans les pays africains.

Barberot précise ingénuement : « Les contacts avec cette société lui avaient été également fournis par l'intermédiaire d'un officier du Sdece, le capitaine Paolini. » Tiens, tiens ! Un copain du capitaine Sentenac, qui recruta Delouette pour les services de renseignements, à Cuba ! Plus curieux encore, cette note d'Alain Jaubert dans son livre « Dossier D... comme Drogue » (Alain Moreau, éditeur), concernant le véhicule bourré d'héroïne : « On n'a jamais publié de photographie du minicar VW utilisé par Delouette, mais, d'après certains journaux américains, le sigle Ascot aurait été peint sur la carrosserie (« Newsday » du 12.2.73) ».

Personne ne peut croire qu'un modeste trafiquant de drogue pouvait ainsi se voir chouchouté à un aussi haut niveau ! Même pas le ministre de la Défense de l'époque, Michel Debré, qui écrivit à Barberot, le 2 octobre 1969, à propos de cette « affaire hautement confidentielle qui doit rester secrète ». Tant de précautions pour un « honorable correspondant » de troisième zone, brûlé de surcroît !

Quels liens entre l'affaire Delouette et le scandale du Cadir ? Aucun, apparemment. Sinon qu'on y retrouve Beaujolin, et que le maire de La Flotte-en-Ré, Margotteau, écrit Barberot, ancien administrateur des colonies, fut tout fier d'accueillir sur l'île le président centrafricain Dacko, « dans le dialecte de son pays, le sangho ». Que d'amitiés, que d'accointances politiques ont pu naître dans l'ancien Oubangui-Chari ! On retrouve même la République centrafricaine... sur le Larzac ! Dans leur livre « Dossier L... comme Larzac » (Alain Moreau, éditeur, Yves Hardy et Emmanuel Gabey évoquent la carrière d'Henri Tournier, envoyé par Debré au Larzac pour voir comment agrandir le camp sans trop de grabuge. Or, Tournier fut fonctionnaire du B.d.p.a., sous le prédécesseur de Barberot, se rendit quatre fois en République centrafricaine où Barberot se liera avec le colonel Bigeard.

« Les copains et les coquins » d'hier ont-ils moins d'appuis officiels que naguère ? Toujours est-il qu'ils ont de la mémoire et qu'ils commencent à parler. En jetant d'étranges lueurs sur un système politique en forme de roman noir où, curieusement, on retrouve toujours les mêmes sigles et les mêmes noms.

DOMINIQUE METZ

chefs de production ne savent plus où donner de la tête. Cette année, pas de projets en vue. Chacun attend la mise en place de « l'autre système » en ignorant ce qu'il sera. Les stocks d'émissions en attente de diffusion s'épuisent. On va même finir par passer des émissions jusqu'alors interdites : « Que voulez-vous, il faut bien qu'on remplisse la grille des programmes... »

Le 18 septembre prochain, le gouvernement nommera des présidents à la tête des différents établissements institués par la loi du 7 août 1974. Les Buttes vont avoir un nouveau patron qui va décider de tout, de qui il garde, de qui il licencie. En recevant l'Intersyndicale de l'O.r.t.f. le 23 août dernier, André Rossi, porte-parole du gouvernement, l'a clairement déclaré : « Les présidents décideront ». L'épée de Damoclès est suspendue. Et la peur s'ajoute à la torpeur. Les téléphones des syndicats sonnent moins : beaucoup espèrent sauver leur tête et leur emploi en se faisant discrets. Ce n'est évidemment pas une solution et l'Intersyndicale des Buttes-Chaumont s'active à mobiliser ses troupes. Mais les adversaires fuient. Le Pouvoir le premier. Car quand on a demandé à Rossi si le gouvernement ferait en sorte de maintenir le niveau actuel de l'emploi dans les nouvelles structures définies par la loi, il s'est contenté de répondre : « Ce n'est pas de ma compétence ».

Les Buttes-Chaumont vont être décimées : leur matériel et leur personnel vont être répartis dans les différents établissements publics ; les syndicats vont devoir mener des luttes spécifiques ; on peut même se demander si les libertés syndicales seront respectées. Bref, tout va être affaibli, haché, coupé en morceaux. Par exemple, à quelle portion congrue des œuvres sociales du comité d'entreprise de l'O.r.t.f. les Buttes-Chaumont auront-elles droit ? Les colonies de vacances ou les installations sportives de l'O.r.t.f. vont-elles rester communes aux 7 établissements ? Car il y aura désormais 7 comités d'entreprise... Ce n'est certes là qu'un petit aspect du problème, mais il permet de mesurer à quel stade d'incohérence mène la réforme Giscard. Qu'aux Buttes-Chaumont chacun s'en trouve désemparé n'est pas surprenant. Après tout, n'était-ce pas ce que voulait Giscard ?

Désemparé ne signifie pas vaincu. Les syndicats attendent les nominations des fameux présidents pour agir. Pour le Pouvoir, les difficultés ne font que commencer. Déjà, les personnels du magnétoscope de Cognacq-Jay se déclarent prêts à « appliquer la grève totale sans programme minimum et avec occupation de locaux. » Et, aux Buttes-Chaumont, la colère sourd sous l'accablement : « S'ils veulent nous brader comme il ont bradé les abattoirs de La Villette, le pays en entendra parler. »

JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie politique

LES TESTS DU 29 SEPTEMBRE

Bien qu'elles se déroulent dans des circonscriptions nettement favorables à la majorité, les six élections partielles du 29 septembre seront autant de tests de l'évolution du rapport des forces entre la gauche et la droite acquise à Giscard d'Estaing. Les socialistes sont présents dans quatre de ces circonscriptions, avec Maurice Blanc en Savoie contre Fontanet **(voir notre reportage en page 11),** Vincent Thollon-Pommerol, en Moselle, contre Messmer, Louis Gaillard, dans l'Ardèche, contre Henri Torre et Philippe Secrétain, en Loire-Atlantique, contre Olivier Guichard. Dans les deux autres circonscriptions, les couleurs de l'U.g.s.d. seront portées par des radicaux de gauche, Aris Salviat, en Dordogne, contre Guéna et Pierre Charles, en Côte-d'Or, contre Lecat.

En attendant le 29 septembre, les élections partielles de dimanche dernier, les premières depuis la rentrée, ont confirmé la progression de la gauche en général et du P.s. en particulier. C'est ainsi que le candidat socialiste J.M. Pannier se trouve en position d'être élu dimanche dans le 5e canton de Rouen, en remplacement d'un ami de Lecanuet ; et qu'à Sigean, dans l'Aude, Robert Ferran, arrivé largement en tête, succédera sans difficulté à Francis Vals, décédé en juin dernier. A quoi s'ajoute la nette victoire remportée à Eybens (Isère) par la liste d'union de la gauche, qui va permettre à un socialiste de diriger désormais la municipalité.

LA FETE DE « L'HUMA »

« Le Monde » avait raison de titrer lundi : « C'est la foule qui fait la fête de l'Humanité ». C'est bien parce que la foule est chaque année plus nombreuse que le succès de la fête est chaque fois plus grand. Malgré la frite et la merguez, ce n'est pourtant pas le côté « grande bouffe » ou « fête à Neuneu » qui attire d'abord cette foule. Sans doute n'est-ce pas non plus le meeting politique. Dans le cadre, remarquablement utilisé, du parc paysager de La Courneuve, la fête de « l'Huma » est devenue d'année en année la plus grande manifestation culturelle française, si l'on fait le rapport entre la qualité du spectacle et le nombre de personnes qui, pour un prix modique, y ont accès. La fête de « l'Huma », c'est un nombre incroyable de livres vendus en deux jours, plus de cent mille entrées à l'exposition des impressionnistes, presque autant de spectateurs rassemblés au même moment pour la création du « Chant général », par Mikis Théodorakis, et autant encore le lendemain pour le « Requiem » de Berlioz interprété par 440 musiciens et choristes, véritable défi intellectuel en un tel lieu et devant un tel public, mais preuve irréfutable que le Parti communiste a beaucoup changé en quelques années. A partir de là, l'appel à l'union la plus large lancé par Georges Marchais prend tout son sens : socialistes et radicaux de gauche, reçus officiellement à la fête, demeurent les alliés privilégiés, mais une main fraternelle est tendue aux chrétiens et aux gaullistes. C'est le nouveau thème du P.c.f. On l'entendra souvent d'ici au Congrès d'octobre.

LANNION POPULAIRE

François Mitterrand ironisait naguère sur les paysans bretons qui manifestent tous les jours de la semaine et qui votent le dimanche pour le Pouvoir en place. Ceux des Côtes-du-Nord, qui lui avaient déjà donné le 19 mai un peu plus de 50 % de leurs suffrages, ne lui en tiennent pas rigueur si l'on en croit du moins l'accueil chaleureux qu'ils lui ont réservé dimanche à Lannion à l'occasion de la fête de la Fédération socialiste. Ils l'ont particulièrement applaudi quand il a évoqué « l'alliance de la Bretagne et du socialisme, qui représente un symbole de que nous voudrions créer et qui s'appelle une civilisation ».

Et aussi quand il a expliqué pourquoi, depuis trois mois, les injustices ne faisaient que s'aggraver : « Dites-vous bien, chers amis, que dans un pays où il y a de graves inégalités sociales, l'inflation s'accroît toujours et qu'en l'absence de consensus national, c'est-à-dire d'une volonté nationale et populaire, il est presque impossible d'obtenir des catégories sociales et professionnelles qu'elles fassent l'effort suffisant pour s'imposer une discipline qui n'est possible que si ceux qui l'acceptent ont le sentiment que cette discipline va servir au progrès, à la justice et à l'égalité entre les citoyens. »

OFFENSIVE RACISTE

L'extermination des Juifs dans les camps de concentration ? Simple « propagande », « faux colossal » et « énorme mensonge ». C'est ce qu'affirme, sous le titre « Est-il vrai qu'il en est mort 6 millions ? Enfin la vérité », une brochure de 28 pages actuellement diffusée en Grande-Bretagne. Avec l'appui, bien sûr, des fascistes du groupuscule anglais « Front national ». Il semble d'ailleurs que cette infâmie — tout comme la brochure publiée à Francfort sous le titre « La calomnie sur Auschwitz » — entre dans le cadre d'une offensive antisémite menée à l'échelon européen par les mouvements d'extrême droite.

PAS UN BULLETIN A PERDRE

Trop de jeunes Français ont été frustrés de leur participation à l'élection présidentielle pour que nous n'y insistions pas : pour eux, pour ceux qui ont déménagé dans l'année, etc. les inscriptions électorales sont ouvertes, jusqu'au 31 décembre, dans toutes les mairies — y compris (innovation) le samedi, aux termes d'un nouveau décret.

PEAU NEUVE POUR « LIBE »

Le quotidien « Libération » a décidé de repporter au 30 septembre (au lieu du 16) sa date de reparution. L'équipe que dirige Serge July, depuis la démission pour raison de santé de Jean-Paul Sartre, est remaniée et élargie. Le nouveau « Libération » plus lourd de quatre pages, plus riche de plusieurs rubriques, est préparé avec soin. Ça demande du temps...

LES EXIGENCES DU P.S. ESPAGNOL

Le Parti socialiste ouvrier espagnol a rendu public mardi une déclaration politique sur la situation en Espagne. Franco a repris ses fonctions mais physiquement usé et amoindri, il n'est plus qu'un vieillard en sursis. A peine capable de parler plus d'une demi-heure par jour. La guerre de succession des Bourbon n'a pas cessé. Et l'opposition du gendre renforce sans cesse sa pression.

Au terme d'une longue analyse de ces faits, le P.s.o.e. « renouvelle son appel au peuple afin que celui-ci appuie et exige la constitution d'un gouvernement provisoire, sans signe institutionnel, qui dans l'immédiat adopte les mesures suivantes : liberté pour les prisonniers politiques ; dissolution des institutions répressives ; libertés publiques, syndicales, de réunion, d'information et de manifestation ; convocation d'élections libres dans un délai maximum d'un an ; reconnaissance de leurs droits aux nationalités ibériques ». Le P.s.o.e. tiendra son 13e congrès, les 11, 12 et 13 octobre à Suresnes.

SAVOIE: LE FROMAGE FOND

De tous les ex-ministres en mal de réélection, Fontanet est le plus menacé. Et c'est un socialiste qui peut le battre.

De notre envoyée spéciale

La vallée de l'Isère est bien belle. Parţiculièrement attirante en ce début d'automne. Touristiquement, c'est un fait. Politiquement, personne ne le contestera : on vote pour l'élection d'un député le 29 septembre prochain dans la 2e circonscription de la Savoie. Mis à l'écart du gouvernement, Joseph Fontanet tentera de reprendre son siège au Parlement. Il a, face à lui, les deux candidats de la gauche, Maurice Blanc pour le P.s. et Marcel Rochaix pour le P.c.

Elu depuis 18 ans, régulièrement mis en ballotage, Fontanet voit son étoile pâlir sérieusement : le sondage des Renseignements généraux le donnait perdant avant même le lancement de la campagne. C'est vrai que les esprits les plus conservateurs s'interrogent : éloigné du Pouvoir, l'ancien ministre pourra-t-il compter sur des appuis particuliers ? Et, dans la conjoncture actuelle, le candidat de la majorité présidentielle défendra-t-il commerçants et agriculteurs ? D'autant que la gauche a recouvré son audience dans le département : deux députés socialistes aux législatives de 1973, Jean-Pierre Cot et Louis Besson, trois nouveaux conseillers généraux communistes aux cantonales. Et François Mitterrand a obtenu dans cette même circonscription un pourcentage supérieur à la moyenne nationale : 49,40 % des voix. Chacun évoque facilement, en Savoie, ses traditions républicaines. Certains les affichent même si, une fois en passant, il leur arrive de mettre dans l'urne un bulletin qui favorise le candidat de la droite... Mais toujours est-il que le souvenir du sénateur radical Antoine Borrel, originaire de la vallée des Bellevilles, ou celui du député socialiste André Pringolliet, maire d'Ugine pendant 50 ans sont encore présents Chez les plus jeunes aussi, bien qu'il y ait de cela quelques Républiques. Et il y a le solide tempérament du Savoyard, qui ne se satisfait pas de promesses. Bien planté, il parle rudement : « La vache montagnarde, elle est fière. Le cheval montagnard, il est fier. Et nous, quand on est accroché à quelque chose, on s'y tient ».

Glaciers prestigieux de la Vanoise, villages du nom de Val-d'Isère, Tigne ou Courchevel... Les skieur qui se bousculent en gare de Bourg Saint-Maurice pour se précipiter sur les pentes fameuses, savent-ils que, de l'autre côté, les montagnes à vaches infiniment séduisantes sont quasiment désertées ? C'est ignorer une autre Savoie, celle qui fut agricole et productrice de lait. Industrielle aussi, d'Ugine à Moutiers, riche de sa houille blanche. C'était au début du siècle. Mais là comme ailleurs en montagne, l'agriculture a périclité. La mono-industrie électro-métallurgique est entrée en concurrence avec des complexes plus modernes (Fos, Dunkerque). Les usines ne sont plus en mesure d'éponger la main-d'œuvre disponible. On craint même une récession d'emploi pour les prochaines années. La main d'œuvre la plus lésée étant celle des femmes. La non reconversion, la non polyvalence de l'industrie en est une des causes profondes. Et l'exode rural s'est accompagné d'une mouvance de l'emploi. Il n'y a plus de ramoneurs ni de bergères. Ils sont employés de remonte-pentes et serveuses.

De l'avènement du tourisme en Haute Tarentaise, il y a beaucoup à dire. Comme partout. Les capitaux étrangers aux pays sont-ils venus « corrompre » les paysans acculés à céder leurs terres ? Sans doute certains se sont-ils reconvertis astucieusement en hôteliers ou en loueurs de skis. Les autres ne sont pas allés bien loin. Ils ont changé de vie, c'est tout. Que l'arrivée de Fontanet à Saint-Martin-de-Belleville coïncide avec la création des Mennuires n'est pas un hasard. On trouve toujours un ministre, une personnalité là où des intérêts immobiliers sont en jeu. C'est que, simplement, les promoteurs ont des relations. Mais le tourisme présenté comme l'économie d'avenir qui enrichira le pays, on peut se permettre d'en douter. Surtout que l'avenir, c'est en 1974, aujourd'hui.

Alors, où le bât blesse, c'est qu'on continue. Hardiment. Même si bientôt ce sont les municipalités engagées dans des sociétés d'économie mixte qui vont en faire les frais. Vraiment de gros frais. Le nouveau téléphérique de Tigne, qui montera à 3 500 m, représente un « investissement » d'un milliard et demi d'anciens francs. C'est vrai que les moyens employés à sa construction sortent de l'ordinaire : un hélicoptère prend le relais des camions pour déverser le mortier jusqu'au pylône ! Coût d'une telle opération : 2 000 F le m3 de mortier... Voilà l'un des exemples qui expliquent — en partie — où va l'argent des subventions pour

→



Joseph Fontanet.



SAVOIE: LE FROMAGE FOND

→

l'aménagement de la montagne. Il favorise uniquement la promotion de l'immobilier. Ainsi vit-on en Savoie, richement ou chichement.

Sept fois le prix de la vache

A Bourg Saint-Maurice, il y a une petite route qui monte jusqu'au Cormet pour redescendre sur le barrage de Roseland. Elle est cahoteuse, fermée l'hiver. Elle traverse des monts attachants. Encore verts, couverts d'herbe grasse, on distingue quelques troupeaux. On ajuste ses jumelles : 50 têtes, 60 têtes au plus. Pour la plupart des génisses. Avec un peu de chance, on croisera la carriole attelée au vieux cheval du ramasseur de bonbonnes. Avec encore plus de chance, en s'engageant sur le chemin qui mène à un chalet d'alpage et si l'on ne craint pas le vieux bouc, gardien traditionnel, peut-être Norbert, celui qui est resté, montrera-t-il le chaudron dans lequel on chauffait le lait — au feu de bois — et comment, il y a encore quelques années, on brassait le beaufort... « D'abord on se levait à 2 h du matin pour traire. Un bon tireur ça vous faisait 17, 18 vaches. Et puis il y avait le fruitier — c'est le fromager — le maître-berger, le berger, le salut... Ah ! avant 40, un bon fruitier coûtait la valeur de la plus belle vache du troupeau. Aujourd'hui, un fruitier, c'est 7 fois le prix de la vache ». Là, c'est le bon sens qui parle. Plus politique ; la Fédération départementale d'exploitants agricoles de Savoie a pris position. Le numéro spécial du mois d'août de « Notre terroir » dénonce « les pouvoirs publics qui ont organisé cette situation » et un dessin humoristique montre les souris capitalistes grignotant l'emmental du producteur, à qui il ne reste que les trous... Le fromage ne représente plus que 15 % du travail de la ferme. C'est la fabrication des produits de renommée qui est en déclin : 3 % de tomme, 4 % de beaufort, 12 % de reblochon. L'emmental (industriel) triomphe : 77 %

Les mauvaises conditions d'exploitation, le remembrement qui n'a pas eu lieu et le désir, pour la plupart, de sortir de l'isolement expliquent qu'en 1972, il restait 13 % de la population active agricole. La désertification humaine de la montagne atteint un seuil critique, ce qui fait penser qu'un jour il faudra bien rappeler le paysan.

Ne serait-ce que pour pâturer les pistes en été : la neige glisse sur les herbes hautes ! Les jeunes agriculteurs refusent ce rôle « d'assistés », là où ils seraient nécessaires, pour servir l'économie capitaliste. Les jeunes qui ont trouvé un emploi saisonnier reviennent quelquefois à la ferme familiale durant l'été. Le plus souvent, ils se font embaucher dans de petites entreprises de travaux publics. Mais l'hôtellerie, qui traite avec du personnel qualifié — c'est seulement depuis deux ans qu'une section hôtelière s'est ouverte au lycée de Moutiers — est le grand employeur de femmes. Ce sont elles principalement qui « montent en station » : femmes de ménage, serveuses... Le plus souvent, on ne les embauche pas au mois, parce qu'il « suffit de descendre à Bourg et d'en trouver de disponibles ». Celles qui sont « installées », y travaillent plus de 12 heures par jour, samedi et dimanche compris, et il n'est pas question de protestation. La C.f.d.t., représentée sur les sommets, fait ce qu'elle peut.

Albertville, sous-préfecture au nord-ouest du département, rassemble les usines à femmes. Fusalp : confection d'anorak et de fuseaux, 300 femmes. Depuis l'implantation de la C.g.t., elles ont obtenu quelques avantages. Juvenilia, petite fabrique de matériel scolaire : elles sont 80 à travailler dans des conditions très dures (bois, craie, etc.). Et Optelec emploie 87 ouvrières au bobinage : paye au Smic et abattement d'âge.

C'est tout. Le secteur tertiaire est un peu plus conséquent qu'ailleurs... cela n'empêchera pas le licenciement de 60 filles lors de la mise en route du central téléphonique.

Des loyers chers (550 F un F5 en cité ouvrière), pas de crèches, des écoles maternelles surchargées (les enfants y sont reçus par roulement) la non-gratuité des transports scolaires, une politique de la santé qui favorise l'éclosion de cliniques privés aux dépens des hôpitaux de la région, ce sont là des problèmes qui touchent plus spécialement la population féminine, qui réagit vigoureusement. Elle a voté Mitterrand. Et les jeunes ouvrières de Fusalp sont allées vendredi s'inscrire à la mairie d'Albertville, pour leur premier vote. Elles sont motivées, « même si celui-là n'est pas président de la République ».

Des jeunes, des prêtres, des syndicalistes

Les jeunes justement n'apprécient guère Fontanet. Toujours à Albertville, la mairie a enregistré 600 inscriptions en une semaine. Pas si mal. Ils ont aussi créé un « Comité de soutien contre Fontanet ». Le secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports, Pierre Mazeaud, a beau venir « miraculeusement » distribuer quelques bons pour un mini-club ici, l'agrandissement d'un stade là, « l'autogestion des loisirs » proposée par Fontanet dans sa feuille électorale n'a rencontré aucun écho.

La prise de conscience des jeunes n'est pas le fait d'une majorité d'étudiants, comme la prise de conscience des travailleurs n'est pas seulement celle des plus politisés. Ceux qu'il y a encore moins d'un demi-siècle on appelait « les rouges », socialistes et communistes. La prise de conscience des catholiques, enfin, est une action d'importance. Dans une région où la religion a toujours marqué profondément les esprits, les prêtres qui prêchaient le conservatisme à tout rompre ont passé. Ou bien sont du passé. « Le bien représenté par la droite, le mal à gauche, c'est une expression qu'on ne doit plus entendre, explique le curé d'une petite paroisse (conservatrice). On peu, en tant que chrétien, souhaiter une société plus juste. Et cela peut être un changement de politique. Je l'explique à mes fidèles ».

La tradition ouvrière dans la vallée de l'Arly et de l'Isère joue à plein, tout comme l'implantation du syndicalisme dans les usines d'électrométallurgie (de Péchiney-Ugine-Kuhlmann, aujourd'hui). A la C.g.t., surtout. Le problème qu'on évoque discrétement, c'est celui, un peu particulier, du paysan-ouvrier. En écoutant un « vieux » syndicaliste, engagé à la C.f.d.t., fils de paysan, catholique, on peut comprendre qui sont ces « double-actifs. » Leur nombre a diminué moins vite ces 15 dernières années que le nombre des exploitants agricoles. Et, dans la région de Bourg Saint-Maurice, ils représentent 30 à 40 % de la population. « Les parents juraient leur grand dieux qu'ils n'iraient jamais travailler en usine. Puis ils ont été contraints de le faire lors de la crise des années 29-30. Les enfants ont suivi. La femme, le plus souvent, s'occupe de la ferme — 1 ou 2 vaches. On dit qu'ils investissent, qu'ils mettent de côté. Ils se font avoir, en achetant quelque fois du matériel agricole qui ne sera jamais rentabilisé. Mais voilà, les traditions sont maintenues. C'est sentimental. » Ce sont les syndicats qui ont aidé à la prise de conscience. Et les patrons de la région leur font la chasse. Sans trop de succès. « Parce que le paysan de la Savoie représente une dignité formidable pour la classe ouvrière, il se bat ».

Dans ces conditions, on comprend que les supporters de Fontanet soient inquiets. Très inquiets même. En 1973 l'ex-ministre avait été élu au second tour avec 4.000 voix d'avance. Mais, les choses ont changé. Le Parti socialiste, longtemps absent de cette circonscription, y a fait une percée remarquée avec 20 % des voix. Maurice Blanc a, depuis, parcouru la montagne. L'enthousiasme soulevé durant la campagne présidentielle et autour du candidat de la gauche, qui viendra lui-même dans quelques jours à Albertville, fait régner l'optimisme dans les rangs socialistes.

A Ugine, Jean-Pierre Chevènement a pu, dans un meeting, expliquer sans que personne ne sourie que si, le 29 septembre, Maurice Blanc arrivait en tête de la gauche Fontanet aurait peu de chances de représenter à nouveau la circonscription au Parlement.

Et Fontanet non plus n'a pas souri.

JOSETTE BARBIERI

FAUX D'ARTIFICE

Tous ces gens de gauche, c'est pirates et compagnie. Le drapeau rouge, ce n'est qu'un camouflage du pavillon noir à tibias croisés. Il s'en doutait, Monsieur le comte Jean d'Ormesson. Toute sa jeunesse durant, on le lui avait assez répété, dans sa famille, où l'on sait bien, depuis des décennies, que les « partageux » sont des voleurs de poules, un peu comme les bohémiens. Bref, l'autre jour, Monsieur le comte-directeur du « Figaro » a appris que la cellule communiste de son entreprise éditait, pour la fête de « l'Humanité », un « Figaro de l'union populaire » pastichant dans sa présentation le quotidien du Rond-Point. Faucille et marteau avec la célèbre plume d'oie des éditoriaux, c'était le nouvel et inattendu mariage de Figaro. Sans aller jusqu'à se ficher en rogne comme vous et moi ou piquer un bœuf, ce qui ne convient pas à un homme de cette distinction, Jean d'Ormesson en a ressenti néanmoins un vif emportement. Dont il a fait part à ses lecteurs en traitant de « contrefaçon » ce canular pas méchant, en demandant la saisie et en le comparant à la peu ragoutante opération qui cherchait à salir François Mitterrand sous le titre « France-matin ». Pas moins...

La réaction, si l'on ose dire, fut si violente qu'à « l'Unité » nous décidâmes d'en comprendre le pourquoi et le comment. L'enquête allait révéler des faits troublants. Et tout d'abord qu'il existe bien un Jean Bruno Wladimir François-de-Paule Lefèvre d'Ormesson, domicilié à Neuilly-sur-Seine. Mais que le susdit a la réputation d'un académicien bien élevé, pas fier — il a épousé une simple roturière, fille du petit sucrier Ferdinand Béghin — écrivant de menues choses (Ah ! son « Au revoir et merci » ! Ah, son « L'amour est un plaisir » !) où il a rivalisé de délicatesse avec son cousin Antoine François-de-Paule, etc. (voir plus haut), auteur des films « Trafics dans l'ombre » et « La nuit infidèle » Ou avec le charmant oncle Wladimir (etc.), lui aussi académicien et nommé à 76 ans président du conseil d'administration de l'O.r.t.f. — où ses somnolences étaient célèbres — avant de devenir administrateur du Vatican et membre de la Famille pontificale. Non, décidément, ce littérateur distingué et plein d'humour, par ailleurs « partisan de la révolution permanente » — c'est lui qui le dit dans une interview à « Playboy » de septembre — n'aurait pu réagir ainsi, à la limite de l'hystérie. Alors, un doute affreux s'installa dans l'esprit de notre enquêteur : et si — comme Thierry Maulnier l'avait suggéré en recevant son patron du « Figaro » sous la coupole de l'Académie française — Jean d'Ormesson était un faux ? Ou plutôt est-ce que, à l'instar du pseudo - « Figaro » des affreux communistes, il n'y a pas deux Jean d'Ormesson ? Un vrai et un faux, l'un à Neuilly et l'autre au Rond-Point, l'un appelant à la répression et l'autant portant en ville son libéralisme en sautoir, l'un qui aurait de l'humour et l'autre qui n'en aurait pas, et qu'on ne devine jamais lequel est le bon ?



Le comte Jean d'Ormesson.

C'est qu'on ne sait jamais, en ces temps troublés où le faux imite si bien le vrai que le vrai paraît faux — après la mode rétro, la mode pseudo ? Ces temps où, la pub' aidant, le trompe-l'œil envahit notre vie quotidienne : métro - boulot - dodo - pseudo... Ces temps où l'artifice recupérateur et la gadgétisation sont devenus moyens de gouvernement. Ces temps où Pierre Lefranc, vieux fidèle du Général, vient encore samedi de dénoncer l'escroquerie au gaullisme que pratique le Pouvoir giscardien — en même temps que ce que Lefranc nomme les « dérobades » de l'U.d.r. et les « manœuvres » du « berger égaré » qu'était Georges Pompidou. Ces temps où règne à l'Elysée quelqu'un qu'on nommait déjà « l'illusioniste » du temps qu'il était simple ministre. Tout cela a empiré. Les lapins sortant du chapeau alors qu'on attend des colombes sont si nombreux aujourd'hui que même les éditorialistes du « Figaro » s'y perdent parfois un peu eux-mêmes. Jusque chez les d'Ormesson et leurs amis, on brocarde volontiers le Président sur la particule qu'il aurait empruntée — et ça compte, dans une famille qui fait recopier, pour chacun des siens, à toutes les éditions du « Who's who », une longue notice partant d'Olivier 1er Lefèvre d'Ormesson (1525-1600) et s'achevant par un bouquet d'ambassadeurs... Alors, sous le règne du faux-semblant, des fausses sorties, du faux nez, du faux-fuyant, des fausses fenêtres, des faux départs et des faux frères, vous pensez qu'un faux d'Ormesson, tout le monde n'y verrait que du feu...

L'enquête en était là lorsqu'un hasard malin donna la clé du mystère. Il n'y a pas deux Jean d'Ormesson, mais c'est pire encore. La vérité allait apparaître alors que notre enquêteur dépouillait les derniers numéros du « Figaro ». Des colonnes entières de sourires au (x) pouvoir (s) établi (s), des kilos d'encens brûlés sur l'autel des corps constitués et des idées reçues, des myriades de coups d'encensoir en direction des gens en place, des flots de séné sur les institutions et les valeurs établies... C'est alors que lœil de notre enquêteur remonta jusqu'à la manchette et s'accrocha à la maxime de Beaumarchais qui l'orne : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur ». Notre Sherlock Holmes sursauta. Il n'y avait aucun rapport entre cette exigeante devise et ce qu'on lisait en-dessous... Mais bien sûr ! « Le Figaro » tel qu'on le vend chaque jour dans les kiosques est tout simplement un faux.

Mis en alerte, nous avons étendu notre enquête. Après « le Figaro », « le Parisien libéré » : rien dans cette feuille — pour le moins — qui ait quelque chose à voir avec les idéaux de la Résistance qu'évoque le titre. D'autres journaux encore... Autant de titres détournés, d'éditions-pirate et d'ersatz. C'est ainsi que nous sommes aujourd'hui en mesure de révéler l'époustouflante, l'atroce vérité : à la suite d'on ne sait quelle conspiration, à quelques exceptions près tous les journaux actuellement vendus dans les kiosques sont des faux.

SERGE RICHARD

LE PETROLE-ALIBI

La focalisation sur le pétrole permet d'éviter d'analyser sérieusement les véritables causes de l'inflation : domination de la puissance économique américaine, jeu perturbateur des sociétés multinationales.

Le monde capitaliste vit en plein drame. Les indicateurs de craquement clignotent de toutes parts. Ici quelques banques sautent, là la Bourse boude, et surtout les prix grimpent, laissant le monde salarié impuissant devant ce cataclysme. Impuissance aggravée par une sollicitation permanente du pouvoir politico-économique, qui lui réclame des efforts aussi bien pour limiter ses ambitions de maintien de pouvoir d'achat que pour réduire son chauffage. Pourquoi ? Parce qu'évidemment les ouvriers participent activement à l'inflation...

Mais plus encore que les « immigrés » de l'intérieur du système, ce sont les producteurs de pétrole qui sont les plus violemment accusés. Tout le malheur vient d'eux. Michel d'Ornano, ministre français de l'Industrie, les a appelé « les provocateurs et les pourvoyeurs de l'inflation ». Cette focalisation sur un seul aspect permet d'éviter d'analyser sérieusement les véritables causes de l'inflation : la domination de la puissance économique américaine, le jeu perturbateur des sociétés multinationales, les structures des sociétés capitalistes avec la mauvaise répartition des richesses...

Le pétrole est un alibi, mais n'est à l'évidence pas que cela. L'évolution de ses prix, de son contrôle intéresse tous les pays du monde parce qu'il remet en cause toute la redistribution des richesses du monde : d'un côté, les pays développés sont obligés de sacrifier une partie de leur substance au profit des producteurs, remettant ainsi en cause la sacro-sainte croissance ; de l'autre, les pays en voie de développement qui n'ont pas la chance de posséder du pétrole dans leur sous-sol voient également leurs maigres revenus s'effriter. Cette égalité de traitement conduit à de terribles injustices qui, à moyen ou à long terme, devraient néanmoins être bénéfiques pour les exploités de l'humanité. Cette brèche dans le système économique international basé sur le pillage des richesses conduira inéluctablement les exploités à s'y engouffrer et à réagir. Cette reconquête de la liberté économique passera par de graves désillusions, car la capacité de réaction et d'adaptation du système capitaliste est encore très grande. Ce que les producteurs de pétrole ont obtenu avec la complicité de l'Amérique, qui voyait dans l'augmentation des prix une revalorisation de son pétrole domestique, une incitation à la recherche et un moyen d'asseoir sa puissance contestée par l'Europe et le Japon, les producteurs de matières premières du Tiers-Monde l'obtiendront. Plus difficilement. Cette fois l'Amérique ne sera pas leur alliée objective.

Guy Lesage

ON NE PEUT PAS ATTENDRE LE SOCIALISME

(Version abrégée : raisonnements de base)

Ed. Grassin .....5 F

Des raisonnements que tout le monde devrait connaître et comprendre.

Bloquer les prix et augmenter périodiquement les salaires en plus : c'est possible !

Une solution immédiatement réalisable par l'action des travailleurs.

Par correspondance : Ed. Grassin, 50 r. Rodier, Paris (9e).

Joindre 5 F, chèque ou mandat, C.C.P. 157.79.08 Paris

En vente dans les librairies suivantes :

19 r. St. Séverin (5e) — 135 Bd. St. Michel (5e)
26 r. Montholon (9e) — 146 r. fg. Poissonnière (10e)
3 r. Ternaux (11e) — 4 r. Aligre (12e)
14 r. Maison Blanche (13e) — 9 R. Borromée (15e)
7 pl. Clichy (17e) — 371 r. d. Pyrénées (20e)

Dans la brèche

Avant de tenter une analyse des contradictions internes qui surgissent de toutes parts dans le domaine pétrolier et qui se traduisent par une grande incertitude sur les prix, essayons de ramener la catastrophe du quadruplement à de justes proportions en suggérant quelques comparaisons. Nous emprunterons pour cela quelques éléments d'une conférence faite, mercredi dernier, par un expert pétrolier progressiste du monde arabe, Nicolas Sarkis. Les 60 milliards de dollars que toucheront annuellement tous les producteurs du Proche-Orient ne constituent pas une somme énorme, soutient-il. Est-ce que l'Occident s'inquiète des 67,5 milliards de dollars d'exportations de l'Allemagne fédérale ou de son excédent de 10 milliards de dollars pour le seul premier semestre 1974 ?

Les disponibilités détenues par les sociétés multinationales sont plus dangereuses que celles des pays producteurs. Les trésoreries de ces firmes manient en effet quelque 250 milliards de dollars, soit environ 70 % des disponibilités non contrôlées par les Banques centrales. Ces sommes se promènent sur les différentes places monétaires, les sociétés tirant parti des différences de taux d'intérêt et des modifications de parités monétaires. Entretenant ainsi et provoquant même l'instabilité du système monétaire international. Ce facteur d'incertitude est plus important que celui résultant du maniement des excédents des pays pétroliers. D'autant que ceux-ci sont immédiatement réintégrés dans le système monétaire sous la houlette des grandes banques de New York, Londres ou Zurich.

Sarkis condamne d'ailleurs l'utilisation « extérieure » des revenus du pétrole pratiquée par quelques gouvernements arabes. Il estime à 60 % le pourcentage des revenus qui retournent dans les pays développés. « Catastrophe pour les pays arabes, dit-il, certains gouvernements se comportent comme des banques ou des sociétés anonymes et oublient qu'ils sont responsables du présent et de l'avenir de leur peuple. »

Les besoins des pays arabes se chiffrent par centaines de milliards de dollars. A titre indicatif, ceux du service sanitaire sont chiffrés à 35 milliards, de la scolarisation à 25 milliards par an, des transports routiers à 100 milliards...

Ainsi, du côté des producteurs également, c'est le comportement mercantile, l'absence d'une volonté de développement du monde arabe qui sont facteur d'instabilité. Le recyclage des revenus pétroliers dans les économies arabes serait plus sain pour l'avenir de ces pays et permettrait de faire tourner à un rythme élevé la machine industrielle des pays développés, chacun trouvant ainsi avantage à cette coopération.

Parlez-nous du blé

Il est vrai, néanmoins, que si l'importance des revenus pétroliers doit être ramenée à de justes proportions, la soudaineté, l'explosion des prix du pétrole a accentué le dérèglement des économies occidentales. Le quadruplement des prix du pétrole a baissé l'indice d'octane dans un moteur qui, déjà, hoquetait. Les hausses du prix du pétrole sont arrivées, en effet, après le début du dé-

règlement du système monétaire international et l'accélération de l'inflation qui, pour une très large part, ont été provoqués par la manipulation du dollar s'intégrant dans une stratégie globale de consolidation de la puissance économique américaine.

Une étude récente faite par le Groupe d'études prospectives internationales (G.e.p.i.), pour le compte du Centre français du commerce extérieur, montre bien comment les Etats-Unis profitent de la crise de l'énergie dans toutes les hypothèses retenues.

Tous les grands moyens de communication ont dépensé beaucoup de leur temps ou de leur surface pour parler de ce quadruplement du prix du pétrole. Mais ils ont été très discrets sur le triplement du prix du blé qui résultait des lois de l'offre et de la demande. Et pourtant ce blé est plus dramatiquement vital que le pétrole pour des millions d'hommes. A-t-on aussi beaucoup insisté sur le maintien des prix du pétrole pendant 20 ans ?

Toutes considérations qui ne soulagent pas pour autant l'automobiliste ou l'utilisateur de fuel domestique. Ils paient cher le droit de se déplacer et de se chauffer, d'autant que l'Etat perçoit des sommes équivalentes à celles que touchent les pays producteurs. Et ils s'interrogent pour savoir si, là aussi, les étiquettes vont continuer leur sarabande effrénée.

Le rendez-vous de Vienne

Tous ont les yeux fixés sur Vienne où, depuis jeudi, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunissent pour décider du nouveau prix du pétrole pour le dernier trimestre 1974. En effet, quelle que soit la décision, elle ne sera que provisoire. La volonté américaine de faire baisser légèrement les prix avait suscité des espérances chez les consommateurs. Valéry Giscard d'Estaing n'avait-il pas bâti ses plans sur une baisse des matières premières et en particulier sur une baisse du pétrole ? Les pressions nombreuses de Washington sur certains producteurs et la connivence évidente entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite les motivaient. Le ministre saoudien du pétrole, Ahmed Zaki Yamani, avait d'ailleurs annoncé à plusieurs reprises son opposition à tout mouvement de hausse... Cette attitude se concrétisait par la décision de vendre aux enchères à la fin du mois d'août une grande quantité de pétrole pour « casser » les prix. Il ne faut pas oublier que l'Arabie saoudite a les plus grandes réserves pétrolières du monde et est le plus grand exportateur mondial de pétrole. Ce pays peut donc, s'il le désire, jouer un rôle directeur... Mais l'Arabie saoudite a reporté sa vente, a baissé sa production au cours du mois d'août et s'est même entendu avec l'Algérie pour ne pas baisser les prix. Donc, à Vienne, la décision la plus optimiste que les consommateurs peuvent attendre est la stabilisation des prix. Il est même probable qu'une petite hausse « de principe » sera effectuée. La grande décision sur le prix à long terme du pétrole étant reportée de quelques mois dans l'attente du résultat des études lancées par l'Opep pour trouver le « vrai prix du pétrole » par rapport aux sources alternatives d'énergie (charbon, schistes, nucléaire...). Etudes qui serviront de points d'appui aux argumentations politiques des différents producteurs. La géopolitique du pétrole est actuellement très mouvante. Tous les experts essaient surtout de savoir ce qui se passe en Arabie saoudite. Le récent revirement de Ryad est-il conjoncturel ou durable ? De la réponse à cette question dépendra le déroulement du jeu savant autour du pétrole. Livrons quelques faits et éléments de réflexion :

- Des pressions des gouvernements arabes se sont exercées sur la monarchie saoudienne pour que ne soit pas brisée la solidarité du pétrole ;
- A l'intérieur même du sérail et dans la bourgeoisie, les opposants à une baisse des prix sont de plus en plus nombreux. Pour des raisons de simple logique ;
- Le roi Fayçal a misé à fond sur les Américains pour régler la crise politique au Proche-Orient. Le vent fait par Henry Kissinger est retombé et aucune solution n'est en vue. Le retour d'Israël aux frontières de 1967 n'a pas commencé...

Le roi Fayçal connaissait les intentions de Richard Nixon, il ne connaît pas celles de Gerald Ford... Il attend. Bref, le revirement pétrolier peut être considéré comme un signal d'alarme destiné aux Américains.

La relance diplomatique annoncée par Kissinger doit être suivie avec attention... De son succès dépendra l'attitude saoudienne dans le domaine pétrolier, ainsi que celles d'autres pays classés également dans le clan modéré, mais qui ont durci récemment leurs positions.

Par contre, l'Iran semble entamer un mouvement inverse. Hier favorable à une hausse brutale des prix, l'empire persan prône aujourd'hui une « solution raisonnable », attaque les pays arabes et semble même reprocher la mollesse des compagnies face aux revendications arabes. Faut-il voir dans ce revirement le retour à la « raison américaine » du Shah, la marque de son anti-arabisme, ou un moyen d'asseoir son leadership dans le golfe Persique ? Toutes ces explications sont sans doute, en même temps, vraies. Le prix du pétrole n'obéit donc plus aux lois de l'offre et de la demande. La prévision n'en est pas facilitée pour autant. Malgré les cris « d'indignation » du monde capitaliste et les réunions secrètes dans les châteaux, la baisse n'est pas prévisible à court terme.

YANN FITT

une nouvelle collection

mise en cause

dirigée par

SERGE THION

ici, pas d'auteurs célèbres, pas de théorie, mais la parole enfin donnée aux minoritaires, par l'un d'entre eux ou par un journaliste acquis depuis longtemps à leur cause.

ARL

FRANÇOIS CERUTTI

LES JEUNES, AU BOULOT!



Se mettre au travail, au sortir de l'enfance et de l'école, c'est entrer dans un monde nouveau, dur et pénible, la transition est cruelle. Les jeunes travailleurs qui parlent ici voient clairement ce qu'on leur fait faire et ils jugent.

NELCYA DELANOË

DETROIT, MARCHE NOIR

Des Noirs dans une grande ville industrielle des États-Unis

S'écartant des idées reçues, ce livre est une sorte de photographie réaliste du sous-prolétariat que forment les Noirs dans une grande ville industrielle américaine. Et ce sont des Noirs qui parlent, avec une totale franchise.

à paraître :

MICHÈLE NÖEL

LE COMMERCE DES FEMMES

casterman

L'ANNEE PINOCHET



Le Chili « sauvé » par la junte sera bientôt un nouveau Sahel ou les catastrophes n'ont rien de naturel.

En prenant le pouvoir, les militaires fascistes chiliens voulaient « permettre à l'évolution du pays de s'engager avec vigueur sur la voie qu'exige la dynamique des temps actuels ». De fait, l'économie chilienne était malade. Il fallait — disait-on à Santiago — lui appliquer un « remède de cheval ». Cheval que surmontait un hussard botté, casqué et sabrant sans discernement. Un froid diagnostic du résultat fera mieux l'affaire que toutes les diatribes.

Les difficultés de l'Unité populaire, d'abord. Elles avaient leurs causes internes. Mais le complot des puissances d'argent ne facilitait pas la tâche d'un gouvernement souvent divisé. Le prix du cuivre, le « salaire du Chili », avait considérablement baissé pendant le gouvernement d'Allende. Notamment grâce à la mise sur le marché d'une partie importante des réserves stratégiques nord-américaines. La remontée « miraculeuse » des cours depuis le 11 septembre 1973 a permis aux militaires de toucher 600 millions de dollars...

Moribond

Le Chili de l'U.p. avait été classé par les organismes financiers internationaux dans la « zone de danger maximum » : l'enfer d'un système dont le Brésil est le paradis. Personne donc, ou presque, n'accordait de facilités financières sérieuses au gouvernement populaire. Aujourd'hui, les Etats-Unis, malgré certaines réticences du Congrès, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France, les organismes internationaux et même la Roumanie accordent avec largesse les crédits si chichement concédés voici à peine un an. On peut estimer que la junte a obtenu un milliard six cent millions de dollars de crédit depuis son arrivée au pouvoir.

Les largesses du gouvernement nord-américain n'ont pas commencé le 11 septembre 1973. Mais elles avaient alors pour but d'abattre le gouvernement de l'Unité populaire. Ne vient-on pas d'apprendre, de la plume de ceux qui ont découvert toutes les imbrications du Watergate, que la C.i.a., sous la direction du « cher Henry » lui-même, avait versé 8 millions de dollars aux opposants chiliens entre 1970 et 1973. Ces dollars, comme ceux des grandes compagnies multinationales et ceux du Brésil, étaient destinés à l'achat de parlementaires, au financement des grèves et autres gentillesses de ce genre.

Quant aux « nationaux », pour ne pas être en reste, ils sabotaient leur propre production, stockaient, faisaient de la contrebande. Le 12 septembre 1973 ils ont fait don des bijoux de leurs femmes, les fameuses « joueuses de casserole », au Trésor de reconstruction nationale.

L'intervention militaire, appelée par toutes les puissances de l'argent, devait mettre un terme au chaos qu'elles mêmes s'efforçaient de créer. Pour précisément justifier le coup d'Etat. Bel exemple de cynisme dont est capable la droite quand on touche à son pouvoir.



En occupant mardi dernier des bureaux commenciaux chiliens, rue de Castiglione, la Fédération de Paris a témoigné de la solidarité des militants socialistes avec le peuple chilien.



Et depuis le 11 septembre 1973 le « cancer marxiste » et sa manifestation la moins bénigne, « l'étatisation », ont été extirpés. Dans le sang.

Mais au bout de 12 mois il faut reconnaître que le malade est moribond. Le Chili ou plutôt les Chiliens souffrent de maux simples à définir, mais qui atteignent des proportions tragiques : inflation, chômage, réduction de la demande, faillites successives, abandon aux capitaux étrangers, etc. On peut sans exagération parler de « génocide économique ».

+1200%

Pour la grande majorité des Chiliens, la crise se résume de façon simple : les prix sont libres, les salaires sont contrôlés, le chômage est massif.

Officiellement, l'augmentation des prix durant le premier semestre 1974 n'a été que de 145 %. C'est faux. Pour les six premiers mois de l'année, les produits courants ont augmenté de 200 %. Mais, pour avoir une idée plus juste des difficultés du peuple chilien, il faut mesurer l'augmentation en partant des chiffres de septembre 1973. Et le tableau change : en un an, les prix ont augmenté de 1 000 à 1 200 %. Exemples : le litre d'huile est passé de 36 à 1 200 escudos, le kg de viande de 35 à 3 200, le kg de pain de 35 à 260 et le loyer d'un deux pièces de 2 000 à 40 000 escudos. Le 4 septembre, le gouvernement à procédé à sa 17e dévaluation de l'année. C'est une fonctionnaire responsable des consommateurs qui dit : « L'inflation a été telle cette année que c'est un miracle si nous pouvons encore manger ».



Les salaires, eux, sont loin de connaître la même évolution. Le salaire minimum, qui était de 4 000 escudos aux temps de l'U.p., est de 20 000 escudos aujourd'hui. C'est-à-dire que quand les prix sont multipliés par douze, les salaires sont multipliés par cinq. Les salaires augmentent 2,4 fois moins vite que les prix. Le calcul du budget mensuel d'une famille de quatre personnes se nourissant mal et ne s'habillant pas montre que pour subsister elle doit dépenser cinq fois plus que l'argent rapporté par un salaire. Le chef de la police s'étonnera ensuite de voir augmenter délinquance, prostitution et mendicité.

Mourir de faim

Sans exagérer, on peut affirmer que la situation d'une famille de quatre personnes bénéficiant d'un salaire régulier est relativement privilégiée. Avant la venue au gouvernement de l'U.p., on estimait qu'un million trois cent mille Chiliens — sur 10 millions d'habitants — ne pouvaient pas compter sur un revenu régulier. Or, la situation est pire aujourd'hui. L'arrivée au pouvoir des militaires s'est traduite par des licenciements massifs pour causes politiques. Le Cora, organisme chargé de la réforme agraire, a perdu 44% de son personnel. La « Mercurio » avoue qu'à la fin de l'année dernière les licenciements atteignaient en moyenne trois mille par jour. Le gouvernement a officiellement décidé de licencier cent mille fonctionnaires d'ici à 1975. Le problème ne vaut pas seulement pour la fonction publique et la C.u.t., le syndicat unique interdit par Pinochet, estimait à 500 000 le nombre de chômeurs pour raisons politiques. Bien entendu, le travailleur licencié pour un tel motif a toutes les peines du monde à trouver un nouvel emploi. Il est même souvent obligé de se cacher de peur de tomber entre les mains de la police.

La machine mise en place par les militaires se détruit elle-même. Les commerçants ont beau ressortir les produits qu'ils avaient stockés, plus personne n'a les moyens de les acquérir. Sur trois cent mille petites entreprises du commerce et de l'industrie, on estime à cinquante mille le nombre de celles qui sont proches de la faillite. La demande a diminué de 30 à 40%. La première entreprise de chaussures, la firme Yarza, est passée de trois mille paires par jour à mille. Elle n'emploie plus que 320 employés au lieu de 750. Il faut dire qu'une paire de chaussures vaut maintenant 18 000 escudos, c'est-à-dire presque un salaire men-

→

suel. Le Chili était importateur de viande, la production n'a pas augmenté sensiblement mais maintenant il se prépare à exporter — faute de consommateurs. Même dans les beaux quartiers, on n'achète plus que des bas morceaux. Dans ces conditions, on comprend que Pinochet lui-même ait qualifié 1974 d'année « la plus sombre » de l'Histoire chilienne.

Cette situation a pour conséquence que la majorité des Chiliens meurt littéralement de faim. La minorité qui en a les moyens commence à investir à l'étranger. Certains cadres et membres des professions libérales commencent à s'expatrier. Le Chili sera bientôt un autre Sahel où les catastrophes n'ont rien de naturel. Ce n'est pas la justice de Dieu qui est en question, mais l'injustice d'un système politique précis. Alors, on se voile la face. Mais le silence est complice.

Dans cette tourmente, Pinochet s'accroche au mirage brésilien. Sacrifiant délibérément l'économie nationale, il a mis le Chili en vente. A grand renfort de publicité, les militaires cherchent à céder aux capitaux étrangers les 400 entreprises du secteur nationalisé. Après avoir acheté une respectabilité en acceptant d'indemniser les entreprises nord-américaines du cuivre, expropriées à l'unanimité par le Congrès sur la proposition du président Allende. C'est un fait que le Chili peut être un bon tremplin pour les entreprises multinationales désireuses de gagner les marchés des pays du Pacte andin (les pays du versant Pacifique, plus le Vénézuela). On s'achemine rapidement vers le contrôle du pays par les plus grandes entreprises mondiales, associées à deux ou trois trusts nationaux.

Mais tout le sang versé n'est pas encore suffisant. Après s'être intéressé au Chili de Pinochet, les capitaux étrangers semblent aujourd'hui s'en méfier. Ils ne croient guère dans les chances du régime actuel. Et, dans le pays, certains, comme l'ancien président Frei, estiment que leur heure est venue. Eux seuls pourraient regagner l'indispensable confiance de l'étranger. Mais un recul des militaires, un assouplissement aussi minime soit-il de la répression ouvriraient une porte dans laquelle s'engouffreraient la résistance et la grande masse des Chiliens qui, aujourd'hui, a peur. Contradiction difficile à résoudre.

Au-delà de toute la haine que peuvent inspirer les militaires chiliens, leur échec économique doit nous aider à tirer deux conclusions fondamentales. La force a été employée pour permettre aux capitalistes de continuer à s'enrichir. Les militaires apparaissent, mais aussi disparaissent en fonction des besoins de la bourgeoisie. Quant au mythe de l'efficacité économique de la droite, après l'Argentine ou la Grèce par exemple, il prend au Chili un sérieux coup.

MAURICE FABIEN

Mozambique

O.A.S. OU C.I.A. ?

Les « petits Blancs » ne sont pas seuls : derrière eux, les gros colons, l'Afrique du Sud et sans doute les U.s.a.

Samedi, le Frelimo (Front de libération du Mozambique) et le gouvernement portugais signaient à Lusaka, capitale de la Zambie, un accord organisant l'accession du Mozambique à l'indépendance. Dans l'après-midi même, un groupe « d'extrémistes européens », encadrés par d'anciens militaires, s'emparait de la station Radio-Clube et de l'aéroport de Lourenço-Marquès. Ils libéraient les 200 agents de l'ancienne police politique de Caetano. Pendant trois jours, ce fut l'incertitude, les « Dragons de la mort » et le groupe « Fico » (« Je reste ») faisant circuler des fausses nouvelles sur l'état de leurs forces et sur l'appui des militaires à leur mouvement. Puis ce fût l'émeute.

Mardi, la Guinée-Bissau a accédé à l'indépendance. Le même jour, les « petits Blancs » portugais de Lourenço-Marquès affrontaient les forces armées. Bilan : plus de 100 morts Européens et Africains mêlés. La prudence, le sang-froid des militaires portugais et des responsables du Frelimo semblent avoir évité le pire : la réédition des événements d'Algérie. Il faut tout au moins l'espérer. Car, apparemment, tout est rentré dans l'ordre et le processus de décolonisation engagé par Lisbonne se poursuit dans le calme. Mais faut-il tourner la page si vite ?. Mercredi les agences de presse annoncèrent des plasticages. Avant, il y avait eu les attentats. Mais le retour au calme est-il définitif ? Ne va-t-on pas trouver d'étranges incendiaires pour souffler sur le feu ?

La « rébellion blanche » du Mozambique est moins le baroud d'honneur des victimes de l'indépendance que le round d'observation des puissances disposées à tout pour que s'effondre, en Afrique et au Portugal même, le mouvement entrepris le 25 avril.

Voici 10 ans (le 25 septembre 1964), le Frelimo engageait la lutte armée contre le Portugal de Salazar. De victoire en victoire, il était parvenu le 25 avril à contrôler un tiers du territoire, regroupant un million d'habitants (sur huit millions). Les offensives du début de l'année — l'extension du champ de l'activité militaire sont pour beaucoup dans la prise de conscience des capitaines

Un admirateur avoué

Au temps de Caetano le gouvernement français soutenait activement le colonialisme portugais. Notamment en lui vendant des armes. Il le soutenait économiquement et diplomatiquement. Il appuyait sa demande de participation au Marché commun. Libération Afrique rapportait en décembre 1973 un article du journal « O Seculo » alors fidèle pilier du régime.

« Dans le cadre de la bataille diplomatique qui a conduit aux succès que nous avons obtenus dans les négociations de Bruxelles (avec la C.e.e.), il n'y a pas de doute que l'intérêt et l'appui de la France ont été extraordinairement décisifs. Cet appui a d'ailleurs été garanti au chef du gouvernement portugais par le président Georges Pompidou, pendant l'entretien qu'il a eu avec Marcello Caetano aux Açores à la fin 1971.

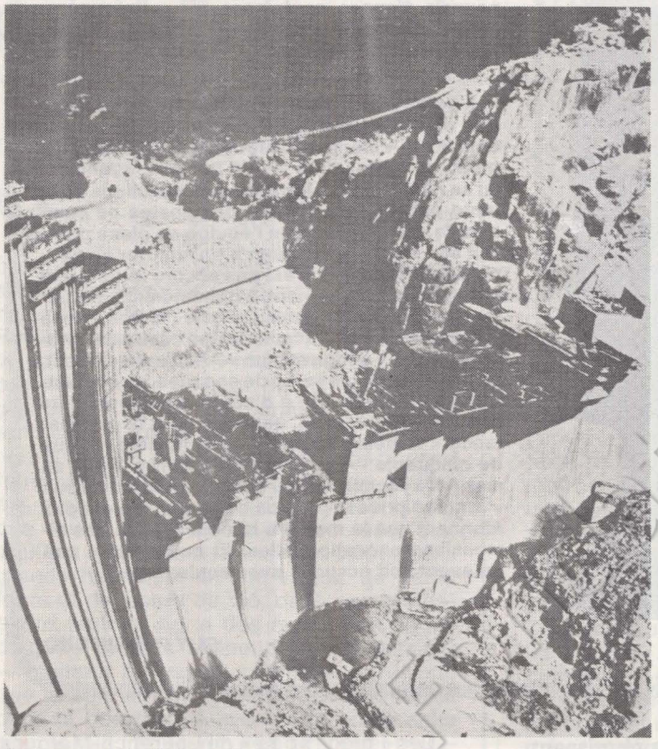
« L'appui français a bénéficié d'un interprète enthousiaste et ardent dans la personne de Giscard d'Estaing, le ministre Républicain indépendant, qui a la charge du secteur de l'Economie et des Finances, et qui a plus d'une fois rendu des hommages sincères à notre pays, non par nécessité protocolaire, mais spontanément et avec de fermes convictions. Admirateur avoué du Portugal, où il se rend souvent sur l'invitation de personnalités avec lesquelles il entretient des relations cordiales, le ministre a déjà eu souvent l'occasion d'affirmer ici son intérêt pour le développement portugais, qu'il ne reniera jamais, dans des déclarations où il manifeste son enchantement lors de tous ses passages à Lisbonne. »



Le Président Samora Machel.



Carmo Jardim, fille du milliardaire fasciste.



Le barrage de Cabora-Bassa.



Les « petits Blancs » manifestant dimanche, à Lourenço-Marques.

portugais. C'est au Mozambique que l'impossibilité de la victoire leur est apparue le plus clairement. Les négociations, l'accord avec le Frelimo ne sont que la reconnaissance par les militaires de leur incapacité à s'opposer à la marche du pays vers l'indépendance.

Et ce processus de décolonisation inquiète trois groupes d'intérêts disctincts qui tentent de se conjuguer : les petits colons, les grandes puissances de l'Afrique blanche et la droite portugaise elle-même.

Derrière les colons

Les « petits Blancs » n'ont pas, comme les plus riches, la possibilité de sortir de l'argent et de se préparer une vie meilleure sous d'autres cieux. Ils portent dans leur mauvaise conscience d'avoir été les instruments et les bénéficiaires de cinq siècles de colonisation. Le Frelimo a beau être clair, ils ont peur.

Le 27 avril, le Front publiait une déclaration sur les événements du Portugal. Après avoir rappelé ses objectifs : « indépendance totale et complète du peuple mozambicain, liquidation du colonialisme portugais », il réaffirmait clairement que « la définition de Mozambicain ne correspond pas à une couleur de peau ou à une origine raciale, ethnique, religieuse ou autre : sont membres du Frelimo tous les Mozambicains qui adhèrent à son programme de lutte contre le colonialisme portugais, pour l'indépendance du Mozambique. Le Frelimo n'est pas une organisation raciale, ne fait pas une guerre raciale ». Reprenant ensuite une déclaration de juillet 1972, le Frelimo « met en garde certains secteurs de la population européenne du Mozambique contre les tentatives inspirées par les forces ultra-racistes, encouragées par les pays racistes voisins, de transformer notre lutte armée de libération en une guerre totale entre Blancs et Noirs, manœuvre qui a pour but principal d'amener les colons blancs à participer activement à la répression contre notre peuple. Une telle attitude les transforme en instruments d'autres forces et ne sert pas leurs propres intérêts ni ceux du peuple mozambicain. »

Les événements du 9 et 10 septembre donnent, a posteriori, raison à cette déclaration. A la tentative des Blancs a répondu une agitation des Noirs qui, malgré les exhortations du président Samora Machel, gagnait en importance et en violence. Les émeutiers se sont rendus, mais derrière eux se dressent, plus inquiétants encore, les intérêts conjugués des pays racistes de l'Afrique australe, de certaines entreprises multinationales et des gros colons. Economiquement, le Mozambique n'est pas aussi prometteur que l'Angola, mais la capacité de production agricole (cajou, coton, canne, thé), les gisements miniers (or, uranium, pétrole, charbon) et les potentialités hydroélectriques (avec le barrage géant de Cabora-Bassa) en font une zone attrayante à laquelle, outre le Portugal, l'Afrique du Sud et la Rhodésie, s'intéressent l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Grande-Bretagne, le Japon et les Etats-Unis.

→

Grèce

De la "normalisation" à l'épuration...

De notre envoyé spécial

« Ils ont essayé ». Samedi dernier, les Athéniens bien informés ne parlaient que de la tentative de putsch qui aurait eu lieu la nuit précédente. Des officiers de l'armée de Terre — les irréductibles — comprenant que le pouvoir leur avait vraiment échappé, auraient tenté de reprendre en main la Grèce. La Marine et l'Aviation — traditionnellement hostiles à la junte — auraient stoppé cette tentative avant même que le pouvoir civil ne soit informé. Et les « personnes généralement bien informées » de raconter, avec force détails, une réunion de conjurés, le dispositif mis en place, et dans la nuit l'intervention des autres Armes. Le tout avec le plus grand calme, bien évidemment. Fausse nouvelle ? Exagération ? Dans le bouillonnement athénien, un tel « bruit » n'a étonné personne. Ici, la politique est encore l'affaire des « autres », de ceux qui ont le pouvoir ou les armes.

Et l'annonce faite le samedi et le dimanche d'une épuration des services de sécurité et de renseignement a conforté les Grecs dans leur analyse : « Les autres ne se laisseront pas faire. Il faut donc les éliminer. Puis les juger. » Le communiqué du Conseil des ministres de dimanche, annonçant l'ouverture d'une enquête sur le « comportement des membres de ces services à l'égard du peuple durant le septennat de la dictature », n'a pas laissé les Grecs indifférents. C'est que le problème de l'appareil d'Etat, qu'il s'agisse des organismes directement répressifs ou non, n'avait pas encore été directement abordé.

Dans les ministères, seuls les ministres ont changé. Depuis le 23 juillet, la police et la gendarmerie ont pris l'habitude du sourire. Mais ils sont toujours présents. Les fichiers restent en place. Et le peuple grec souhaiterait que cela cesse.

La décision du gouvernement grec va dans ce sens. Le général nommé à la tête de la Kyp (les services spéciaux) avait connu la prison et la torture. Le colonel installé à la tête de la gendarmerie avait lui aussi été torturé par les tortionnaires de la junte. Lundi, à Athènes, ces nominations ont — une fois de plus — renforcé le prestige de Constantin Caramanlis. Et rassuré les Grecs. Pour le plus grand nombre, le problème actuel n'est pas — pas encore — les élections. C'est plus simplement ce que certains, avec humour, appellent « la normalisation ». Et tous attendent, plus qu'un scrutin, des procès. Mais il ne semble pas que ceux-ci aient lieu rapidement. La volonté d'épuration affirmée par Caramanlis ne fait, pour les fidèles du Premier ministre, aucun doute. Mais ce dernier est prudent. Avant d'étaler au grand jour les pratiques quotidiennes des sept années de dictature, il veut être sûr de ne pas être débordé. C'est-à-dire de pouvoir frapper seulement les « irrécupérables », ceux qu'il a lui-même désignés. Autrement, jusqu'où irait-on ?



Constantin Caramanlis.

A petits pas, la Grèce se rapproche peu à peu des pratiques politiques classiques. La presse déjà libre — même si l'information n'est distillée qu'au compte-goutte — les partis s'organisant ou se réorganisant, les principaux soutiens de la junte petit à petit écartés des postes de commande, tout prouve que l'équipe en place poursuit son travail. Avec, pour bien montrer au peuple que la situation n'est pas encore réglée, des révélations qui viennent, à point nommé, rappeler les années sombres. Comme l'histoire de la Banque agricole. En fouillant les caves de cette banque, on a découvert un véritable arsenal. Et, en compulsant les livres de comptes, on a trouvé à qui il était affecté : à d'anciens sous-officiers des forces spéciales, baptisés pour la circonstance « veilleurs de nuit ». Leur nombre — plus de cinquante — a suffit pour que les Grecs se mettent à rechercher où se cachaient les autres « armées privées ». Dans ce climat, il n'est pas étonnant que la moindre rumeur prenne des dimensions exceptionnelles. Et que chaque pas en avant soit accueilli avec soulagement.

GUY PERRIMOND

→

Les plus concernés sont bien sûr, l'Afrique du Sud et la Rhodésie. La première y a investi des sommes importantes, notamment dans le barrage de Cabora-Bassa. La seconde dépend largement des voies d'accès mozambicaines à la mer (Beira). Le Mozambique est une sorte de glacis que les régimes de Prétoria et de Salisbury ont peur de voir se transformer en « sanctuaire » des mouvements de libération de leurs propres pays. A ce titre, de larges opérations de police avaient été montées du temps de Caetano avec la participation de mercenaires sud-africains et de parachutistes rhodésiens.

Ancien nazi

Face à l'évolution de la situation, John Vorster, chef du gouvernement sud-africain, assurait le 31 août 1974 que « le gouvernement sud-africain avait mis au point des plans pour parer à toute éventualité au Mozambique. » Le 9 septembre, il décidait le rappel des réservistes.

Plus grave encore, parce que moins voyant : les « affreux » réapparaissent. Un journal sud-africain dit qu'ils se réunissent au Cap. Depuis quelques semaines, l'organisation Paladin dirigée par un ancien nazi (Von Schubert) depuis Alicante en Espagne et spécialisée dans la location de mercenaires en tous genres, recrute en Europe et notamment en France. Destination Angola ou Mozambique, via l'Afrique du Sud. Parallèlement, Jorge Jardim, milliardaire intrigant, organise ses milices.

Cette crise se déroule alors que le canal de Suez est coupé. Tout le trafic maritime à destination ou en provenance de l'Asie — et notamment du Proche-Orient — se fait par Le Cap. Or la route du Cap passe par le canal de Mozambique. Situation préoccupante pour les puissances occidentales, si l'on rappelle la récente évolution de Madagascar (éviction des troupes françaises, rupture des relations avec Pretoria). Les Etats-Unis avaient en vue l'installation d'une base pour la 7e Flotte à Porto Amélia, au nord du Mozambique. Rien d'étonnant à ce que l'une des récentes décisions du président Ford ait été d'élargir la base de Diégo Garcia, au milieu de l'Océan Indien. Mais rien n'indique non plus que cette mesure lui paraisse suffisante.

Les « pieds noirs » de Lourenço-Marquès pansent leurs blessures. Les « affreux » n'occupent pas encore le devant de la scène. Aujourd'hui, la crise mozambicaine a pour principal effet d'éclairer d'un jour nouveau la situation à Lisbonne même. Le conflit droite-gauche, dans ce pays où le fascisme a été cassé, mais où les forces populaires ne sont pas encore suffisamment organisées, se résume un peu, en termes de pouvoir, aux divergences entre le général Spinola et les capitaines du Mouvement des forces armées.

Après sa tentative infructueuse du début juillet, Spinola ne semble pas avoir baissé les bras. Les officiers supérieurs les plus fascistes ont été mis à la retraite, mais un certain nombre de cadres de l'armée, parmi les plus âgés surtout, sont partisans de plus de lenteur dans la libéralisation à l'intérieur et dans la décolonisation à l'extérieur. La montée de la gauche fait peur. Et, avec l'ensemble des forces de droite qui ont immédiatement cherché à exploiter les troubles de Lourenço-Marquès, ils comptent toujours sur Spinola pour freiner le mouvement.

MAURICE FABIEN

Grande-Bretagne

UN REFLEXE D'AUTODEFENSE

Le dernier congrès du T.u.c. a montré que le mouvement ouvrier anglais avait compris qu'il fallait resserrer les rangs pour faire face à la crise et à la droite.

De notre envoyé spécial

Vent et pluie en rafales sur Brighton, la semaine dernière. Il faisait un temps, good Lord, à ne pas mettre un syndicaliste dehors. Et ils ne s'y sont pas risqués, les quelque deux mille délégués venus des quatre coins d'un Royaume de moins en moins Uni, par la route, par air ou par rail — mais presque tous en première classe — pour participer au congrès annuel du T.u.c., la confédération intersyndicale britannique. En tweed plus ou moins cravaté, ils sautaient des taxis pour se retrouver sous les immenses lustres du Dome, le palais des congrès de Brighton, tandis que leurs dames, embijoutées jusqu'aux oreilles, papotaient dans les salons des grands hôtels de la ville autour de petits fours et de tasses de thé, dans une atmosphère feutrée digne des meilleures pages d'Agatha Christie. Malheur aux retardataires — malheur au pauvre chien de journaliste que je suis et qui dut faire des kilomètres dans la bourrasque avant de trouver asile pour la nuit ! Aux tarifs de pleine saison pratiqués par les hôteliers débordés, et au rythme où s'enfle l'inflation sur cette île à la dérive, la note de frais de ce conclave rituel aura été particulièrement salée pour le mouvement ouvrier. Mais baste ! le militantisme britannique a toujours eu un sens aigu du confort.

"Kiss me..."

En fait, l'heure était plutôt à la gravité. Après cinq mois de gouvernement travailliste minoritaire, une nouvelle élection se prépare. Le « second round », qui va redistribuer les cartes pour quatre ans. La campagne électorale est déjà bien en train. Edward Heath, le chef de l'opposition conservatrice, vient d'entreprendre une tournée en Ecosse pour tenter de gagner les votes des nationalistes, très courtisés ; surprenantes méthodes, ses partisans arborent des badges tentateurs, suggérant : « Kiss me, I'm free » (« Embrassez-moi, je suis libre »)... Plus surprenante encore la tournée des plages du Sud effectuée par Jeremy Thorpe, le leader des Libéraux ; mais las ! son hydroglisseur n'a pas résisté aux vagues ; il a dû aller se rhabiller. Il lui faudra trouver d'autres hochets d'ici au 10 octobre, date probable de la consultation.

Harold Wilson, venu à Brighton à la veille de la clôture des débats du T.u.c., a clairement laissé entendre que telle serait l'échéance, dans un discours qui a surpris par sa sobriété. Le Premier ministre travailliste s'est abstenu de fustiger les Tories, comme il l'eût fait en d'autres temps moins aléatoires. Son intervention fut celle d'un homme d'Etat soucieux de faire autour de lui l'unité la plus large, alors que, dans un contexte de crise internationale, les difficultés internes de la Grande-Bretagne suscitent une polarisation politique et sociale croissante. A la nette progression de la gauche syndicale dans le mouvement ouvrier et dans le parti, correspond aussi un fort glissement vers la droite d'une fraction des Conservateurs prêts à tout pour « liquider les rouges ». En outre, la multiplication récente de formations paramilitaires (« G.B. 75 » ou « Unison ») dirigées par d'anciens militaires et rêvant d'en découdre en cas de grève générale ne laisse pas d'inquiéter.

Toutefois, au niveau électoral, la bataille sera menée sur le double thème des remèdes à la crise économique et de la paix sociale. Sur ce dernier point, les Travaillistes partent gagnants, ne serait-ce que parce qu'une victoire des Conservateurs déboucherait aussitôt — nul n'en doute — sur une nouvelle confrontation majeure avec les syndicats. Or, ceux-ci viennent d'offrir à Wilson et à son parti leur coopération : ce fut le vote crucial sur le « contrat social », par lequel le mouvement ouvrier s'engage à modérer volontairement ses revendications. C'est un tournant : il marque la fin de la méfiance et de la mésentente entre syndicats et Parti travailliste, nées en 1969 lorsque le gouvernement Wilson avait tenté de mettre au pas les syndicats en imposant une législation foncièrement anti-ouvrière.

Fort atout

Avant les débats, le second plus grand syndicat de la confédération, l'A.u.e.w. de Hugh Scanlon, avait déposé une motion qui subordonnait le respect du contrat social à la réalisation par le gouvernement de huit objectifs : vaste redistribution des revenus ; extension massive du programme de construction de logements ; « municipalisation » des appartements en location ; nationalisation des terrains à bâtir ; contrôle permanent sur les prix ; amélioration tangible des services sociaux ; extension des nationalisations et réduction substantielle des dépenses liées à la Défense. Autant de promesses non tenues figurant au programme de l'actuel gouvernement et que celui-ci est, en tout état de cause, parfaitement incapable de réaliser en un tournemain. En clair : l'A.u.e.w. — un million trois cent mille mandats — allait rompre le front syndical. Le retrait de la motion, à la dernière minute, dans une atmosphère délibérément tendue, devait donner à l'adoption du contrat social à la quasi-unanimité un impact psychologique supplémentaire.



Harold Wilson.

Wilson dispose désormais d'un fort atout électoral, même si Conservateurs et Libéraux ont quelques raisons de faire valoir que le respect de ce contrat social ne pourra guère aller au-delà de la période électorale — une collaboration volontaire entre syndicats et gouvernement n'écartant pas, notamment, le spectre du chômage, qui frappe quelque 600 000 travailleurs et pourrait en affecter un million dès cet hiver. L'avenir immédiat, pour les Britanniques, est des plus sombres. Il est d'autant plus indispensable que l'ensemble du mouvement ouvrier resserre les rangs. Le congrès de Brighton a montré que ce réflexe d'autodéfense pouvait jouer à fond. Mais sera-t-il suffisant pour surmonter tous les obstacles ?

JEAN-CLAUDE RIEU

UNE GRANDE MALADE

L'« Europe des déjeuners » n'est pas la nôtre. Elle n'est pas celle des travailleurs, salariés ou paysans. Son but est de sauver un système moribond, mais les victimes de ce système n'entendent pas crever de sa guerison.

Le changement est partout... A l'Europe des sommets succède celle des déjeuners de travail. Entre la poire et fromage, autour de la grande silhouette de Valéry Giscard d'Estaing, l'avenir du Vieux Continent doit se dessiner.

Depuis la Cène, y compris sa version revue par Luis Bunuel, les grands repas préparent les grands évènements. Le chancelier Schmidt et le président de la République française mitonnent une cuisine qui, n'en déplaise à Alexandre Sanguinetti, gardien des morceaux du gaullisme, sera un des premiers vrais et grands changement du régime giscardien. En un mot, l'Europe européenne se réconcilie avec l'Europe atlantique.

Parce que les évènements, pas plus que les hommes, ne sont jamais ni tout noirs, ni tout blancs, on aurait tort en effet de croire que le ralliement — quel autre mot peut-on employer ? — de Giscard d'Estaing est sans nuance. D'abord parce qu'il lui faut tenir compte de la situation intérieure française, notamment des remous au sein de l'U.d.r. Ensuite parce que l'ex-ministre des Finances de Georges Pompidou n'entend pas brader tous les acquis du précédent règne, en particulier dans les relations commerciales avec l'Est et pour les marchés d'armement. Enfin parce que l'actuel Président a lui aussi envie de proposer sa propre troisième voie, celle qui, entre Moscou et Washington, ferait de l'Europe un partenaire sérieux. Disons que la voie est oblique et qu'au lieu de s'éloigner des Etats-Unis, elle s'en rapproche.

La nécessité y est sans doute pour autant que la conviction. L'inflation, nouvelle étape de la crise du système capitaliste, menace de faire tout sauter. François Ceyrac qui ne peut être, par fonction et par nature, qu'un défenseur constant de ce système, n'a rien trouvé de mieux pour montrer un peu d'optimisme que de dire : si vous regardiez les autres ! C'est l'histoire du cul de jatte qui se sentait heureux devant le paralytique. Le patron du C.n.p.f. devrait savoir que le malheur des uns ne fait pas forcément le bonheur des autres : l'Europe Occidentale est inévitablement l'homme malade du monde capitaliste. Son développement économique a été prodigieux au cours des vingt dernières années, au point que l'infantilisme pseudo-moderniste conduisait à relever le défi américain. Mais elle n'avait, et n'a toujours pas, l'unité économique indispensable pour s'engager dans cette compétition avec des chances de succès. D'autre part, elle a sacrifié son indépendance énergétique aux tentations du profit immédiat, sur les injonctions d'un capitalisme aux dents longues. On sait le reste.

Pour freiner l'inflation, il lui faut aujourd'hui le concours américain. Un concours économique, financier et politique. Un concours économique, parce que les marchés mondiaux restent dominés par les Etats-Unis et que le Marché commun, à moins de vivre en autarcie — ce que ne toléreraient sûrement pas les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, et sans doute pas d'Allemagne fédérale — est obligé de tenir compte de cette pression extérieure. Financier, parce que le dollar reste la monnaie d'échange, sinon la monnaie de compte, et qu'il en court tellement en Europe qu'il soit « euro » ou « arabo », que personne ne peut en contester le poids. Politique, parce que s'il existe une force capable de s'entendre avec les pays producteurs de pétrole vraiment bien placés sur le marchés mondial — Arabie saoudite, Iran ou Vénézuela — ce sont les Etats-Unis qui la détiennent.

Pas la nôtre

Le général de Gaulle traquait en Angleterre la tête de pont américaine en Europe, alors qu'elle était à Bonn. L'Allemagne fédérale, qui est devenue la plus grande puissance européenne et une des très grandes puissances mondiales, sait que son avenir à court et moyen terme est lié à celui des U.s.a. Elle a joué la carte de la détente parce qu'elle correspondait à un besoin américain. Elle n'est pas perdante dans un dialogue américano-soviétique. Pourquoi briserait-elle des chaînes si douces ?

C'est pourquoi le déjeuner élyséen de ce samedi 14 sera la suite de la rencontre de Champs-sur-Marne, dimanche dernier. La frégate américaine et les barcasses européennes font partie de la même escadre et risqueraient de couler ensemble si elles ne faisaient front en commun. La lutte contre l'inflation n'est plus seulement une recommandation allemande, mais également une proposition américaine, les Etats-Unis ne pouvant laisser l'Europe pourrir de langueur. Il fallait donc trouver un chemin, qui soit à la fois commun et diversifié de façon à ce que chaque voyageur qui l'emprunte ait l'impression de ne pas voir le même paysage. L'austérité — car il est bien question de cela — aura donc ses particularismes nationaux. Les bataillons, c'est-à-dire les nations, entreront dans le combat en ordre échelonné, afin d'éviter qu'une poussée trop brutale ne casse tout d'un seul coup. Et l'Europe, pour le moral des troupes, c'est-à-dire des peuples, va se donner un vocabulaire politique justifiant enfin la présence de Jean Lecanuet au gouvernement de Jacques Chirac, ex-pourfendeur des ministres allemands de l'Agriculture.

Ce vocabulaire politique — ou son espérance — va amuser le tapis pendant les mois qui viennent, alors que la priorité a été accordée à l'organisation d'un front commun contre l'inflation. Personne n'en conteste la nécessité. Mais front commun au profit de qui ? Qui en creusera les fondations ? Qui en rapportera le prix ? Admettons que les généraux ne sont pas chargés de creuser les tranchées, mais admettons aussi que la troupe a besoin d'avoir confiance dans ses généraux et le sentiment qu'ils ne la prennent pas pour de la piétaille. Ce qui n'est pas le cas.

L'Europe du déjeuner de samedi n'est pas la nôtre. Elle n'est pas celle des travailleurs, des salariés ou des paysans. Son rêve est de sauver un système économique bien malade. Les victimes de ce système n'entendent évidemment pas mourir avec lui, mais n'entendent pas non plus crever de sa guérison.

CLAUDE FUZIER

L'O.U.R.S.

chaque mois, un journal, un cahier-Revue,
des études par correspondance
Parution : 10 mois par an

Au sommaire du Cahier n° 51 de Juillet 1974

PEUT - ON REECRIRE LE MANIFESTE COMMUNISTE DE 1848 ?

Au sommaire du Cahier n° 52 de septembre 1974 :

« L'AUTOGESTION »

Abonnement 75 F. par chèque bancaire ou C.C.P. (3 volets)

à l'O.U.R.S. - 86 rue de Lille 75007 PARIS

changer la vie quotidienne

L'ECOLE A PRIX D'OR

C'est, on le sait, une hausse de 12 % qui vient de toucher les manuels scolaires. Une « hausse minimum », selon le Syndicat national de l'édition. L'augmentation du prix du papier et de la fabrication sont les arguments — irréfutables — avancés. Cependant, le déploiement de la recherche « artistique », l'utilisation de la quadrichromie, des présentations de plus en plus luxueuses ne sont que maquillage faisant dire aux éditeurs que, dans un marché très concurrentiel, ils proposent du matériel de qualité. « Les sciences naturelles ne peuvent être éditées en livre de poche ! » Et les enfants sont sensibles à l'esthétisme. Certes, et bravo ! Mais est-ce pédagogie avancée lorsque souvent le contenu reste le même et que la multiplication des « remakes » n'incite le personnel enseignant qu'à une « réactualisation » ?

Près de 300 millions de chiffre d'affaires pour l'ensemble des éditeurs de manuels scolaires, c'est, pourtant, environ 15 % du chiffre d'affaires global de l'édition. En somme une industrie « artisanale » assez florissante. Les Français ayant la réputation d'être de mauvais lecteurs, mieux vaut « faire avec » les scolaires. Scolarité obligatoire, mais alors, pourquoi pas la gratuité ? Oui, bien sûr c'est un problème, dit-on au ministère des Finances, mais la gratuité... jusqu'en terminale ou au-delà ? Cela représente un budget considérable que l'Education nationale ne peut se permettre... Cette année, les élèves de 6e seront les plus favorisés ; ce sont eux qui recevront le plus de livres. Pour les autres, cela représente une dépense de 100, 200 ou 300 F. Et lorsqu'il y a plusieurs enfants en secondaire, le budget d'une famille ne peut plus absorber un tel investissement. Alors, on rogne. On compte. Combien faudra-t-il à une ménagère acheter de paires de chaussures, de cartables ou de gommes escomptés des 5 %, pour éponger le déficit dû à l'achat des manuels scolaires ?

CHATEAU A VENDRE

Et le château de Villandry ? Entre Langeais et Tours, sur le chemin des châteaux de la Loire, d'Azay-le-Rideau à Amboise, classé monument historique, célèbre par ses jardins à la française en terrasses... On dit que Villandry intéresserait des acheteurs étrangers. Des Japonais. Après le Lydia de Barcarès (autre style), pourquoi pas ?

Le député socialiste Charles Josselin, dans une question écrite, s'en inquiète auprès du secrétaire d'Etat à la Culture : « Un château qui fait partie du patrimoine national et qui se trouve de surcroît protégé par les textes relatifs aux monuments historiques deviendra-t-il la propriété d'étrangers qui, disposant de moyens considérables, refuseront peut-être à l'avenir que le château et ses jardins soient ouverts au public, comme c'est actuellement le cas »...

C'est une question. Quelle sera la politique suivie dans le domaine de l'acquisition par l'Etat d'immeubles classés ou inscrits, lorsqu'ils seront mis en vente par leurs propriétaires ?

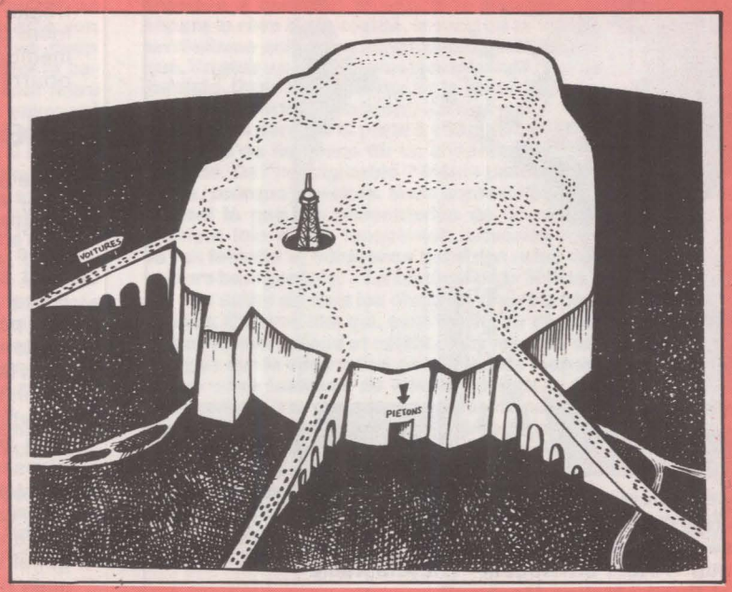
PARIS IRRESPIRABLE

Depuis que l'automobile a envahi nos cités, elle constitue, on le sait, un danger qui menace — entre autres — notre oxygène. Par exemple, aux U.s.a. elle est la cause de la moitié de la pollution de l'air. Elle déverse quelque 81 millions de tonnes d'oxyde de carbone, 14 millions de tonnes d'hydrocarbures non brûlés, 8 millions de tonnes d'oxyde nitrique et 1 million de tonnes de poussière.

En France, la préfecture de police se livre à des calculs tout aussi savants sur la pollution de l'atmosphère par les véhicules automobiles à Paris. Une étude... révélatrice qui fait dire que, dans notre capitale, il y a des mois « avec » et des mois « sans ». Euphémisme. Disons pour citer quelques exemples, que la situation a été moins favorable en mars 1974 qu'en janvier et février.

Le seuil des 40 ppm (46 mg de monoxyde de carbone par m3) à l'heure a été atteint pour 20,7 % du temps, et celui des 15 ppm (ou 17 mg / m3) à la journée pendant 91,9 % du temps. Tandis qu'avril ne dépassait pas plus de 10,8 % en moyenne horaire et 7,5 % du temps en moyenne journalière. Citons pourtant les 23,5 ppm du dimanche 3 février sur la place Victor-Basch (point d'aboutissement de l'autoroute du Sud) et relevons qu'en avril, le seuil des 40 ppm n'a jamais été atteint à Boulogne-Billancourt, Montreuil et Villejuif.

Quant aux boulevards périphériques, leur taux de ppm n'est vraiment pas tolérable. Mieux vaut ne pas fréquenter ces boulevards-là!



PAS UN CHAT DANS UN SAC

Un expérience... exemplaire. La classe de 1ère B.e.p. du collège d'enseignement technique de Dourdan (Essonne) a participé « activement » à une enquête sur l'étiquetage. Menée par deux professeurs, l'enquête portait sur l'observation de la bonne application du décret d'octobre 1972 sur l'étiquetage informatif des produits alimentaires préemballés.

Les 100 diapositives du Laboratoire coopératif d'analyses et de recherches « On n'achète pas un chat dans un sac » ont servi de méthode éducative. Puis, sur place, au supermarché de la ville, les jeunes consommateurs ont épluché les étiquettes. A partir de leurs observations, ils ont rédigé une lettre à chacun des 12 fabricants responsables des produits insuffisamment étiquetés, mettant en cause la non conformité du poids, des compositions, etc. Ils concluaient : « Nous communiquons ce jour notre lettre aux organisations de consommateurs. Nous espérons obtenir une réponse afin que notre enquête soit menée à bien. »

Ils ont reçu huit réponses... d'explication. Quelques fabricants se sont excusés d'avoir attendu d'épuiser des stocks pour éviter ce gaspillage, d'autres se sont expliqués au sujet des dérogations...

Ce fut une expérience concrète. Une expérience à généraliser. Depuis le temps qu'on souhaite l'éducation du jeune consommateur...

CHER VIEUX PAYS...



John Le Carré.

Personne ne conteste que John Le Carré soit un bon écrivain. Après « L'espion qui venait du froid », la critique s'était réjouie de la découverte d'un rénovateur du roman d'espionnage, enfin débarrassé de ses mythes glorieux. Avec les romans qui suivirent, « Le miroir aux espions », « Une petite ville en Allemagne », « Un amant naïf et sentimental », elle put dire à juste titre qu'elle tenait non plus seulement un spécialiste pour les bibliothèques de gare, mais un auteur dans la grande tradition du roman anglais, cette sinueuse discipline du comportement psychologique en action.

« La taupe » — titre français assez bien choisi, bien que n'ayant rien à voir avec le titre original — confirme cette conviction. John Le Carré n'écrit pas des romans d'espionnage : à propos de l'espion et dans un milieu qu'il connaît bien, il écrit sur des thèmes classiques et éternels. Shakespeare ou Racine faisait parler des princes. John Le Carré manipule des espions. La marionnette n'a pas d'importance et ce qui compte tient dans ce qu'elle dit et ce qu'elle fait. Chaque époque a les héros qu'elle peut et les goûts qu'elle souhaite. Y compris lorsqu'il s'agit d'ant-héros, comme c'est le cas ici.

Par conséquent, ne nous attendons pas à trouver seulement une aventure bien huilée, si bien huilée que nous pourrions nous laisser entraîner soit par l'intérêt du récit et de l'enquête qui en est la trame, soit, en prenant de la distance pendant la lecture, par l'analyse admirative d'une technique romanesque très au point. Ce gros livre peut se lire d'une traite, encore qu'il convienne d'être attentif pour ne pas se perdre dans un foisonnement de personnages, de notations et de souvenirs qui est un acquis de l'écriture du siècle. Mais on aurait tort de ne pas souffler, ou de ne pas reprendre. Ou même, tout fini et la curiosité satisfaite, de n'y pas revenir.

L'histoire est simple. L'espionnage soviétique a introduit dans les services anglais un homme à lui et l'a placé, après quinze ans d'efforts, dans les sommets. Un incident survenu à l'autre bout du monde en fait connaître l'existence. Nous apprendrons comment le coupable — la taupe, en argot de métier — sera démasqué. Bien entendu, la collection « Bestsellers-suspense » dans laquelle le livre nous est apporté, ne peut, par son titre, que nous inviter à attendre les dernières pages pour connaître le nom du traître. Je ne suis pas sûr que ce soit une nécessité, ce nom n'apportant rien de plus qu'une satisfaction superficielle à une curiosité banale. Le récit compte plus que son issue, exactement comme le fait de savoir que Napoléon est mort à Sainte-Hélène n'empêche pas de s'intéresser au 18 Brumaire.

A partir du prétexte s'épanouissent des rameaux verdoyants qui, comme sur un arbre en pleine santé, conduisent à des masses obscures ou à des trouées vers le ciel. L'incident qui provoquera la découverte de la présence de la taupe ou, plus exactement, qui fournira l'information — à vérifier — de son existence, est une obscure histoire d'amour entre un douteux espion anglais et une espionne soviétique légèrement hystérique qui n'aurait retenu de Soljenitsyne que la découverte du parfum de la religion. Le choix du prétexte n'est pas sans importance : l'aventure sentimentale, dans le cadre frelaté de Hong-Kong et dans l'environnement des précautions professionnelles, est médiocre et touchante. Les deux adjectifs pourraient décrire tout le climat du roman.

Bien rond, bien sage

Le procédé du anti-héros n'est pas nouveau. A force de rencontrer des personnages aussi beau que le Cid et aussi bête qu'Horace, le roman, sorti de sa période bourgeoise, s'est souvent vautré dans la pauvreté de l'âme. Puis il s'est aperçu que l'habit ne faisait pas le moine et que le petit monsieur voûté ou la vieille dame arthritique croisés dans la rue pouvait avoir été torturé rue Lauriston et déporté à Buchenwald. Smiley découvrira la taupe, après une enquête qui exigera beaucoup d'intelligence, une prodigieuse capacité de travail, un grand courage physique et, ce qui n'est pas le moindre talent, une gigantesque résistance aux nuits blanches. Or Georges Smiley est quinquagénaire, bedonnant, habillé comme un Anglais de la City et cocu comme il n'est pas permis de l'être.



U.G.C. Marbeuf - Elysées Lincoln - Vendôme - U.G.C. Odéon - Studio Ursulines - Le Hollywood Boulevard - Dragon - Cambronne - Montparnasse-Bienvenue - Pathé Clichy - Le Passy Parly 2 - Carrefour Pantin - Artel Port-Nogent - Tricycle Asnières - Ariel Rueil - Mélies Montreuil



Cher vieux pays, telle est la chanson nostalgique murmurée par John Le Carré derrière la vanité du jeu ordonné et cruel des services secrets.

Car derrière Smiley, il y a Ann. Ann l'Arlésienne : il en est souvent question et on ne la voit jamais. « Rêver l'impossible rêve ». A cinquante ans, le cœur ne paralyse plus et la mort est assez présente pour qu'on ne se désespère pas de constater que sa femme est « essentiellement la femme d'un autre homme ». Smiley a raté sa vie privée et couronne d'un coup d'éclat sa vie professionnelle. Au prix de l'amitié fêlée, du respect ébranlé, de l'ordre écoulé. Il faudra se lever le matin en sachant que les cheveux se font rares, que l'amour n'est jamais à sa place et que l'Angleterre est une petite île, si froide et si pluvieuse que ses habitants, privés des plages ensoleillées de l'Empire, ne peuvent plus que mourir d'ennui, d'humour et d'excentricité.

John Le Carré serait-il alors un des chirurgiens lucides de la réalité anglaise de cette fin de siècle ? Il y a cent ans, Victoria. Aujourd'hui, Profumo. Et le recul lent et continu du niveau de vie, de la production et de l'imagination. L'Elisabeth télévisée était l'Angleterre. Smiley est l'Angleterre, où repose la dépouille du juif allemand Karl Marx. Wilson et Heath ont le même air bien rond et bien sage, celui de Smiley. La taupe aurait fait un parfait officier des lanciers du Bengale et les Rolling Stones seraient peut être morts dans un Spitfire en 1940. Mon cher et vieux pays, telle est la chanson en sourdine derrière les lignes de John Le Carré, derrière la vanité du jeu ordonné et cruel du service secret, derrière le thème des vieilles dames et la pluie qui ne cesse de tomber, comme dans un roman de Simenon. L'Angleterre est un petit pays qui cache encore des collèges où se distribuent des coups de canne et où prennent leur retraite des espions blessés au cœur et dans la peau, où l'adultère est un sujet de conversation respectable et où les ministres ont des chevelures qui les font baptiser Blanche-Neige. La chasse à la taupe, installée à la tête pourrie du service roi, est une histoire d'amour, celle d'un homme qui n'a plus que le travail bien fait pour ne pas être détruit avant l'heure, et celle d'un écrivain qui, « chef d'œuvre du classicisme », prend un fait divers de son temps pour, sans avoir l'air d'y toucher et sans tirades inutiles, donner une leçon de morale.

GEORGES FRAMERIES

John Le Carré : « La taupe » (titre anglais : « Tinker, Tailor, Soldier, Spy ») traduction de Jean Rosenthal, Editions Robert Laffont.

Dansons la Carmagnole

Cinéma

Au commencement, un officier de Napoléon se fait assommer par la statue du gentilhomme dont il tente de séduire la femme. A la fin, deux préfets de Paris, l'un vrai, l'autre faux — à moins qu'ils soient tous deux usurpateurs ? — donnent le signal d'assaut à des C.r.s. chargés de disperser brutalement une manifestation d'animaux au zoo de Vincennes. Entre temps, un satyre distribue des cartes postales (prétendues) obscènes à deux petites filles (modèles ?), de vrais moines transforment une prière pour un mourant en furieuse partie de poker, un cancéreux gifle son médecin, un préfet de police reçoit un coup de téléphone de sa sœur inhumée dans le caveau de famille, des bourgeois reçoivent leurs invités sur des sièges de W.c. et les envoyent baffrer dans un trou noir isolé fermé au verrou... Le dernier film de Luis Bunuel, « Le fantôme de la liberté » ne raconte pas d'histoire. Il en raconte une dizaine. Un mot, une idée, un personnage d'une anecdote nous entraînent sans crier gare dans une autre anecdote comme dans une course de relais décousue. Chaque récit tourne court au moment précis où nous allions découvrir la clé de l'énigme, de l'anecdote précédente. On n'arrive pas à savoir, tout comme dans son dernier film (« Le charme discret de la bourgeoisie ») on n'arrivait pas à manger. Mais y a-t-il ici énigme ? Non. Il y a prise de pouvoir de la réalité par l'imaginaire. Bunuel joue avec des vérités, quitte à en dynamiter certaines pour en sacrer d'autres. C'est inattendu, déroutant, insolite, et souvent drôle.

Etonnante jeunesse d'un homme qui, à plus de soixante-dix ans, s'amuse comme un gamin, ou plutôt comme un homme libre, à faire des plaisanteries cocasses qui, au premier abord semblent assez gratuites. En fait, le Bunuel qui nous convie à ce bain de jouvence n'a pas changé : c'est toujours le Bunuel du « Chien andalou » et de « L'âge d'or », un Bunuel nourri de surréalisme. Non pas du surréalisme de Prisunic considéré comme un fatras bizarre, mais d'un surréalisme vénéré comme un état d'esprit — j'allais dire comme une religion... Un surréalisme qui englobe le fantastique dans la vie (apparition d'un coq ou d'une autruche dans une chambre à coucher) et efface la distance qui sépare le rêve de la réalité, la mort de la vie. Un surréalisme qui refuse l'impossible et nie la logique. Un plus un n'égale plus deux dans la routine mentale. Dans une auberge de la route d'Argenton, les portes claquent, s'ouvrent... Que trouve-t-on derrière la porte à chaque fois ? Des danseurs de flamenco ou un chapelier disciple de Sade. De l'inimaginable ? Même pas : imaginable, puisque possible. Mais imprévisible.

C'est là que les plaisanteries de Bunuel se révèlent loin d'être innocentes. L'incohérence se fait férocité et cohérence dans son refus des valeurs bourgeoises. « Le fantôme de la liberté » est une satire de tous les charmes discrets bien connus. C'est un film qui, sans avoir l'air de rien, ridiculise nos tabous et célèbre des messes sacrilèges sur le ventre des gens les plus respectables : les hommes de lois, les policiers, les gendarmes, les professeurs, les moines, les médecins, les parents sont bafoués gaiement. L'un des personnages donne l'une des clés du film : « J'en ai marre de la symétrie », dit-il. On comprend alors que Bunuel a décidé de disséquer l'univers de tous les jours pour mieux le dérégler. Pour ce faire, Bunuel a retrouvé les dadas du surréalisme et les chevaux de bataille du groupe d'André Breton : du « cadavre exquis » aux collages, des jeux de l'absurde (séquence inénarrable de la fillette disparue, à faire blémir Ionesco) à ceux de la célèbre « rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie ». On retrouve les traits contre la religion, la dénonciation des absurdités par l'humour (voir comment il fustige l'obscénité de la grande bouffe), la célébration de l'amour fou sans normes ni lois (celui entre un jeune dandy et sa tante pudique). Tout comme on retrouve les fantasmes de Bunuel : le fétichisme, l'inceste, la mort et le désir sont au rendez-vous.

« Le fantôme de la liberté », c'est surtout un film sur la liberté. Liberté de l'auteur, liberté du rêve, liberté du sexe. Le condamné à mort sort libre du palais de Justice. La liberté, c'est quelque chose. Et si l'on célèbre tant le hasard (qui nous attend derrière chaque porte), c'est que le hasard égale la nécessité et la liberté. La liberté ne se baillonne pas. Le film de Bunuel est une Carmagnole de la liberté.

Rien d'inoffensif dans tout cela, au contraire. Quand Bunuel nous fait passer de l'autre côté du miroir au pays des merveilles macabres et libertaires, nous passons en revue un inventaire iconoclaste : des gendarmes cancres, un tank chassant le renard, des Carmes crapuleux, des poètes détraqués et des officiels traqués, des innocents hantés par la chair et des hommes politiques obsédés par l'apparition de leur sœur nue jouant Brahms au piano. « Le fantôme de la liberté » n'est pas un film comme les autres. C'est une bombe bourrée de confettis, mais attention : ces confettis sont subversifs.

JEAN-LUC DOUIN



La rentrée des classes va avoir lieu tant bien que mal, mais les devoirs de vacances de M. Haby et le brouillon de réforme qu'il en a tiré a de quoi inquiéter les socialistes et tous les hommes de progrès.

« Plus de dix millions trois cent mille élèves (pour l'enseignement public) à l'école ce matin », « Malgré des difficultés locales, la rentrée scolaire s'effectue sans problèmes »... Voilà, sauf événement exceptionnel, ce que seront les titres de la presse de lundi prochain. Vers les 20 h, les Français verront apparaître le sourire satisfait de René Haby, qui se livrera à un speech sur le thème « Tout va très bien ». Et l'on citera quelques chiffres, comme le ministre lui-même le faisait le 23 août au journal télévisé : 10 300 000 élèves, 500 000 enseignants (pour le primaire et le secondaire) ; 18 % du budget : « Oui, ma chère, autant que tous nos impôts directs. Ça en fait, des sous ! Et figurez-vous qu'il y en a encore qui se plaignent.

Et il est vrai que la masse des Français, qui a d'autres chats à fouetter, trouvera cette rentrée en tous points convenable. On ne verra plus — ou presque plus — ces spectacles courants des années 60 : 50 élèves par classe ; des dizaines d'heures d'enseignement non assurées faute de crédits, des centaines d'élèves inscrits dans un établissement encore en chantier, etc. On ne verra plus cela parce que le système scolaire est (enfin) parvenu à éponger le « babyboom » de l'après guerre. D'une année sur l'autre, les classes d'âge n'augmentent plus guère depuis quelques années, oscillant autour de 830 000 personnes.

Mais, alors que cette conjoncture démographique permettrait, au prix d'un effort supplémentaire, une amélioration sensible des conditions matérielles de l'enseignement, on est loin du compte. Haby s'est vanté de l'ouverture prochaine de 7 000 classes maternelles. C'est oublier que le préscolaire, seul secteur en augmentation très nette, devra accueillir cette année quelque 85 000 élèves de plus, soit une réduction très faible du nombre d'enfants par classe. Encore une partie de ces ouvertures sont-elles dues à des fermetures de classes primaires. Quant aux 2 100 instituteurs « nouveaux » récemment nommés, ce sont en fait... 100 maîtres nouveaux. Les 2 000 autres sont des remplaçants que l'on a titularisés. De même, dans l'enseignement secondaire, les quelque 5 000 postes qu'on a créés l'ont été dans l'anarchie. Certains titulaires sont sans affectation. La réduction du nombre des classes ouvertes dans de nombreux établissements — on bourre désormais les classes partout au maximum — fait que d'aucuns sont sans emploi. Cette situation engendrera à coup sûr la mise au chômage de plusieurs milliers d'auxiliaires, conformément à une tradition scandaleuse.

Mais ce ne sont peut-être pas là les aspects les plus inquiétants de cette rentrée. La lecture du tableau page 28 prouve en effet, que depuis deux ans, le second cycle long (général et technique : 2e, 1ère et terminale) ne progresse plus. Bien au contraire, il est probable qu'il diminuera cette année, les prévisions de rentrée du ministère étant généralement excessives — c'est ainsi que l'an passé, sur 2 564 000 élèves annoncés en premier cycle du second degré, il n'y en eut réellement que 2 539 000 ; il y en eut 21 000 de moins que prévu en second cycle long et 25 000 de moins en second cycle court.

Pour la première fois depuis la Libération, l'enseignement français enregistre donc une stagnation d'autant plus redoutable qu'elle n'est pas uniforme. Le second cycle court — les études techniques courtes menant à un brevet d'études professionnelles (B.e.p.) ou à un Ca.p. en collège d'enseignement technique — augmente encore lentement, quoique l'on soit encore loin d'une réalisation convenable du VIe Plan pourtant malthusien. Mais surtout, le nombre des élèves affectés à des voies ultra-courtes va croissant. Dans les classes de 3e et 4e pratiques, ainsi que dans les classes préprofessionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage (c.p.p.n. et C.p.a., qui recrutent le même type d'élèves que les 4e et 3e pratiques), il y avait 205 000 élèves en 1972-1973 ; il y en avait 209 000 en 1973-1974 ; on annonce, pour 1974-1975, 212 000 élèves dans les seules C.p.p.n. et C.p.a. (1). C'est dire que le système scolaire produit actuellement un nombre croissant de travailleurs non qualifiés (niveau VI) ou moyennement qualifiés (niveaux V et IV), mais un nombre décroissant de travailleurs d'un niveau égal ou supérieur au baccalauréat.

Quand on sait — et tout le monde le reconnaît — que la révolution technologique incessante impose au contraire la croissance rapide du nombre des personnels hautement qualifiés, on est en droit de se poser une question : l'évolution actuelle n'est-elle que conjoncturelle ? Après tout, ce serait possible. Si elle ne l'est pas, à quelle aberration gouvernementale la devons-nous ?

En réalité, cette évolution a été organisée de longue main et elle ne résulte certainement pas d'une aberration.

Devant une demande d'éducation rapidement croissante, la Ve République a eu, depuis 1960-1962, un objectif unique aux modalités variées : répondre aux besoins de l'industrie en main-d'œuvre — aussi bien qualifiée que non qualifiée — aussi complètement que possible et en diminuant au maximum les faux frais. Pour cela, la méthode la plus simple était la sélection à outrance, la création d'un

LE Enseignement BROUILLON DE M. HABY

nombre relativement limité de filières étanches, commençant à tel ou tel palier d'orientation et débouchant toutes sur un type de vie professionnelle déterminé. C'est ainsi qu'à l'initiative d'un certain René Haby — eh oui ! — on créa en 1962 les trois filières se partageant le premier cycle du second degré, et notamment le fameux cycle III (transition-pratique), pourvoyeur qualifié de main-d'œuvre non qualifiée. De même, les réorganisations successives des procédures d'orientation en fin de troisième aboutirent à des filières quasi-prédéterminées : enseignement technique court en C.e.t. ; enseignement technique long en lycée technique, suivi éventuellement d'études en institut universitaire de technologie (I.u.t.) ; enseignement général long suivi éventuellement d'études universitaires. La multiplication des baccalauréats techniques — il y en a deux bonnes douzaines — poursuivait le même but, tandis que la multiplication des examens dans l'enseignement supérieur — un barrage par an — organisée en 1965 par la réforme Fouchet, avait pour objet de créer des délestages à tous les paliers, dans le but final de renforcer les orientations vers l'enseignement technique.

Un peu d'Histoire...

Toutefois, comme on le sait, cette politique a rencontré des obstacles grandissants. Quoiqu'elle ait marqué profondément les institutions scolaires et la mentalité des « usagers », sa rénovation complète est à l'ordre du jour depuis 1968. C'est qu'à l'usage cette politique (pour le Pouvoir) a révélé des côtés néfastes.

En premier lieu, le fameux cloisonnement des filières est aujourd'hui une réalité reconnue par tous. En l'admettant, voici un an, Joseph Fontanet a porté le premier coup à un système qui prenait eau de toutes parts. Grâce aux travaux scientifiques (ceux de Bourdieu et Passeron, Baudelot et Establet, Warck et Wagner, etc.) et grâce aux actions de propagande des syndicats et des groupes pédagogiques, un grand nombre de parents savent aujourd'hui ce que sont vraiment les classes de transition, et souvent ils les redoutent comme des impasses. Ce qui est vrai à ce niveau l'est à tous les autres. L'orientation quasi-obligatoire nourrit les rancœurs. A la trappe !

En second lieu, il n'y a qu'à lire la presse patronale pour constater que les formations délivrées par l'Education (ex-nationale) y sont affublées des qualificatifs les plus flatteurs : trop générales et trop abstraites pour les uns, fondées sur du matériel complètement démodé pour les autres, elles présentent, surtout pour le patronat, un gros inconvénient : elles fournissent des travailleurs dont il faut parachever la formation sur le tas, mais qui, titulaires d'un diplôme, entendent le monnayer à son meilleur prix. Le souhait du patronat est évidemment d'avoir une main-d'œuvre moins diplômée, ayant la même formation de base, mais peu spécialisée, et dont il achèverait lui-même l'instruction à ses propres conditions.

Autant d'économisé

Par-dessus le marché, il y a eu Mai 1968. Les deux défauts précédents n'auraient pas revêtu une si grande importance si Mai n'avait pas largement abattu les barrages divers que Fouchet avait prodigués sur la route universitaire. Repli tactique d'un Pouvoir désemparé l'application restrictive de la loi Faure de 1969 a permis la restauration de certains de ces barrages, mais il est bien évident que, pour le Pouvoir, elle n'est pas sans inconvénient. Si elle lui fournit un nombre élevé de diplômés, l'embauche de ces diplômés par le patronat a curieusement pour corrolaire de bloquer la promotion sociale des non diplômés. Que le patronat ait par exemple besoin d'ingénieurs, c'est évident. Mais que ces ingénieurs soient tous formés par l'enseignement supérieur, ça l'est beaucoup moins. Mieux vaut ne prendre dans l'enseignement supérieur et les grandes écoles que les ingénieurs-concepteurs et faire monter du rang, grâce à la formation permanente, les ingénieurs-maison : leur titre est beaucoup moins facile à négocier sur le marché du travail, et ils constituent un exemple pour les techniciens. Il en va de même à tous les niveaux. Pour le patronat, la formation continue constitue partiellement une solution de rechange avantageuse aux insuffisances des formations assurées par l'Etat, qui lui-même y trouve son compte, en ces temps d'austérité, en faisant des économies.

Ce sont ces préoccupations qui sont à l'origine à la fois de la réforme Fontanet et des projets de Haby. Les deux projets procèdent d'un souci commun. Ils sont, au demeurant, exactement contemporains et proviennent des mêmes milieux technocrato-universitaires. Au temps où Fontanet ne sévissait pas encore à l'Education nationale — en décembre 1971 — Haby avait préparé, pour Pompidou, un projet de réforme qu'il a largement utilisé dans les documents préparatoires de ses groupes de travail du mois de juillet 1974. Fontanet parti dans l'hostilité générale, Haby a eu beau jeu d'annoncer l'abandon de son projet après l'échec des groupes de travail. Si, par impossible, ceux-ci avaient fonctionné sans à-coups, on aurait eu un « projet Fontanet aménagé dans ses détails par M. Haby ». Nous aurons droit désormais, à un « projet Haby ».

Ayant gagné ainsi le droit d'afficher une paternité au demeurant légitime, Haby n'en poursuit pas moins les mêmes buts que son prédécesseur. Il s'agit d'abord de faire disparaître les structures de sélection et de relégation les plus visibles — étant bien entendu que sélection et relégation doivent demeurer... car enfin, il faut bien trouver les O.s. quelque part, n'est-ce pas ? D'autre part, il faut laisser au patronat le soin d'assurer la phase finale des formations professionnelles, ce qui permet de réduire d'une bonne année les études de pas mal d'élèves — c'est toujours autant d'économisé. Enfin, il faut stabiliser ou réduire (selon les niveaux) le nombre des jeunes français entreprenant des études longues : hormis une catégorie numériquement très réduite de cadres supérieurs formés de préférence par les grandes écoles et appelés de naissance aux postes de commande, il faut favoriser la promotion et la mobilité sociales. Dont on espère, dans les milieux « libéraux » si fort à la mode, qu'elles désamorceront les luttes sociales. Sur ce point, de Jacques Chaban-Delmas à Valéry Giscard d'Estaing, c'est la continuité.

L'emballage de la chose sera, faut-il le dire, paré des couleurs les plus suaves. On peut faire confiance aux attachés de relations publiques de la S.a.r.l. Giscard et compagnie : dans la firme, c'est le secteur qui a le plus fort taux d'expansion — voire d'inflation.

Jugez plutôt : le temps de la sélection arbitraire est désormais révolu. Grâce à des dispositions nouvelles et largement concertées l'enseignement secondaire sera réorganisé en trois phases de deux ans, qu'une septième année viendra couronner. A l'orientation par la sélection, et à la sélection par l'échec, sera substituée l'auto-orientation consciente et responsable, opérant par affinements progressifs des choix. Pour faire de notre belle jeunesse une masse de citoyens modernes dans une France rénovée, chacune des six classes successives de notre enseignement secondaire comportera un vaste tronc commun de disciplines offrant les ouvertures les plus vastes sur le monde (complexe et délicat...) où nous vivons : expression, langue étrangère, conceptualisation mathématique, information culturelle générale (etc, etc.) seront soignées comme elles le méritent. Cependant, de nombreuses options couvrant tous les champs souhaitables du savoir et des techniques seront offertes aux choix complémentaires de notre jeunesse (généreuse et ardente). Des enseignements de rattrapage et de soutien seront organisés. Chaque cycle de deux ans pourra aussi bien fermer harmonieusement le cursus scolaire de l'individu que le préparer au cycle suivant. Au terme de la sixième année (la 1ère actuelle), un diplôme sera délivré. Pourquoi ne s'appelerait-il

→

EFFECTIFS DES ELEVES DES PREMIER ET SECOND DEGRES PUBLICS (EN MILLIERS)

PREMIER DEGRE

Ordre d'enseignement	1972-1973 (1)	1973-1974 (1)	Prévisions 1974-1975 (1)	Prévisions (1) VIe Plan 75 /76
Préscolaire	2 030	2 119	2 197	2 053
Elémentaire (2)	4 249	4 249	4 209	3 916
TOTAL	6 279	6 368	6 406	5 969

SECOND DEGRE

Premier cycle (3)	2 489	2 539	2 563	2 672
Second cycle long (4)	720	720	722	791
Second cycle court (5)	518	527	544	657
S.Ens. spécialisé	51	73	85	100 (6)
TOTAL	3 778	3 859	3 914	4 220
Total général	10 057	10 227	10 320	10 189

(1) Sources : notes d'information n°s 74-07 et 74-12 du Service des statistiques ; prévisions communiquées par le même service pour cette rentrée. Pour le VIe Plan, voir rapport. p. 77, 91, 96.
(2) Comprend l'enseignement spécialisé et les fins d'études ; ces dernières disparaîtront à la rentrée 1974 au profit des classes de transition des C.e.g. et C.e.s., ou des S.e.s.
(3) Soit les classes de 6e I, II et III, 5e I, II et III, 4e I, II et III, 3e I, II et III, C.p.p.n et C.p.a.
(4) La répartition entre l'enseignement général et l'enseignement technique a été la suivante : 1973-1974 : 463 000 et 257 000 ; 1974-1975 : 461 000 et 261 000. A noter que les classes préparatoires aux grandes écoles et les classes de B.t.s. ne sont pas comprises, car on doit les considérer comme parties de l'enseignement supérieur.
(5) Soit, pour 1974-1975, 11 000 préparations au C.e.p., 185 000 préparations au B.e.p. ou au C.a.p. en deux ans, 329 000 préparations au C.a.p. en 3 ans et 19 000 divers.
(6) Estimation d'après des données disparates du VIe Plan.

→

pas le baccalauréat et n'ouvrirait-il pas les portes qu'ouvre l'actuel baccalauréat ? Quant à la classe terminale, elle constituera un cycle réellement terminal pour les uns en leur permettant de se spécialiser, tandis qu'elle sera pour les autres, grâce à sa spécialisation, une antichambre et un banc d'essai avant l'entrée dans l'enseignement supérieur. Ainsi, un avenir radieux s'offre désormais à notre jeunesse. Ce grand changement s'opérera sans coup férir. Et après qu'il aura été mené à bien, peut-être sera-t-il temps d'y croire !

Pourquoi pas le bac?

Plaisanteries que ce qui précède ? Nous n'anticipons que de quelques semaines. C'est sous des aspects analogues que la réforme Haby sera vraisemblablement « vendue » au public. C'est déjà ainsi — « lyrisme » en moins — que Haby l'a présentée tout récemment au congrès de la Fédération Armand des parents d'élèves. Cependant l'examen des dispositions de détail qui ressortent de la confrontation des quelque 160 pages de galimatias que constituent les rapports introductifs aux groupes de juillet incite à laisser l'optimisme au vestiaire : on a là une sorte d'avant-projet assez inquiétant.

En premier lieu, la première phase (6e-5e) de l'enseignement secondaire est conçue comme un cycle terminal de l'enseignement élémentaire. « L'intention générale, déclarait Haby le 30 juillet, est de définir des contenus de formation nécessaires à tous les Français et pouvant être acquis en deux ans (6e et 5e) ». Quelques jours plus tôt, Giscard d'Estaing avait déclaré : « Nous nous interrogeons sur la définition d'un minimum de connaissances pour tous les Français, remplaçant ou s'ajoutant à l'obligation scolaire ». Le rapprochement de ces propos est on ne peut plus clair et significatif. Le niveau de fin de 5e représenterait désormais l'obligation scolaire, ce qui ramènerait en fait à 14 ans la scolarité obligatoire. Voilà un changement qui va de l'avant !

Mais ce n'est pas tout. Tout le long de la scolarité secondaire, il est question de troncs communs et d'« options ». Un examen plus attentif de ces dernières les éclaire singulièrement. Dans cette première phase, déclarait le texte introductif du groupe III de Haby, « il faut donner le plus tôt possible **aux enfants qui le désirent** (souligné par nous) la possibilité de prendre goût aux activités fabricatrices, de se familiariser avec les outils et les machines de base du travail moderne ». On voit bien où conduit un tel système d'options. Haby, qui n'est pas plus naïf que quiconque, sait fort bien quels enfants « désireront » se familiariser avec les outils. Ce seront les enfants des milieux les plus exploités : étant « peu doués » pour les « disciplines intellectuelles » — du moins pour ce qu'on appelle comme cela à l'école — ils seront « tout naturellement » amenés à « désirer » devenir apprentis. Au lieu d'affirmer — ce qui a toujours été le leitmotiv des penseurs socialistes en matière d'éducation — que le travail manuel, le maniement des outils et la transformation de la matière sont formateurs pour tous les enfants, Haby envisage de les réserver à « certains ». Pour les « plus rapides » au contraire — c'est-à-dire les plus « doués » — on allègerait les horaires de « tronc commun » et on remplacerait les heures ainsi libérées par des options supplémentaires — et purement intellectuelles : il n'est pas question que le fils du bourgeois du coin aille tremper ses mains dans le cambouis ! Ainsi, la « première phase » unique et ouverte à « tous les enfants » serait, en fait, divisée en trois catégories : les « forts » à vocation intellectuelle, les « moyens » pour lesquels on attend pour se prononcer, et les « faibles » à vocation manuelle. C'est curieux : on a comme l'impression d'avoir déjà connu quelque chose de ce tonneau-là...

Il en va exactement de même pour la seconde phase (4e - 3e). Au terme de la première phase, un certain nombre d'élèves (devinez lesquels...) seraient envoyés dans les classes préprofessionnelles et les classes préparatoires à l'apprentissage, ou encore en C.e.t. pour préparer un C.a.p. en trois ans. Les autres demeureraient dans le second degré où ils bénéficieraient eux aussi d'un « tronc commun » agrémenté de diverses « options ». Là aussi, comme par hasard sans doute, options « intellectuelles » et options « manuelles » paraissent incompatibles. L'enseignement de soutien dans les disciplines formant le tronc commun serait considéré comme une option. Seraient également sujets à option la technologie (six heures si elle est accom-

pagnée d'une autre option — langue vivante ou soutien — 10 heures si elle est seule), le latin et une seconde langue vivante. On aboutirait ainsi à cinq filières : une filière classique (latin - langue), une filière moderne — technique (langue, technologie), une filière moderne faible (langue, soutien), une filère technique pure (technologie seule) et une filière technique faible (technologie, soutien). Comme il est, par ailleurs, clairement indiqué que l'enseignement technologique — qui pourrait comprendre des stages en alternance dans les entreprises — aurait un caractère nettement pré-professionnel, on imagine assez bien où irait la clientèle des cinq filières ci-dessus déterminées : les trois premières conduiraient principalement à la troisième phase du second degré, la quatrième conduirait surtout au second cycle court ; et la dernière soit en C.e.t., soit à la vie active après quelques mois de stage « formation ». Il est même prévu que l'orientation en C.e.t. serait possible dès la fin de quatrième pour certains élèves, la troisième technique servant, pour d'autres, d'équivalent de la première année de C.e.t. Quoi qu'il en soit de ces dispositions de détail, il est clair que l'enseignement technologique envisagé par Haby n'a rien d'une formation polytechnique de base. Il constituera au contraire pour les élèves qui le suivront le signe annonciateur de leur prochaine éviction du système scolaire. Singulière promotion du technique !.

Par la fenêtre

Voilà donc une réforme qui, comme on le voit jusqu'ici, ne changera guère que l'aspect extérieur des choses. Chassées par la porte, les filières précoces rentreront immédiatement par la fenêtre. Tout au plus seront-elles moins visibles qu'auparavant.

Les innovations, en réalité, sont véritablement ailleurs. Et Haby le sait si bien qu'il les avait annoncées dès avant les vacances, quelques semaines après son arrivée rue de Grenelle : elles concernent, d'une part, la transformation de la classe terminale et, d'autre part, la formation professionnelle accélérée, la première n'étant au demeurant possible que grâce à la seconde.

Jusqu'à présent, en effet, les classes de seconde, première et terminale constituaient un ensemble cohérent d'études. Dans le cas des études générales (sections A, B, C et D), il fallait ensuite pousser jusqu'à l'université ; les études techniques, très spécialisées, elles, étaient susceptibles de conduire à un emploi, mais elles pouvaient aussi donner lieu à une formation ultérieure en I.u.t.

Or, comme on l'a vu plus haut, la tendance du jour est, dans les sphères du Pouvoir, aux formations moyennes et supérieures courtes. De même, depuis plusieurs années, les pouvoirs publics cherchaient à diminuer le nombre des bacheliers qui débouchaient sans qualification spéciale sur le marché du travail. Les mesures envisagées entendent résoudre les deux problèmes à la fois.

La troisième phase des études secondaires, qui ne comprendrait plus que la seconde et la première, serait en effet beaucoup moins spécialisée qu'actuellement. Une spécialisation partielle s'effectuerait en première, compte tenu de l'existence d'un « tronc commun » à tous les élèves. En fin de première, un diplôme (le baccalauréat ?) serait délivré à ceux qui en auraient réussi les épreuves, les autres recevant un certificat de fin d'études secondaires. Passons sur l'opération démagogique qui consisterait à avancer d'un an l'obtention du titre de bachelier : le baccalauréat étant le titre requis pour pouvoir se présenter à un certain nombre de concours administratifs, l'opération risque de séduire nombre de gens, alors qu'elle ne résoudra rien, bien au contraire (2). Et poursuivons : les bacheliers auraient alors la possibilité de passer en terminale, celle-ci servant — avec un jeu d'options spécialisées à choisir en fonction des études ultérieures envisagées — de « propédeutique » (classe d'initiation) à l'enseignement supérieur ; les non-bacheliers et certains bacheliers désireux d'en finir pourraient soit se trouver directement du travail, soit bénéficier d'une formation ultra-courte.

Les intérêts du patronat

C'est là la seconde innovation. Ces formations en deux semestres maximum, confiées au patronat — au moyen de stages, éventuellement rémunérés, dans les entreprises — n'ouvrant droit à aucun titre ni diplôme et considérées comme tout au plus égales au baccalauréat, déboucheraient sur des emplois immédiatement disponibles en fonction desquels elles seraient créées ou supprimées au gré des besoins. Ainsi s'expliquent — et s'éclaircissent — les propos passablement sibyllins de Giscard d'Estaing dans sa conférence de presse du 25 juillet : « Le deuxième objectif, c'est l'articulation entre la formation et l'emploi, pour faire en sorte que la formation ainsi reçue, même si elle est une culture, soit en même temps une préparation à la vie active et assure ou facilite la recherche d'un emploi ». Il va sans dire que de telles « formations » (3), forcément peu approfondies, si elles concordent fort bien avec les intérêts du patronat, ne sauraient guère satisfaire ceux des salariés.

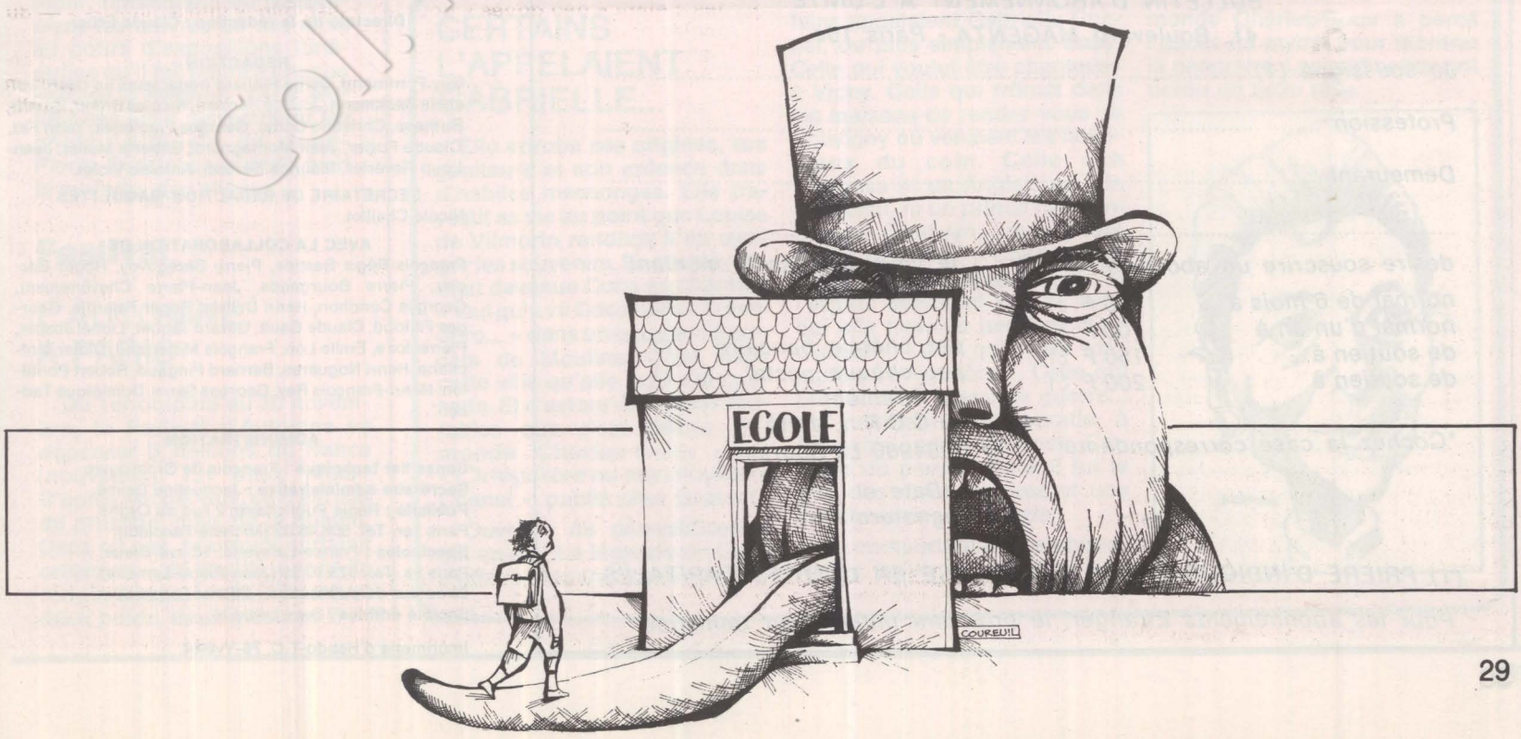
Cette mainmise directe du patronat sur la phase terminale des formations professionnelles risque fort, à terme, d'être un des traits essentiels de la réforme Haby. L'enseignement en alternance — en soi, une bonne idée — comporte évidemment ce danger. Au-delà de l'enseignement secondaire, les projets encore très fumeux de licence en deux ans, dont parle Jean-Pierre Soisson, présentent exactement la même caractéristique, en raison du caractère incomplet que revêtirait une formation de si courte durée. C'est toutefois là un problème assez différent de celui de la réforme du second degré, et nous serons amenés à en reparler dans les semaines à venir. Comme nous serons amenés à reparler de celle de Haby. Car à voir ce qu'on en connaît, elle ne saurait guère satisfaire les hommes de progrès.

JEAN-PIERRE MOULINS

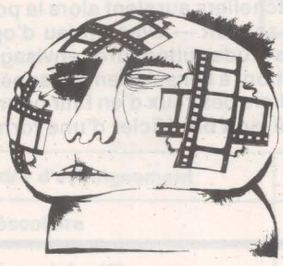
1) Or, il restera un certain nombre d'élèves dans les 3e et 4e pratiques traditionnelles. En tout, cela risque de porter le taux de réalisations du VIe Plan, en ce domaine, aux environs de... 130 %. Quel enviable record ! C'est la forme scolaire et française du stakhanovisme.

2) Pour la bonne raison que le problème des concours est le rapport nombre de candidats - places disponibles. Si on diminue le niveau du diplôme minimum pour être candidat, on ne fait qu'augmenter le nombre des candidats, rendre par conséquent le concours plus difficile et donc... favoriser ceux qui ont un diplôme bien supérieur au titre minimum requis !

3) On en envisagerait aussi, semble-t-il, en fin de 3e.



Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Alberto Lattuada et Federico Fellini : Les feux du music-hall.**

A propos de ce premier film de Fellini, co-réalisé avec son ami Lattuada, on discute ferme sur ce qui revient à l'un, devenu l'un des monstres du cinéma, ou à l'autre, oublié peut être injustement depuis. Allez savoir... Ce que l'on peut constater en revoyant ce sympathique portrait des marchands d'illusion que sont les artistes, c'est que, déjà, apparaissent en filigrane de nombreux thèmes felliniens.

*** Geoffrey Reeve : Le passager.**

Charlotte Rampling, révélée par « Portier de nuit », promène son regard étrange sur une Camargue inquiétante dans une vaseuse salade franco-britannique assaisonnée de folklore gitano-russo-américain. Un film ? Non, un courant d'air.

*** Michael Cimino : Le canardeur.**

Gadget dernier cri pour dévaliser les banques : le canon antichar se soucie de l'acier et du béton comme de colin-tampon. Clint Eastwood, nouveau John Wayne du cinéma américain, en pleine forme.

*** Ken Russell : Mahler.**

Ken Russell, ce Barnum de l'extravagance cinématographique, célèbre phantasmagoriquement le talent de Gustav Mahler avec un génie sauvage incontestable, mais aussi un mauvais goût digne d'un feu de camp animé par les scouts de Golib. Des outrances et des boursouflures, de l'humour, des visions baroques et flamboyantes : bravo pour le Siegfried Follies 1895 ! Mais zéro pour la naïveté scrupuleuse qui illustre la musique.

*** Daniel Schmid : La Paloma.**

Lente danse de mort d'une chanteuse volage dans une atmosphère flamboyante de décadence Art déco. De superbes images et des rengaines baroques exaltent la nostalgie d'une époque de strass, de fard et de fox-trot avec le sourire délicat d'une parodie emphatique. Un chef-d'œuvre kitsch célébrant le rêve et invitant le spectateur à dépoussiérer ses fantasmes en évoquant la littérature de gare et le romantisme désuet.



Théâtre

PARIS

*** Théâtre-Montparnasse : « Madame Marguerite » de Roberto Athayde, mise en scène de Jorge Lavelli.**

La rentrée au théâtre d'Annie Girardot. Seule en scène pendant deux heures.

*** Théâtre du Lucernaire : « Chansons de guerre, chansons d'amour ; chansons d'Histoire, chansons de France » par les Double Dièzes.**

Une Histoire de France en chantant.

*** La Cour des Miracles : « Appelez-moi maître » ou « Le solo d'un obsédé textuel » ; de et par Jean-Marie Cornille.**

Il sait conjuguer à tous les modes la formule « Je me marre, ils rigolent. »



Télévision

VENDREDI 13 SEPTEMBRE

Au magazine Rendez-vous des grands reporters : Chypre et les Palestiniens (21 h 20, ch. 1).

Toute une époque de la radio : « Les nuits du bout du monde », de Stéphane Pizella (20 h 15, France-Inter).

SAMEDI 14

Une dramatique de la Maison de la culture d'Amiens sur le thème des accidents du travail : « Les Branlefer » (20 h 30, ch. 3).

La Résistance, la déportation, l'Algérie... Une émission consacrée à l'ethnologue Germaine Tillion (21 h 45, ch. 1).

DIMANCHE 15

La Tanzanie et le socialisme à la Nyerere : « Ujamaa » (16 h, ch. 2).

« Portrait filmé » d'un grand peintre : Miro (20 h 35, ch. 2).

Très attendu : « Le chantier naval », une émission réalisée par Jacques Frémontier à La Ciotat — un regard personnel sur la condition ouvrière (21 h 30, ch. 2).

Malgré un excès d'esthétisme, le passionnant portrait d'un couple par Joseph Losey : « Eva », d'après James Hadley Chase (22 h 25, ch. 2).

LUNDI 16

« L'île aux enfants », la première de..... 170 émissions quotidiennes : sketches, documentaires, etc. (19 h, ch. 3).

« Sous les toits de Paris », de René Clair (20 h 35), précédé d'une évocation de la naissance du cinéma parlant (19 h 40, ch. 3) : voir note page ci-contre.

MARDI 17

Faux film d'aventures et vrai parodie : « Viva Maria », de Louis Malle (15 h 15, ch. 2).

« Les scientifiques répondent » : trois généticiens parlent de l'hérédité (21 h 30, ch. 1).

MERCREDI 18

Les Chiliens (interdits dans leur pays) Quilapayun, Mouloudji et Nougaro au Grand Echiquier (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 19

« Le » classique de Jean Renoir : « La grande illusion » (20 h 30, ch. 1).

L'un des films qui ont le plus fait parler d'eux ces derniers mois : « Général Amin Dada », de Barbet Schroeder — voir le n° 115 de « l'Unité » (20 h 35, ch. 3).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* [ ]
normal d'un an à	*100 F* [ ]
de soutien à	*150 F* [ ]
de soutien à	*200 F* [ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Yann Fitt, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Livres

SEMPE ET DESCLOZEAUX

Les amateurs d'humour et de bandes dessinées connaissent déjà les Editions Jacques Glénat de Grenoble qui, depuis deux ans, ont publié nombre de revues et d'albums. La série « Les cahiers de la bande dessinée » a consacré des livraisons à Cuvelier, Gotlib, Goscinny, Bretécher, etc. Serre, pour son livre « Humour noir et hommes en blanc », paru chez Jacques Glénat, a obtenu le Prix de l'humour noir 1973. En présentant « Carton » (sous-titre : Les cahiers du dessin d'humour) et « 130 dessins d'observation faits au Nouvel Observateur » de Desclozeaux, les Editions Jacques Glénat risquent d'étendre leur audience.

Le numéro 1 de « Carton » est entièrement empli par Sempé. Le second le sera par Chaval. Ce genre de dossier est suffisamment rare pour être précieux et recherché. Quant au livre de Desclozeaux, c'est une compilation qui manquait ; depuis des années, Desclozeaux se préoccupe de la promotion du dessin d'humour, notamment en rassemblant les œuvres de ses amis au cours d'expositions itinérantes qu'il fait naître à chaque Festival d'Avignon. Qu'à leur tour ses amis rassemblent les chefs - d'œuvre de Jean-Pierre Desclozeaux était bien la moindre des choses...

Festival

L'AUTOMNE A PARIS

Du 1er octobre au 30 novembre, le Festival d'Automne va dépenser 3 millions de francs (nouveaux). En deux mois ! D'après Michel Guy, ce n'est pas du prestige, mais de la qualité. Dans ce cas, pourquoi certains créateurs « de qualité » sont-ils réduits à la pauvreté ? Pourquoi deux poids, deux mesures ?

Heureusement, le menu est copieux, justement proportionnel à la subvention. Il y aura de la musique et de la danse au Musée Galliera. Les journées de la musique contemporaine au Théâtre de la Ville, au Théâtre d'Orsay, au palais des Congrès et à la salle Wagram permettront d'écouter Bério, Boulez, Schoenberg, Risset, Stockhausen. Les manifestations d'arts plastiques seront éparpillées entre le Centre national d'Art contemporain (« Aspects récents » de Boltanski et Monory), l'Espace Pierre Cardin (« Sculptures musicales » de Takis) et le Musée Galliera (« L'art au présent »). Les expériences de vidéo auront lieu au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris. Le théâtre se taillera la part du lion... à grand renfort de coproductions ! « Autos-sacramentales » de Calderon, qui sera monté au Théâtre de la Porte Saint-Martin par Victor Garcia, reçoit les oboles des Festivals de Belgrade et de Persépolis. « A Letter for Queen Victoria », présenté au Théâtre des Variétés, est cofinancé par les Rencontres internationales de La Rochelle et par le Festival de Berlin. Peter Brook peut monter « Timon d'Athènes » de Shakespeare au Théâtre des Bouffes-du-Nord grâce à l'aide d'Octobre à Bordeaux. Copi et Jérôme Savary grattent dans les caisses du Grand Magic Circus pour mener à bien leur opéra-tango « Good bye, Mr Freud ». Moralité : si vous voulez jouer à Paris, allez chercher de l'argent ailleurs.

Télévision

LA PAROLE EST D'ARGENT

Paris 1929. Depuis dix ans, le cinéma muet régnait en maître. Aux expressionnistes allemands, aux premières œuvres soviétiques, aux prestigieuses productions hollywoodiennes, la France avait répondu par quelques chefs-d'œuvre, tels le « Napoléon » d' Abel Gance, « Le chapeau de paille d'Italie » de René Clair, « L'Argent » de Marcel L'Herbier. Et soudain, dans une salle des grands boulevards, surgit « Le chanteur de jazz », film « parlant et chantant » réalisé à Hollywood deux ans plus tôt. René Clair, Marcel L'Herbier, Marcel Pagnol disent le choc que cela produisit. Au cours de la première émission de la nouvelle série d'Armand Panigel, « L'histoire du cinéma français » (lundi 16, 3e chaîne, 19 h 40), Abel Gance, Christian-Jaque, Marcel Achard, Marcel Carné, Henri-Georges Clouzot, Claude Autant-Lara, Jean-Paul Le Chanois apportent aussi leurs témoignages. Cette série a demandé deux ans de préparation et une année de tournage à l'équipe d'Armand Panigel. Le résultat est convaincant, l'anthologie à peu près complète. Ce « cours d'Histoire cinématographique » est d'autant mieux venu qu'il est loin d'être fastidieux : chaque émission de Panigel est suivie, à 20 h 35, sur la 3e chaîne, d'une illustration.

L'O.R.T.F. « VEUT PAS LE SAVOIR »

Dans tous les pays du monde, le débat est engagé sur les dangers de l'installation de centrales nucléaires. Mais les Français n'ont sans doute pas le droit d'être informés : la programmation du film que Claude Otzenberger (« Les atomes nous veulent-ils du bien ? ») a réalisé pour la télévision a, en juin, été reportée. Depuis, plus de nouvelles... Jean-Pierre Cot, dans une question écrite, s'est étonné de cette « curieuse conception de l'immaturité du public ».

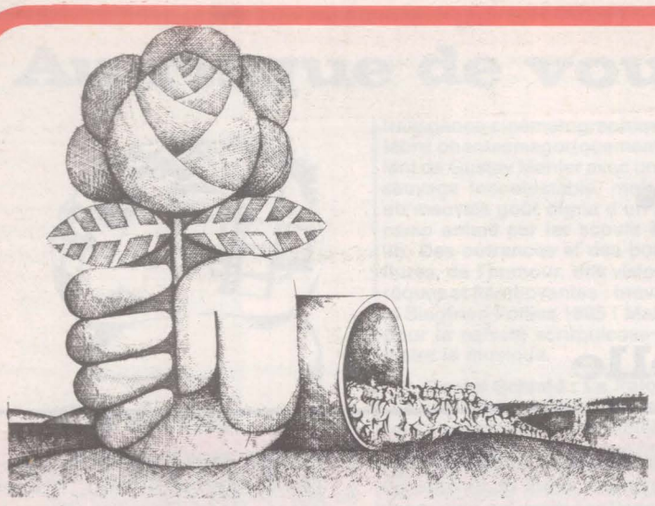
CERTAINS L'APPELAIENT GABRIELLE...

Elle enroba ses origines, ses géniteurs et son enfance dans d'habiles mensonges. Elle travestit sa vie au point que Louise de Vilmorin renonça à en rédiger les souvenirs. En réalité, elle était devenue Coco en chantant « Qui qu'a vu Coco dans l'Trocadéro... » dans un beuglant à soldats de Moulins. C'est dans cette ville qu'elle avait été cousette. Et c'est sur ces traces véritables que s'est lancée Edmonde Charles-Roux dans « L'Irrégulière ou mon itinéraire Chanel », publié chez Grasset.

Ouvrage de démystification s'il en est. La légende de Coco s'efface. Apparaît celle que certains appelaient Gabrielle Chanel, ou plus simplement Gaby. Celle qui voulut être chanteuse à Vichy. Celle qui trônait dans les maisons de rendez-vous de Souvigny où venaient les hobereaux du coin. Celle que n'épousa ni un Anglais ami de Churchill, ni un prince russe, ni Samuel Goldwyn, ni le poète Pierre Reverdy, ni Charles Dullin, ni le duc de Westminster, ni l'espion allemand Von D. avec qui elle travailla pendant l'Occupation. Celle qui resta toujours « l'Irrégulière ». Celle qui profita de la première guerre... en habillant l'aristocratie à Deauville, puis à Bayonne. Car, issue du peuple, Chanel fut la pire des réactionnaires et une collaboratrice des nazis.

Se comportant plus en historienne qu'en romancière, Edmonde Charles-Roux a percé l'abcès du mythe pour montrer la gangrène. Les midinettes ont perdu un beau rêve.





DANS UN MOIS, LES ASSISES...

Après le Bureau exécutif qui y a consacré mercredi une longue séance de travail, le Comité directeur du Parti socialiste se saisit ce samedi de l'ensemble des textes mis au point depuis plusieurs semaines en vue des Assises du socialisme des 12 et 13 octobre prochains.

Les différents groupes qui se sont réunis périodiquement au cours de l'été et où le P.s. était représenté notamment par Pierre Mauroy, Gilles Martinet, Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, Jean-Pierre Cot, Dominique Taddeï, Roger Fajardie, J.M.Bichat, M. Benassayag, G. Delfau, etc. ont travaillé à partir de trois séries de contributions fournies respectivement par le Parti socialiste, le P.s.u. et les signataires de l'appel lancé en juin et qui constituent ce que l'on appelle la « troisième composante ».

Ces textes sont axés autour de trois grands chapitres : une analyse du capitalisme actuel, une définition de ce que représente aujourd'hui le socialisme et, enfin, l'affirmation d'une stratégie pour la prise de pouvoir et la transition vers le socialisme. C'est sur cette dernière partie que les discussions ont été les plus serrées, les représentants du Parti socialiste tenant fermement à ce que la stratégie demeure fondée sur le programme commun, symbole de l'union de la gauche que treize millions d'électrices et d'électeurs ont ratifiée le 19 mai dernier.

Le texte définitif reprendra cette idée essentielle en soulignant que l'union de la gauche est une condition nécessaire à la victoire et qu'elle demeurera indispensable après la prise du pouvoir et tout au long du passage au socialisme, ce qui fait de cette union un engagement irréversible. Seul un rappel historique évoque le fait que certains de ceux qui participent à l'élargissement d'aujourd'hui ne signèrent pas en juin 1972 le programme commun dont ils reconnaissent cependant qu'il a été un tournant particulièrement important dans l'histoire de la gauche contemporaine et qu'il « a rendu crédible la capacité des forces de gauche à gouverner pour réaliser leurs objectifs prioritaires ». Etant entendu que l'union de la gauche ne saurait être un état immobile mais qu'elle doit représenter « une démarche permettant un réel débat sur les divergences reconnues et une actualisation permanente des convergences. »

Quant à la partie analytique, qui a soulevé autant de problèmes de vocabulaire que de questions de fond, elle pose clairement, dès son introduction, la perspective dans laquelle vont se situer les Assises du 12 octobre :

« Treize millions d'hommes et de femmes ont, au mois de mai 1974, démontré que l'unité des forces politiques et syndicales de la gauche constituait la clé de toute transformation de la société. La victoire de la coalition populaire était et demeure possible. Les objectifs que se fixe le mouvement socialiste en France dépassent largement le cadre d'un simple programme de revendications et de réformes. Ils répondent au désir et au besoin de changer le cadre et les conditions mêmes de la vie, désir et besoin que ressentent un nombre grandissant de travailleurs et l'ensemble de la jeunesse. »

Après avoir souligné le prix de la croissance en système capitaliste, le texte décrit les nouveaux déséquilibres provoqués par l'inflation, par le chômage, par la politique des compagnies pétrolières, etc. Il analyse les différentes formes des nouvelles contestations du capitalisme et souligne enfin que « l'unification des luttes diverses n'est possible qu'en les insérant dans un combat politique global visant la prise du pouvoir, la conquête de l'Etat, sa transformation, et à terme, la destitution de la classe dominante. »

Et, dans la logique de l'appel lancé par François Mitterrand au lendemain de l'élection présidentielle, le texte ajoute :

« Les programmes établis par les différentes formations de la gauche, et le programme commun de gouvernement, montrent dans quelle direction il faut s'engager pour aller vers une société différente. Il faut maintenant définir d'une manière plus précise les objectifs, la logique et le mode de développement de la société à construire. Or cette définition doit être donnée si nous voulons rallier ceux qui hésitent encore, ceux qu'effraient certaines expériences entreprises au nom du socialisme et que ne rassurent pas les utopies qui ont vu récemment le jour. »

Au-delà des textes, un certain nombre de points restent à préciser concernant notamment la composition des Assises, les modalités de leur déroulement — elles seront ouvertes par un discours de François Mitterrand et un certain nombre de « carrefours » sont prévus pour débattre de sujets particuliers — et enfin leur sanction au niveau de l'élargissement effectif du Parti socialiste, ce qui pose le problème du Congrès de 1975, de sa date et des conditions de sa préparation. Tous ces points seront réglés sous peu et nous aurons évidemment l'occasion d'y revenir largement. Dès maintenant en tout cas, il paraît acquis que la volonté d'accord des différents partenaires qui s'est manifestée tout au long de cette période préparatoire, en dépit des vives réticences d'une minorité de militants P.s.u. réunis encore le dernier week-end autour de Charles Piaget à Besançon, fera des prochaines Assises une grande démonstration de la force et du renouveau du socialisme en France.

ANTOINE VIOLET

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

NOM ..... Prénom .....

Date et lieu de naissance .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Désire adhérer au Parti Socialiste

Fait à ..... le .....

Signature :

(Retourner ce bulletin rempli à « l'Unité », 5 rue Viollet le Duc, Paris 9e, qui transmettra)